interrogations

rivista internazionale di ricerche anarchiche — revue internationale de recherche anarchiste — revista internacional de investigación anarquista — international review of anarchist research

Mar. 1975

2

INTERROGATIONS

revue internationale de recherche anarchiste
trimestrielle

le numéro	) (×)	10	francs français
el número	)	1 000	lire
single copy	)	80	cents UK
una copia	)	2	dollars U.S.

Abonnement 1 an	) (××)		fois le prix
Suscripción 1 año	)	4	veces el precio
Subscription 1 year	)		times the price
Abbonamento annuale	)		volte il prezzo

Par avion)
By airmail) + 50 %

Administration et versements)
Administración y pagos)
Amministrazione e pagamenti)
Management and payments)

Georges Yvernel,
32, passage du Désir,
75010 Paris
Compte chèque postal
Paris 72 4369

Rédaction)
Redacción)
Editing)
Redazione)

Louis Mercier Vega
3, rue de Valenciennes
75010 Paris

) ou l'équivalent en monnaie nationale.
(×)) o su équivalencia en moneda nacional.
(××)) or the equivalent in the country currency.
) o l'equivalente in moneta nazionale.

INTERROGATIONS

Mars / March
Marzo / Marzo
1975

N° 2

Dans ses tout prochains numéros / En sus muy proximos númeroś / In the very next issues / Nei prossimi numeri

INTERROGATIONS

publiera / publicara / will publish / pubblicherà

Sam Dolgoff : **U.S.A. New trends in the Labor movement**

Heleno Saña : **El internacionalismo obrero y las emigraciones**

Nicolas Faucier : **La classe ouvrière des chantiers navals de Saint-Nazaire**

René Fugler : **Minorités ethniques et nationalismes**

Santiago Parane : **Dossier sur le Chili**

To open a debate

Murray Bookchin : **Technology and libertarian civilization**

« Carta » de Argentina
« Lettera » d'Italia
« Letter » from Japan

Collaborateurs, administrateurs et rédacteurs sont bénévoles
Colaboraciones, administración y rédacción son voluntarios
Contributions, managing and editing are voluntary
Collaborazione, amministrazione e redazione sono volontarie

APRES LE PREMIER NUMERO

La couverture a provoqué compliments et critiques : « sobriété » pour les uns, « insignifiance » et « manque d'attrait » pour les autres.

Le contenu suscite de nombreuses observations, parfois dures, texte par texte, tout en recueillant l'approbation pour l'ensemble.

Ces remarques seront mises à profit. Il faut cependant rappeler à tous, lecteurs et collaborateurs, que la revue vise à remplir une fonction d'instrument de recherche, et non pas à présenter des « opinions » ou à faire œuvre de propagande. Et cela avec des moyens matériels réduits : une centaine de pages par trimestre !

Sur le plan administratif, l'intérêt et même un certain enthousiasme n'ont pas entraîné une marée d'abonnements. Sans doute la longue grève des postes françaises y est-elle pour quelque chose.

Nous avons prévu deux années pour arriver à donner à Interrogations son caractère, sa communauté internationale de chercheurs et son public. Encore faut-il commencer dès maintenant.

DESPUES DEL PRIMER NUMERO

La portada ha provocado críticas y elogios: «sobria» para los unos, «insignificante» y «sin atractivo» para los otros.

El contenido ha suscitado numerosas observaciones, a veces duras al analizar cada uno de los textos, aunque el conjunto haya sido aprobado.

Se tendrán en cuenta todas las observaciones. Sin embargo, hay que recordar a todos, colaboradores como lectores, que la revista quiere ser un instrumento de investigación, y no presentar «opiniones» o hacer propaganda. Y ello con reducidos recursos materiales: un centenar de páginas por trimestre.

En el terreno administrativo, hay que señalar que el interés y hasta cierto entusiasmo no han arrastrado consigo una oleada de suscripciones. Es probable que la larga huelga de los correos franceses tengan algo que ver.

Hemos previsto dos años para dar a INTERROGATIONS su carácter, su comunidad internacional de investigadores y su público. Pero para lograrlo hay que empezar desde ahora.

AFTER THE FIRST ISSUE

The jacket has given rise to compliments and criticisms : some people have found it « sober », others « insignificant » and « unattractive ».

The contents have roused a lot of remarks, sometimes hard, on each text, while being approved on the whole.

We will turn those remarks to account. We must however remind you all, readers and contributors, that the aim of the review is to serve as a research instrument and not to exhibit « opinions » or to propagandize. And that with limited material means : a hundred pages every three months !

From the administrative point of view, the people's interest and even enthusiasm has not brought about a wave of subscriptions. The long postal strike in France has undoubtedly something to do with it.

We think two years are necessary to succeed in giving Interrogations its personality, its international group of searchers and its readers. But we must already begin now.

DOPO IL PRIMO NUMERO

La copertina ha provocato apprezzamenti e critiche: « sobrietà » per gli uni, « banalità » ed « insignificanza » per gli altri. Il contenuto ha suscitato numerose osservazioni, anche dure, testo per testo, raccogliendo tuttavia l'approvazione per l'insieme.

Di tutto ciò si terrà conto. Ricordiamo comunque a tutti, lettori e collaboratori, che la rivista vuole svolgere la funzione di strumento di ricerca e non presentare delle « opinioni » o fare opera di propaganda. E questo con mezzi materiali ridotti : un centinaio di pagine a trimestre !

Sul piano amministrativo, l'interesse ed anche un certo entusiasmo non hanno portato una marea d'abbonamenti. Indubbiamente il lungo sciopero delle poste francesi ha pesato anche in questo.

Abbiamo previsto due anni per riuscire a dare ad Interrogations un suo carattere, una sua « comunità » internazionale di ricercatori ed un suo pubblico. Bisogna cominciare subito.

ERRATA CORRIGE

A causa di un lungo sciopero delle Poste francesi, la redazione parigina ha dovuto correggere anche le bozze italiane e scrivere direttamente alcuni pezzi in italiano. Inevitabilmente siamo incorsi in numerosi errori. Correggiamo, qui, solo i più rilevanti.

A pag. 84, nota 13 ultima riga, al posto di Aversi, Drica, si legga Pavesi, De Rica.

A pag. 98, riga 17, al posto di Starfônetag si legga Statsföretag.

(L'I.R.A. : Nazionalizzazione all' italiana — **Amedeo Bertolo e Luciano Lanza**)

A pag. 115, riga 2 e 3 del Riassunto, al posto di Arcipelago dei Gulag e Primo Circolo si legga Arcipelago Gulag e Primo Cerchio.

Actualité de Saint-Simon

par Jean Barrué

Selon une tradition soigneusement entretenue, Marx et Engels ont fondé durant les années quarante du siècle dernier le socialisme scientifique, qui succédait à un ensemble de doctrines confuses qualifié socialisme utopique. Scientifique, utopique : on conçoit que le rapprochement de ces deux épithètes suffit à donner à la seconde un sens péjoratif ! La même tradition veut que Proudhon, difficilement classable, soit un petit-bourgeois, que le socialisme antiautoritaire et antiétatique de Bakounine ne soit — selon Engels — qu'une synthèse de Proudhon et de ... Stirner, et que les ouvriers parisiens des années soixante fussent infectés — selon Marx — d'un stirnérisme proudhonisé. Comme les disciples modernes de Marx et de Lénine savent battre la grosse caisse et en ont les moyens, il ne faut pas s'étonner que certaines légendes ont la vie dure.

Certes, dans le socialisme utopique, Saint-Simon occupe une place un peu à part. Le jugement favorable de Engels, le fait que le jeune Marx ait été — selon ses propres termes — imprégné des idées de Saint-Simon, lui ont valu l'indulgence de la postérité : dans la préhistoire du socialisme, il est le premier des réformateurs sociaux. Mais ce coup de chapeau une fois tiré, nul ne s'est occupé pendant longtemps de Saint-Simon et de sa doctrine ; les plus érudits gardaient le souvenir de la célèbre parabole des frelons et des abeilles ; pour les autres, Saint-Simon n'était qu'un nom parmi tous les représentants du socialisme utopique. Et pourtant, que d'enthousiasmes juvéniles et de dévouements avait suscités Saint-Simon ! Que de savants et d'ingénieurs éminents étaient sortis de l'Ecole saint-simonienne ! Une magnifique flambée qui dura moins d'un quart de siècle. Saint-Simon expose ses doctrines sociales de 1816 à 1825, date de sa mort, dans un grand nombre de livres, brochures et articles, d'une façon souvent confuse

et sans plan ordonné. Les tout jeunes Augustin Thierry et Auguste Comte sont ses collaborateurs. Après la mort du maître, le saint-simonisme connaît un vif succès dans les milieux intellectuels et scientifiques, et chez les jeunes polytechniciens. Malgré sa brève parution, le journal *Le Producteur* recueille des adhésions enthousiastes. Bazard, dans une série de cours, donne une forme ordonnée au saint-simonisme et réunit ses leçons dans l'*Exposition de la doctrine saint-simonienne*. 1829 marque l'apogée du mouvement : sa ruine sera consommée en trois ans. Olinde Rodrigues et Enfantin s'inspirèrent des tendances vaguement mystiques de la dernière œuvre de Saint-Simon : le *Nouveau Christianisme,* fondent la Religion Saint-Simonienne, avec son culte, ses prêtres et son « pape » Enfantin, qui se proclame pontife de la Jérusalem nouvelle. Bazard, Bouchez, Leroux rompent avec Enfantin et c'est la scission. La folie mystique d'Enfantin suffisait déjà à déconsidérer le saint-simonisme, sans qu'il fût nécessaire d'y ajouter encore l'affranchissement total de la femme, la réhabilitation de la chair et le contrôle de la vie sexuelle par le pontife saint-simonien ! En 1832, à la suite des procès intentés pour immoralité et escroquerie, l'Ecole reçoit le coup de grâce, et en 1833 elle cesse pratiquement d'exister. La brusque décadence d'un mouvement florissant s'explique en grande partie par les folles innovations d'Enfantin qui furent sévèrement jugées par les contemporains, par Proudhon, par Sainte-Beuve, par Renan. Vigny écrit en 1832 (*Journal d'un Poète*) : « *la comédie saint-simonienne se termina par une mascarade grotesque* ». Et Heine qui assistait à Paris, lors de l'épidémie de choléra, aux prédications des prêtres de la nouvelle religion, les tourna en dérision dans ses correspondances au *Journal d'Augsbourg*. En France, pour une fois, le ridicule tuait ...

Les esprits légers ont malheureusement retenu du saint-simonisme la caricature imaginée par Enfantin. Les extravagances du disciple ont donné du maître une fausse image. Et cependant Saint-Simon a marqué d'une forte empreinte tous ces esprits distingués qui avaient suivi ses leçons. On sait que ce sont des saint-simoniens : ingénieurs, administrateurs et financiers, qui sont à l'origine des chemins de fer en France. Et peut-on oublier que ce fut ce fou d'Enfantin, ex-polytechnicien, qui — après bien des tribulations — unifia le réseau P.L.M. ? Les frères Péreire, saint-simoniens et banquiers, ont, les premiers, organisé le crédit mobilier. Les ententes d'industriels, les trusts, sont dans la ligne saint-simonienne. Le canal de Suez est l'œuvre de saint-simoniens et de Lesseps sera, après Suez,

l'artisan de ce canal de Panama dont Saint-Simon, avait, jadis, vu la nécessité. On pourrait multiplier les exemples : dans tous les grands travaux du XIX[e] siècle, les disciples de Saint-Simon sont présents, et apparaît alors cette ambiguïté de la doctrine — sur laquelle nous reviendrons — : d'une part Saint-Simon dans sa dernière œuvre appelle à la libération du prolétariat, d'autre part les disciples tirent de l'enseignement du maître l'invitation à se réconcilier avec le régime du Second Empire et à collaborer étroitement à l'expansion capitaliste qui caractérise ce régime. L'œuvre de Saint-Simon annonce par certains côtés le socialisme et par d'autres justifie la féodalité industrielle.

Aussi ne faut-il pas s'étonner si Saint-Simon redevient actuel et si on voit en lui un précurseur de l'industrialisation moderne. L'œuvre de Saint-Simon mérite donc d'être étudiée sans parti-pris et peut-être les libertaires tireront-ils de cette étude des motifs d'encouragement ... ou de méfiance. « *Nous sommes tous devenus plus ou moins saint-simoniens* », écrit François Perroux, en tête de son ouvrage *Industrie et création collective*. Cette affirmation nous concerne-t-elle, nous libertaires ? Tel est l'objet de cette étude qui exige au préalable un rapide exposé de la doctrine saint-simonienne.

La physiologie sociale

UN CLASSEMENT chronologique des écrits de Saint-Simon conduirait à penser que de 1803 à 1816 il s'est intéressé aux sciences et à la philosophie, puis de 1816 à 1825 aux questions politiques et sociales. En fait on ne peut ainsi dissocier la pensée de Saint-Simon et il y a une interdépendance étroite entre sa philosophie et ce que nous appellerions maintenant sa sociologie. Dans son *Mémoire sur la Science de l'homme* (1813), il insiste sur le fait que tout système de politique générale n'est qu'une application du système des idées. La philosophie ne doit pas être simple curiosité d'esprit, elle doit avoir un but pratique : elle est la science générale dont les sciences particulières ne sont que des éléments et « *tout régime social est une application d'un système philosophique* » (*L'Industrie*. 1816-1818).

Certaines sciences ont déjà acquis un caractère positif : il faut que la science de l'homme, elle aussi, arrive au positif. Nous avons actuellement des spécialistes, savants dans une science déterminée, mais ignorant la science de l'homme.

S'adressant dans son Mémoire de 1913 aux astronomes, physiciens et chimistes, Saint-Simon s'écrie : « *Toute l'Europe s'égorge, que faites-vous pour arrêter cette boucherie ? Rien* (...) *Que faites-vous, encore une fois, pour rétablir la paix ? Rien. Que pouvez-vous faire ? Rien. La connaissance de l'homme est la seule qui puisse conduire à la découverte des moyens de concilier les intérêts des peuples et vous n'étudiez point cette science* ». On ne peut rien demander non plus aux théologiens, métaphysiciens et légistes : ils ignorent tout de l'économie, de la production, de l'industrie, ou leurs connaissances sont superficielles. Une science nouvelle doit naître et devenir positive : la science de l'homme, la *physiologie sociale* (le terme de sociologie a été créé par Auguste Comte). Cette science de l'homme est d'ailleurs bien différente de ces *sciences humaines* qui tentent, aujourd'hui, avec plus ou moins de bonheur, d'opérer une synthèse hasardeuse entre des sciences aux frontières incertaines. Cette physiologie sociale devra être traitée par les méthodes propres aux sciences physiques. Son objet sera « *l'être social qui n'est point une simple agglomération d'êtres vivants, mais une véritable machine organisée* ». La morale et la politique s'intègrent dans cette physiologie sociale et devront donc devenir des sciences positives.

Pour comprendre l'organisation sociale, il faut étudier les diverses étapes de son développement historique, les relier les unes aux autres et mettre en évidence *la loi suprême du progrès de l'esprit humain* dont les hommes ne sont que les instruments. La connaissance de cette loi permettra de traiter la politique scientifiquement, car *du passé bien observé on peut déduire l'avenir*. La science de l'homme ne tend pas à démontrer l'existence d'un progrès continu et indéfini, mais à étudier, dans leur succession, les divers types d'organisation sociale. Saint-Simon pense même que certaines sociétés peuvent passer par un apogée, puis décliner et mourir. On songe à la thèse de Spengler sur le déclin des cultures arrivées au stade de civilisation, ainsi qu'au mot de Valéry : les civilisations sont mortelles.

Saint-Simon apparaît ainsi, avant Auguste Comte, comme le fondateur de cette philosophie positive qui se propose d'organiser les sciences en utilisant leurs méthodes ; il est le premier à avoir voulu faire entrer dans le cercle fermé des sciences positives, une nouvelle science : la physiologie sociale (la sociologie), en montrant qu'elle devrait être traitée par les méthodes des autres sciences.

La science de la production

QUELLE est donc cette évolution des types sociaux ? Quelle est la marche de notre société à partir du moment où elle s'est vraiment constituée ? Saint-Simon prend comme point de départ le Moyen Age (XI[e], XII[e] siècle) caractérisé par le pouvoir militaire spirituel des prêtres : système militaire et théologique (ou encore féodal et papal) qui correspondait à l'état de la civilisation et à la supériorité sociale des classes militaire et sacerdotale. Si la fin du XI[e] siècle marque l'apogée de ce régime, le déclin commence dès le XII[e] siècle. Il est le résultat du mouvement des Communes, de l'affranchissement des villes qui se dégagent de la tutelle seigneuriale, tandis que l'activité économique échappe aux deux centres d'attraction qui la maintenaient captive. En même temps, à la suite de l'introduction des sciences positives, se constitue un corps nouveau, celui des savants qui entre en concurrence avec le clergé pour assurer la direction intellectuelle de la société.

Deux éléments de contradiction se développent donc qui vont affaiblir, puis détruire les pouvoirs des seigneurs et des prêtres. Le Moyen Age n'a donc pas été cette période d'obscurantisme tant de fois dénoncée, mais *il a préparé graduellement tous les grands événements qui se sont développés plus tard*. A la suite de l'invention de l'imprimerie et les découvertes de Copernic et de Galilée, le XVI[e] siècle ébranle le pouvoir théologique, et au XVII[e] siècle c'est le pouvoir temporel qui est battu en brèche : en France par l'action de la royauté contre le pouvoir féodal, en Angleterre par la limitation du pouvoir royal. Le XVIII[e] siècle enfin, par le développement de l'industrie et la critique toujours plus poussée de la religion, marque la décadence irrémédiable de l'ancien système social. Les progrès des arts et des métiers, de l'industrie sont tels que la société devient dépendante de l'économie : même le pouvoir militaire n'échappe pas à cette emprise, car la guerre a besoin de l'industrie autant et plus que de la valeur individuelle et de la bravoure des nobles. Dans les conseils des gouvernements, dans les organismes de la justice, une nouvelle classe est représentée: le Troisième Etat affirme sa personnalité et revendique ses droits.

Troisième Etat ? En fait, ce sont deux nouvelles autorités qui se substituent aux anciennes classes dirigeantes : *le peuple est spontanément confiant et subordonné à l'égard de ses chefs*

scientifiques, de même qu'il l'est temporellement par rapport à ses chefs industriels. Soumission intellectuelle à la raison et non plus à la théologie. Soumission temporelle à la production, et non plus à la conquête guerrière. La Révolution française avait commencé dès l'affranchissement des communes et l'établissement des sciences d'observation. Elle a liquidé les survivances du passé, tout ce qui demeurait des privilèges de la féodalité, de la royauté et du clergé. Elle a détruit, mais n'a pas édifié un ordre nouveau ; elle a libéré de ses entraves la société industrielle, mais elle ne l'a pas organisée. Et, c'est ainsi que maintenant (à l'époque de la Restauration) on voit ressurgir des institutions périmées qu'on pouvait croire détruites, et même l'autorité royale.

Comment expliquer ce demi-échec de la Révolution française ? Il est dû, d'après Saint-Simon, à l'opposition de deux classes intermédiaires : les légistes entre les féodaux, et les industriels, les métaphysiciens entre les représentants de la science positive et le clergé. Légistes et métaphysiciens ont occupé le devant de la scène, ce sont eux qui ont dominé dans les assemblées issues de la Révolution. On a vu plus haut le jugement que porte sur eux Saint-Simon : comment auraient-ils pu construire un système social nouveau, n'étant pas en contact avec la réalité collective, ayant été formés à l'école du passé ? La société est donc passée du système théologique-féodal au système métaphysique. Il reste à franchir l'étape qui conduira au système positif : nous avons là une préfiguration de cette loi des trois états, dont Auguste Comte devait faire le fondement de sa doctrine.

L'ordre nouveau qu'annonce Saint-Simon, par le développement de l'organisation industrielle, des arts, des sciences et de l'industrie, par la création d'objets utiles, accroîtra pacifiquement le bien-être des hommes. L'activité collective a donc une fin normale et unique : la production. *La production des choses utiles est le seul but raisonnable et positif que les sociétés politiques puissent se proposer.* La politique est *la science de la production, science qui a pour objet l'ordre des choses le plus favorable à tous les genres de production.* Les producteurs — et eux seuls — doivent assumer tout le pouvoir économique et dès maintenant la classe industrielle doit se préparer à cette tâche : *elle est la seule classe de la société dont nous voudrions voir s'accroître l'ambition et le courage politique.* Il n'y a plus place pour les représentants et les bénéficiaires de l'ancien régime : princes, cardinaux, évêques,

auxquels il faut joindre tous les propriétaires qui vivent *noblement* de leur capital sans l'exploiter directement. Pas de place pour les oisifs, pour les frelons. Aussi bien leur brusque disparition ne causerait aucun préjudice à la société. Face aux oisifs se dresse l'immense masse des producteurs qui créent des richesses ou font fructifier leurs richesses : ce sont les abeilles dont la perte serait fatale à la société. Saint-Simon oppose aussi deux partis : le parti industriel ou national réunissant toutes les forces vives de la France, et le parti anti-national, celui des oisifs et des inutiles. Seuls les producteurs des choses utiles doivent concourir à régler la marche de la société. Comment alors résoudre la contradiction oisifs-producteurs ? Il ne peut être question de revenir à l'ancien régime, pas davantage d'arriver à un compromis, car Saint-Simon estime que l'organisation sociale n'est stable que si elle est homogène et elle ne sera en équilibre que si elle repose sur l'industrie. La contradiction doit donc se résoudre par l'élimination de la classe oisive : solution révolutionnaire que le socialisme — au sens large du mot — reprendra plus tard ; détruire pour construire, faire naître l'avenir sur les ruines du passé. Ce n'est pas la position de Saint-Simon, adversaire de la violence en laquelle il ne voit qu'un outil de destruction. On ne chassera pas les frelons de la ruche, on les tolèrera, mais ils seront frappés d'incapacité politique et ne participeront en rien à la direction de la vie collective. Solution déconcertante et qui paraît utopique, car les oisifs accepteront-ils passivement de rester confinés dans cette sorte de ghetto politique ?

Le parti industriel

CLASSE industrielle, parti industriel : ces termes reviennent sans cesse dans l'œuvre de Saint-Simon. Si l'on en croit Enfantin, c'est en 1817 que Saint-Simon a créé ce vocable d'industriel qui depuis a connu la fortune que l'on sait. Quels sont les producteurs ? Saint-Simon entend par industriels tous ceux qui travaillent et qui concourent à toutes les formes de la production : paysans, ouvriers, artisans, fabricants, commerçants. Chefs d'entreprises et ouvriers sont également — puisqu'ils travaillent — des industriels. Il importe peu, dans cette définition, qu'on soit ou non propriétaire des instruments de travail pourvu qu'on participe à l'œuvre collective de production. Les banquiers font partie des industriels, ce sont même les *industriels généraux.* Leur rôle éminent est la répartition du crédit aux plus actifs ; ils favorisent les initiatives, ils sont

les moteurs de l'économie ; la banque est destinée à devenir *l'économat du genre humain*. Cette formule de Proudhon pourrait être signée de Saint-Simon.

Les savants font partie des producteurs : Saint-Simon les qualifie d'industriels de la théorie et en fait les auxiliaires de l'industrie. Les savants sont subordonnés aux industriels *car ils en reçoivent l'existence* et il ne faut pas oublier que *la classe industrielle est la classe nourricière de la société*.

Ainsi la société industrielle, la seule rationnelle, confie le pouvoir temporel à l'industrie, le pouvoir spirituel à la science. Les organismes directeurs comprendront un Conseil suprême de l'industrie et un Conseil suprême des savants, le second étant subordonné au premier. Dans une telle société où l'économie a absorbé la politique, l'Etat traditionnel a cessé d'exister. Dans le régime féodal ou militaire, l'Etat était un instrument d'oppression par lequel les chefs militaires s'assuraient la soumission des industriels qui les faisaient vivre. Les pouvoirs gouvernementaux, les pouvoirs politiques servaient avant tout à entraver les progrès des sciences positives et à empêcher l'expansion de l'industrie : ils étaient non seulement inutiles, mais nuisibles à une activité collective. Dans la société industrielle les organismes chargés de la direction et du contrôle ne seront pas des instruments d'oppression. A la notion du pouvoir — arbitraire et autoritaire —, se substitue la notion de capacité — légitime et utile. Dans une société qui a pour fin le développement de la production dans l'intérêt de tous et où l'administration des choses succède au gouvernement des hommes, l'autorité d'un Etat politique étranger à l'économie devient superflue.

A plusieurs reprises et sous des formes différentes, Saint-Simon a précisé la composition et le fonctionnement futurs des organismes régulateurs de la société industrielle, de ce qu'on peut appeler son gouvernement. Ces anticipations qui relèvent de l'utopie ne présentent pas grand intérêt. Aussi bien dans la société industrielle la forme de gouvernement importe peu et dans la société transitoire — celle des années vingt — les industriels n'ont pas à s'intéresser aux questions de la politique traditionnelle : *ils n'ont point d'opinion ni de parti politique propre*. Les querelles et les passions politiques font perdre de vue l'essentiel qui est l'organisation de l'économie et de la production. Toute une fraction du mouvement ouvrier devait, plus tard, montrer la même méfiance à l'égard des

jeux de la politique, souligner combien il est dérisoire de rechercher le parti idéal ou le gouvernement idéal, et refuser — contrairement aux marxistes — d'assigner comme but à la classe ouvrière la conquête du pouvoir politique.

A chacun selon ses capacités

PEUT-IL y avoir des conflits entre les divers groupes sociaux constituant la société industrielle, cette société dans laquelle *on est passé du régime gouvernemental ou militaire au régime administratif ou industriel ?* Non, répond Saint-Simon, car chacun exerce une fonction, conforme à sa capacité et *retire de la société des bénéfices exactement proportionnés à sa mise sociale, à sa capacité positive*. On reconnaît là la formule célèbre de l'école saint-simonienne : *à chacun sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres*. Ainsi sera fondée la véritable égalité qui repose sur une hiérarchie minutieusement établie. Mais Saint-Simon, en contradiction avec ces principes, est forcé de reconnaître que cette hiérarchie risque d'être génératrice d'inégalités et d'entraîner des conflits inévitables entre les industriels propriétaires des instruments de production et les industriels prolétaires. Il faut donc, pense Saint-Simon, réformer le droit de propriété. Certes ce droit est une loi fondamentale, mais *il n'en résulte pas qu'elle ne puisse être modifiée*. Pour rendre la propriété plus favorable à la production, il faut qu'elle soit liée à la capacité et qu'ainsi *talent et possession ne soient pas divisés*. La propriété devient alors une fonction sociale et la possession des instruments de travail n'est justifiée que si le possesseur produit effectivement et fait fructifier son capital. C'est au problème de la propriété-fonction que Saint-Simon s'est surtout attaché, prévoyant une série de mesures destinées à transférer au producteur certains droits du propriétaire.

La réforme du droit de propriété supprime-t-elle les conflits ? Saint-Simon lui-même en doutait, car il voyait la situation misérable des prolétaires victimes de l'égoïsme des possédants. Il faut donc *améliorer le plus complètement possible l'existence morale et physique de la classe la plus nombreuse*. Dans le *Catéchisme Industriel* et le *Système Industriel*, il développe à maintes reprises la même idée : *accroissement du bien-être de la classe la plus pauvre*. Cette expression : la classe la plus nombreuse et la plus pauvre, se retrouvera textuellement chez Proudhon et chez Bakounine

(*La réaction en Allemagne* - 1842). C'est surtout dans son dernier ouvrage — *Le nouveau Christianisme* — que Saint-Simon manifeste la crainte de l'accaparement par une minorité de privilégiés des fruits du travail d'une majorité de prolétaires. Déjà dans le *Système Industriel* il dénonce l'égoïsme qui entraîne la dissolution de la société et, devant l'effondrement des croyances religieuses, il montre la nécessité d'une morale rationnelle fondée sur la philanthropie et l'amour du prochain. La charité doit être une règle obligatoire : dans l'intérêt des pauvres ... mais aussi dans l'intérêt des riches. Il ne saurait être question d'imposer par la violence et la répression à une majorité misérable le respect de l'ordre social. En améliorant son sort, on prévient les révoltes inévitables et *on attache les prolétaires par leurs intérêts à la tranquillité publique*. Comme le Hugo des années quarante, Saint-Simon est animé d'un double sentiment : pitié pour les pauvres, appréhension d'une révolte des misérables. Riches ! Donnez ! Qui donne aux pauvres prête à Dieu ... Ou, pour parler crûment : donnez un peu pour garder beaucoup. Saint-Simon reste d'ailleurs muet sur les moyens d'améliorer le sort des plus pauvres et, si certains saint-simoniens ont vu par la suite dans le prolétariat l'élément moteur de la société industrielle, il est difficile de suivre Marx quand il fait du maître *le porte-parole des classes laborieuses.*

Le nouvel ordre européen que fondera la société industrielle doit donc reposer sur une morale ayant pour base la charité. Mais la froide raison ne suffit pas pour assurer une communauté de pensée, pour réaliser l'unité du monde. Il faut que la société industrielle s'appuie sur une nouvelle religion, sur une institution commune à tous les peuples. Cette religion aura un culte, un dogme, mais qui ne seront que *des accessoires ayant pour objet principal de fixer sur la morale l'attention des fidèles de toutes les classes.*

Une Europe supranationale

CETTE morale et cette religion universelles n'ont de sens que si disparaissent les frontières artificielles nées du régime militaire. La France n'est qu'un membre de la société européenne, écrit Saint-Simon, et tous les industriels sont mus par les intérêts de la production. Savants, artistes, industriels doivent s'unir par dessus les frontières pour défendre le même idéal de paix. La formule célèbre — et optimiste — : l'union des travailleurs fera la paix du monde, pourrait être signée

de Saint-Simon en remplaçant le mot *travailleurs* par le mot *industriels* ! Il oppose au *patriotisme féroce et absurde* le cosmopolitisme de la science et de l'industrie, et il a parfaitement vu — sans en tirer toutes les conséquences — que les liens de pensée et d'intérêts sont plus forts entre deux classes sociales identiques de deux pays différents qu'entre deux classes sociales antagonistes d'un même pays. Dans la pensée de Saint-Simon cet internationalisme doit déborder le cadre de l'Europe et s'étendre à toute la terre : *le régime industriel sera l'organisation définitive de l'espèce humaine*. On voit combien Saint-Simon était en avance sur son temps en dénonçant le caractère factice de l'unité nationale et en montrant que les communautés des intérêts économiques se rient des frontières. Songeons seulement aux entreprises multinationales, aux trusts internationaux ...

Saint-Simon ne s'est pas attaché seulement à ces vues lointaines, qu'on pourrait qualifier d'utopiques. Dès 1814, dans son écrit *De la Réorganisation de la Société Européenne* (en collaboration avec le jeune Augustin Thierry) il préconisait la reconnaissance par toutes les nations de *la supériorité d'un parlement général placé au-dessus de tous les gouvernements nationaux*. Il s'agit pour Saint-Simon d'une limitation des souverainetés nationales au profit d'un parlement supranational, qui ne serait pas composé des simples délégués des Etats. Rien de commun avec la S.D.N. ou l'O.N.U. vouées à l'impuissance dans la mesure où les nations restent attachées au maintien strict de leur indépendance. On voit ici combien la pensée de Saint-Simon rejoint les préoccupations actuelles. Ce parlement devrait lever des impôts, décider de grands travaux d'utilité publique, unifier l'instruction publique et établir un code de morale commune à tous (première étape pour cette religion universelle, couronnement de la société industrielle). Ainsi s'établira entre les nations une union à la fois spirituelle et temporelle.

Ce grand parlement aura, entre autres missions, *la direction et la surveillance de l'instruction publique*. Saint-Simon en effet n'a eu garde d'oublier les questions d'enseignement et d'éducation. Il est, là aussi, très en avance sur son temps, en réclamant un enseignement accessible à tous et non plus seulement aux privilégiés de la naissance et de la fortune, un enseignement orienté selon les aptitudes et les vocations, tendant à découvrir les capacités et à préparer ainsi une élite propre à gérer la société industrielle. Enseignement de sélection qui doit

assurer le maintien de la cohésion et de la hiérarchie de l'ordre social. Ce sont, en gros, les principes qui triomphent actuellement : la société opère une sélection sévère d'où sortiront les capacités — les cadres — de la société. Saint-Simon envisage un enseignement général et un enseignement professionnel spécialisé, ce dernier étant réglé par des programmes précis et ne se bornant pas à l'apprentissage traditionnel. Les différences de capacité orienteront les élèves vers trois types de Grandes Ecoles : celles des artistes, des savants et des industriels. L'enseignement — comme la philosophie — sera au service de l'industrie et de la production : il diffusera des savoirs utiles en réaction contre les humanités gréco-latines, la métaphysique, les simples curiosités de l'esprit. Faire des producteurs utiles ... et utilisables, tel est le but de l'éducation dans la société industrielle. Certaines tendances actuelles opposant à la culture désintéressée la liaison nécessaire entre l'industrie et l'Université sont bien dans la ligne saint-simonienne. Et Saint-Simon eût sans doute approuvé Jean Fourastié qui écrit dans *Faillite de l'Université* (1972) : « ... *la nature des matières enseignées doit évoluer selon les prévisions d'emploi à moyen et long terme, de manière à ne pas se laisser créer des écarts catastrophiques entre les formations imposées aux étudiants et les métiers qu'ils doivent exercer pour soutenir la consommation nationale et internationale* ».

Tout pour la production

LE PRINCIPE directeur de l'école saint-simonienne : tout pour la production, est devenu l'impératif du monde actuel. Les progrès de la science, le développement du machinisme, une technique de plus en plus poussée ont permis un accroissement vertigineux de la production. Partout on glorifie l'expansion, on se réjouit de l'augmentation du taux de croissance : ces bulletins de santé de la Production sont autant de bulletins de victoire. Comme l'affirmait Saint-Simon, la forme de gouvernement — et même la forme de propriété — sont indifférentes : la même fièvre de production anime aussi bien l'U.R.S.S. que les U.S.A. et le rêve des dirigeants du Kremlin reste, comme au temps de Staline, de rattraper et dépasser la production du capitalisme américain. Et lorsqu'on parle, à propos du Tiers Monde, de pays sous-développés ou en voie de développement, c'est de développement industriel et d'insuffisance de la production qu'il s'agit.

Travailler pour produire : tel était, il y a cent cinquante ans, le fantôme, l'idée fixe — disait Stirner — de Saint-Simon. Il précisait d'ailleurs : produire des objets utiles pour accroître le bien-être de tous. Mais déjà, à l'époque de Saint-Simon, certains voyaient un danger dans cette production inconsidérée et ne fondaient pas sur elle le bonheur universel. Parmi eux, Sismondi, que Saint-Simon, Proudhon et Marx ont lu. Ce n'est point ici le lieu d'évoquer les mérites de Sismondi qui a fait entrer *le prolétaire* dans l'histoire économique, qui a dénoncé *la mieux-value, cette spoliation, ce vol du riche sur le pauvre*, et qui a dépeint la misère ouvrière de son temps. Tandis que Saint-Simon axait toute sa doctrine sur la production, s'efforçant de corriger par la charité ou la philanthropie les inégalités criantes résultant de la hiérarchie, Sismondi s'attachait surtout aux problèmes de consommation et de répartition, et liait *l'accroissement de la richesse nationale à l'accroissement des jouissances des producteurs*. Ce qui l'intéressait, c'est ce que nous appelons la répartition du revenu national : *l'autorité souveraine ne doit jamais perdre de vue la formation et la distribution du revenu, car c'est ce revenu qui doit répandre l'aisance et la prospérité dans toutes les classes.*

Sismondi constate le prodigieux accroissement de la production, le pouvoir grandissant de l'homme sur la nature, les découvertes de la science (que dirait-il aujourd'hui !), mais cette surabondance de biens, cette prospérité ne sont que faux-semblants. Elles n'apportent pas aux individus — et tout particulièrement aux prolétaires, les plus nombreux et les plus pauvres — le bien-être et le bonheur. Ce qui importe, c'est l'équilibre entre la production et la consommation, et le régime de la société industrielle ne peut le réaliser. Pourquoi toujours produire ? Les producteurs ne peuvent dépasser les limites des biens nécessaires aux consommateurs. Il est vrai qu'alors on songera à améliorer la qualité, puis à créer le superflu, mais là encore il y a des bornes qu'on ne peut dépasser, quels que soient les progrès de l'humanité. *C'est la demande qui doit susciter l'offre*, alors que la société industrielle vit sur le principe opposé. Sismondi a entrevu ce qui est maintenant une évidence : la société industrielle est surtout une société de consommation, de consommation forcée. Le superflu n'a plus de bornes. Sismondi n'avait pas prévu la publicité, la mode, la réclame, la sollicitation quotidienne pratiquée par la presse, la radio télévision. On crée des besoins, on en invente chaque jour des nouveaux et on écoule ainsi une production d'objets vite démodés. C'est le règne du fragile, de l'éphémère ; l'idéal c'est le produit qui ne sert qu'une fois et qu'on jette. La société de

consommation, sous l'aiguillon de la sainte Production, est devenue la société du gaspillage tandis que des continents entiers sont voués à la disette et manquent des éléments les plus rudimentaires du bien-être. Et pour produire toujours davantage — en dépit des machines et de l'automation — on est conduit à donner une forme moderne à l'antique esclavage en important une main-d'œuvre qui n'aura jamais la jouissance de ce qu'elle produit.

Il a suffi d'un quart de siècle pour que le moteur de la production se soit emballé ! Avec encore plus de motifs d'inquiétude qu'en avait Sismondi, nombreux sont ceux qui conseillent de freiner cette production délirante. Déjà en 1959, l'économiste et diplomate Galbraith estimait nécessaire de changer les principes de base de la société, et Jean Fourastié, dans son ouvrage *La grande métamorphose du XXe siècle* (1964), mettait en garde contre l'accroissement perpétuel du taux de croissance de la production : 7 % chaque année, cela revient à doubler la production industrielle en dix ans, à la multiplier par 32 en cinquante ans ! Si la France avait depuis 1750 maintenu ce taux d'accroissement, la production industrielle nationale serait en 1960 dix mille fois plus forte que la production mondiale actuelle. Fourastié conclut que le maintien d'un tel rythme aboutirait à une catastrophe. *ce ne serait plus une évolution, ni une explosion, mais une mutation, une métamorphose.*

Les travaux du Club de Rome, les études de l'Institut de Technologie du Massachussets, les recherches de la Fondation Volkswagen, les ouvrages de Dennis Meadow — *Les limites de la croissance, L'équilibre mondial* —, aboutissent aux mêmes conclusions. Le mythe de la production accélérée, du progrès sans fin de la quantité d'objets produits par la société industrielle doit être dénoncé. Et Meadow conclut en ces termes : « *la seule solution au problème de la croissance, c'est de mettre un terme à la croissance. Cet arrêt peut être volontaire et contrôlé, ou bien alors, ne pouvant plus supporter le fardeau de la croissance, nous y serons contraints contre notre volonté et sans notre contrôle* ».

Croissance économique zéro ou catastrophe inéluctable : telle est aussi la conclusion à laquelle arrive le socialiste hollandais Sicco Mansholt, celui que l'on a appelé le père de l'Europe agricole. Dans une interview accordée au quotidien régional *Sud-Ouest* (3 décembre 1974), il insiste sur la liaison étroite qui existe entre tous les problèmes tragiques qui se posent au monde moderne : *énergie, alimentation, démographie, pénurie des ressources naturelles, industrialisation, déséquilibre écologique. Il est impossible de corriger une situation, une seule, sans en aggraver d'autres.* Il faut changer notre mentalité, *bouleverser nos habitudes et notre organisation sociale.*

Aux vues pessimistes de Meadow, un groupe d'économistes de l'université du Sussex a répondu dans un ouvrage collectif : *Anti-Malthus* (1974). Ils reprochent à Meadow d'avoir fondé des conclusions péremptoires sur des statistiques insuffisantes, et d'avoir mis une fausse objectivité mathématique au service de conceptions a priori. Mais surtout Meadow sous-estime les possibilités du progrès technique et le comportement volontaire de l'homme capable de modifier son environnement au moyen des changements techniques. Le groupe du Sussex met en cause l'insuffisance des institutions humaines; la croissance économique ne peut être bénéfique que si on change radicalement sa qualité et sa répartition.

Au nom des pays en voie de développement, la Fondation de San Carlos de Bariloche (République argentine) s'est élevée contre la limitation de croissance : *les obstacles au développement de l'humanité ne sont pas matériels, mais socio-politiques et ils sont dépendants de la distribution actuelle de la puissance au niveau international et national* ... D'où nécessité *de la création d'une société égalitaire, vraiment démocratique dans laquelle les décisions seraient prises par le bas, plutôt que le contraire, qui est la situation actuelle* (cité par la revue *La Recherche* - mars 1974).

Ainsi les défenseurs de la croissance — une croissance d'ailleurs non inconsidérée, mais maintenue dans les limites raisonnables — la font dépendre d'un changement radical des institutions et des structures de la société. Et sur ce point ils rejoignent leur adversaire Mansholt qui préconise des mesures « révolutionnaires » : « *La croissance zéro commence par une croissance négative pour les privilégiés. L'éventail des salaires est beaucoup trop grand. Moi, je verrais aussi bien une échelle de salaires de un à trois. Il faudrait aussi que les travaux les plus tristes, les plus pénibles soient les mieux payés.* [...] *Il faut reprendre des pratiques démocratiques au niveau de la vie politique comme à celui des entreprises. On n'y parviendra qu'avec la décentralisation à tous les niveaux* [...] *Chacun doit avoir le droit de travailler, mais peut-être faudra-t-il travailler moins* [...] *Je crois aussi que le modèle de l'avenir devrait être la petite entreprise. C'est la meilleure façon de promouvoir l'autogestion* ».

Société égalitaire, écrasement de la hiérarchie, décentralisation, décisions prises par la base, ensembles industriels ramenés à l'échelle humaine : les anarchistes retrouvent là des conceptions qui leur sont familières depuis Proudhon et Bakounine. On a si souvent accusé les anarchistes d'être des doux rêveurs, des défenseurs d'un prolétariat arriéré, des apôtres retardataires d'un monde artisanal ou pastoral, que nous éprouvons quelque satisfaction de voir défenseurs ou adversaires de la croissance préconiser des réformes qui s'inspirent sans l'avouer des idées libertaires.

Nous ne sommes pas saint-simoniens, dans la mesure où nous ne croyons pas à la vertu de la croissance indéfinie, mais nous nous séparons aussi de Saint-Simon sur la question essentielle de la hiérarchie.

La hiérarchie graduée

LA CLASSE industrielle, telle que la conçoit Saint-Simon, est étrangère au schéma marxiste, elle ignore l'antagonisme capital-travail, la lutte des classes. Elle réunit sous le nom de producteurs tous ceux qui jouent un rôle actif dans le cycle de la production : de l'ouvrier au chef d'entreprise qui fait fructifier son capital. Dans la pensée de Saint-Simon tous collaborent à une œuvre collective, chacun selon ses capacités, et cette hiérarchie des capacités légitimes ne créera pas des rapports de subordination ou de domination. La société industrielle donnerait ainsi l'exemple de l'harmonie et de la paix sociale. Les apôtres actuels de la *nouvelle société* ou du *changement* reprennent — oh ! sans préméditation — le vieux rêve saint-simonien lorsque, renonçant au patronat de droit divin et au paternalisme désuet, ils prônent l'association capital-travail, l'intéressement des ouvriers aux bénéfices, l'actionnariat ouvrier et le syndicalisme de collaboration et non de contestation. Et d'autres verront dans les Etats dits socialistes un exemple parfait de société industrielle harmonieuse où manœuvres et directeurs, unis par les liens de l'émulation socialiste, réalisent les objectifs du Plan. En théorie, tout ceci est fort séduisant ...

Mais la réalité ? La doctrine saint-simonienne exige une économie planifiée, dirigée, et toute direction étendue à l'ensemble de l'économie suppose un centralisme autoritaire. Saint-Simon a varié dans ses projets d'organisation, mais reste toujours fidèle aux principes suivants : un organisme régulateur

de l'économie et composé des chefs de toutes les branches industrielles, un conseil de savants assistant le conseil suprême d'industrie. Aux privilèges injustifiés de la société féodale succèdent les privilèges justifiés par la compétence et la capacité. Ainsi on assiste à la résurrection d'un nouveau pouvoir temporel et d'un nouveau pouvoir spirituel, toute décision en matière de création collective relevant d'administrateurs dont les consignes se répercuteront, d'échelon en échelon, jusqu'aux plus humbles exécutants. La hiérarchie graduée des capacités organise l'économie à l'inverse de la fédération agricole-industrielle de Proudhon : le sommet décide, la base exécute.

L'économie en U.R.S.S. et dans les Républiques populaires offre un exemple parfait de l'application de ce principe. A tous les degrés, une bureaucratie pléthorique assume l'exécution — ou s'efforce de l'assumer ! — du plan de production. Cette bureaucratie, nourrie de statistiques et de pourcentages, subordonne tout aux impératifs du Plan. Cette suprématie de la production mesure bien *l'administration des choses*, mais — contrairement aux vues trop optimistes de Saint-Simon — n'a pas fait cesser *le gouvernement des hommes*. Le règne des administrateurs, gens opérant dans l'abstrait et sans contact direct avec le producteur, est fondé sur un autoritarisme échappant au contrôle des exécutants.

Dans la société industrielle capitaliste, avec des formes politiques et un régime de propriété différents, on observe la même évolution vers ce qu'on peut appeler *l'âge administratif*. Le pouvoir de décision échappe de plus en plus au capital traditionnel ou au technicien et devient le privilège d'administrateurs étrangers aux entreprises et aux hommes qu'ils dirigent. Ces administrateurs, à la suite d'études théoriques et d'une sélection systématique, prétendent posséder la science de l'économie : leur *capacité* les a hissés au sommet et leur a, du même coup, conféré l'autorité. André Siegfried, dans son ouvrage *France, Angleterre, Etats-Unis, Canada*, a parfaitement décrit l'avénement de l'âge administratif. L'âge industriel, dit-il, se divise en une phase mécanique où triomphent le machinisme et la standardisation, et une phase administrative : « *Après la phase, strictement mécanique, où l'ingénieur était roi, voici qu'une étape nouvelle se dessine, qui marque à la fois le magnifique épanouissement de la Révolution industrielle et peut-être aussi le début de son vieillissement* (...) *L'organisation tend à l'emporter sur la technique elle-même simplifiée par son propre*

triomphe : le dirigeant véritable n'est plus ni l'ingénieur, ni le savant, mais l'administrateur (au sens large du mot), c'est-à-dire celui qui coordonne et dirige les efforts de tous (...) L'entreprise, devenue trop grande, se bureaucratise, et d'autant plus que l'Etat tend inévitablement à y pénétrer.

La nouvelle classe

Est-ce à dire que les anarchistes se refusent à reconnaître les compétences et les capacités et, sous prétexte d'égalité, veulent procéder au nivellement des intelligences ? Il n'en est rien et Proudhon ainsi que Bakounine ont reconnu le rôle essentiel des techniciens et des savants dans les spécialités qui relèvent de leur compétence. Mais les anarchistes pensent qu'une création n'est vraiment collective que si tous les intéressés participent aux pouvoirs de décision ; certes, ils prennent conseil de toutes les capacités reconnues, mais en contrepartie il n'est si grand savant qui ne fasse son profit de l'avis du plus humble des exécutants. Ensuite que les plus capables, sous le contrôle de tous, assurent l'exécution en coordonnant les efforts et en répartissant les tâches.

Mais alors nous sommes loin du saint-simonisme qui remet l'organisation économique aux mains d'une élite de chefs industriels assistée d'une élite de savants. La conception saint-simonienne s'exprime sans ambiguïté dans un article du *Censeur* (1815), dont François Perroux donne dans *Industrie et Création collective* un extrait significatif : *un parti* (il s'agit du parti industriel) *est organisé lorsque tous ceux qui le composent, unis par des principes communs, reconnaissent un chef qui concerte tous les mouvements et dirige toutes les opérations.* Nous sommes opposés à cette conception autoritaire et à cette mystique du chef — cette super-capacité — aussi bien dans la politique que dans l'économie. Nous ne pensons pas davantage que de la réunion de savants, chacun compétent dans une spécialité, puisse jaillir une vérité infaillible. Déjà Alfred de Vigny, bien revenu en 1840 de ses sympathies saint-simoniennes d'avant 1832, écrivait dans le *Journal d'un poète* : (le saint-simonisme a donné) *aux hommes intelligents l'excès de vanité qui leur fait croire que, lorsque tout sera à la capacité, chacun, étant le plus capable, doit tout posséder.* Et nous sommes bien d'accord avec le jugement que Bakounine porte en 1872 sur un gouvernement possible des savants et des *têtes débordantes de cervelle : « ce sera le règne de l'intelligence scientifique, le plus aristocratique, le plus despotique, le plus arrogant et le plus méprisant de tous les régimes. Il y aura une nouvelle classe, une hiérarchie nouvelle de savants réels et fictifs, et le monde se partagera en une minorité dominant au nom de la science, et une immense majorité ignorante. Et alors, gare à la masse des ignorants ! »*

Dominants et dominés ! Jadis le schème marxiste opposait les capitalistes détenteurs des instruments de travail et les prolétaires vendant leur force de travail. Depuis, on a vu apparaître de nouvelles formes politiques et de nouveaux régimes de propriété : en U.R.S.S., le peuple est devenu théoriquement propriétaire des usines, et pratiquement c'est une fraction de la population, un parti unique ou plutôt un groupe de super-capacités dirigeant ce parti qui assure la gestion et la direction des usines. Il y toujours des dominants et des dominés, quelle que soit la forme de propriété, mais la composition des deux classes a varié. Dans toutes les sociétés industrielles il y a — pour employer la terminologie de François Perroux — *des groupes dominants qui commandent les machines et des groupes dominés qui les servent.* Ou encore : *les maîtres des machines et les servants des machines.* Ces derniers comprennent les prolétaires traditionnels et la grande majorité des cadres et techniciens. Les premiers réunissent quelques capitalistes traditionnels, mais surtout des administrateurs, de hauts fonctionnaires, de hauts techniciens qui — ô ironie — sont des salariés (avec quel salaire !) et remplissent parfaitement les conditions requises par Saint-Simon pour appartenir au *parti industriel.*

Oswald Spengler (*L'Homme et la Technique* - 1911) proclame avec plus de brutalité et de cynisme la nécessité inéluctable dans la société industrielle moderne de cette division entre meneurs et menés : *il existe un travail de direction et un travail d'exécution (...) mais aussi deux catégories d'hommes, différenciés suivant que leurs aptitudes les portent vers l'une ou l'autre de ces deux voies (...) Il y a des hommes dont la nature est de commander et des hommes dont la nature est d'obéir, sujets et objets des processus politiques et économiques considérés.*

Saint-Simon n'eut certes pas approuvé un tel langage, lui qui voyait dans l'ouvrier un sociétaire de la communauté industrielle, ayant avec le chef des rapports de collaboration et de concertation. Mais pendant longtemps la société industrielle a, dans la pratique, plutôt suivi Spengler que Saint-Simon ! Et les ouvriers ont riposté par un syndicalisme

d'affrontement, de contestation et d'action directe. Maintenant, on semble un peu partout admettre que doivent s'établir des échanges de vues et des discussions entre les directions et les syndicats d'ouvriers et de techniciens : à la contestation stérile doit succéder le *dialogue constructif*. La généralisation d'une telle pratique tend à désamorcer la lutte des classes et à transformer les syndicats ouvriers en rouages de la société industrielle ou de l'Etat, lorsque cette société est plus ou moins étatisée. Cette abdication du syndicalisme est lourde de conséquence, mais tel n'est pas l'objet de cette étude. Il nous suffit de montrer que le dialogue est un leurre, que le dialogue est bien loin de ce dialogue idéal qui *exclut l'appauvrissement, la diminution et la détérioration des personnes qui y interviennent (...) Les personnes qui entrent en dialogue s'engagent dans une épreuve réciproque de leur fidélité à la vérité et à la justice ...* François Perroux parle d'or, mais il reconnaît que dans la société industrielle actuelle ou bien le dialogue n'est qu'un compromis et un marchandage, ou bien n'est qu'*un conflit inégal où on use de la parole, qui se déroule entre producteurs dominants et producteurs dominés*. Les interlocuteurs ne sont pas sur un pied d'égalité en raison de *l'inégalité de l'information, de l'inégalité des positions sociales au départ et de l'inégalité connue des positions sociales au terme*. Il ne faut donc point s'étonner si les dialogues ne remettent jamais en question les privilèges des Directeurs et Administrateurs.

Cogestion ou autogestion

LE DIALOGUE, s'il est *constructif*, doit être plus qu'un échange de propos oiseux entre gens de bonne compagnie : il doit conduire à une réforme des structures de l'entreprise. La *cogestion* est née de ce souci et, depuis 1951, elle est pratiquée en Allemagne Fédérale où les entreprises sidérurgiques et les charbonnages occupant plus de mille salariés bénéficient même d'une cogestion paritaire. Dans le précédent numéro d'*Interrogations*, Heinz Zimmermann a fort clairement exposé le mécanisme de la cogestion: les délégués du personnel sont tenus à collaborer avec les patrons *pour le bien de l'entreprise et de ne rien faire qui puisse mettre en danger le travail et la paix à l'intérieur de l'entreprise*. A ce *devoir de paix* s'ajoute un *devoir de discrétion* qui rend les délégués du personnel indépendants des syndicats, dont ils sont pourtant les délégués, et les transforme en auxiliaires bénévoles de la direction des entreprises. La cogestion est une assurance contre

les grèves et, en accordant un droit de regard aux représentants des salariés, évite de paralyser les initiatives du patronat. Le terme même de *cogestion* est mensonger, car la véritable gestion économique des entreprises échappe aux travailleurs et n'est pas du ressort des délégués du personnel. Par la cogestion le mouvement ouvrier accepte le système économique existant et renonce à cette vieille revendication du syndicalisme : la suppression du salariat.

A la cogestion — ce ralliement de la classe ouvrière au système capitaliste plus ou moins étatisé — on oppose depuis quelques années l'autogestion, et ce terme a connu un succès inquiétant en raison des interprétations diverses qu'autorise son imprécision. Autogestion : gestion par soi-même ! Mais ce *soi-même* quelles sont ses composantes ? Où commence-t-il ? Où finit-il ? Pour les anarchistes, il s'agit de la gestion par l'ensemble des producteurs devenus maîtres des machines qu'ils servent. Notre autogestion suppose la disparition de ce que Proudhon appelait le système propriétaire, mais aussi de l'autorité s'exerçant du sommet de la hiérarchie sur la base, du centralisme étouffant et de l'Etat omniprésent. Notre autogestion implique la suppression des hiérarchies abusives et une organisation économique fondée sur le fédéralisme.

Mais il semble que certains défenseurs ardents de l'autogestion ne l'envisagent que comme une forme à peine améliorée de la cogestion. Certes les conseils d'entreprise auraient un droit de contrôle sur les conditions de travail, sur l'embauchage, sur la discipline — et il y aurait beaucoup à dire sur cette dernière fonction de chiens de garde ! — mais le pouvoir de direction leur échapperait. On envisage même que cette autogestion serait octroyée par une victoire électorale des partis dits de gauche, appuyés par le syndicalisme ouvrier. Et quand on sait que ces partis préconisent surtout les nationalisations — c'est-à-dire l'extension d'un capitalisme d'Etat — on peut être inquiet par rapport à une autogestion fondée sur le centralisme, la bureaucratie et le capitalisme d'Etat !

Que certains défenseurs de l'autogestion y voient une accession des échelons supérieurs de la hiérarchie, la montée en grade d'une fraction de la bureaucratie syndicale, c'est bien évident. Mais on ne saurait oublier tous ces ouvriers pour qui l'autogestion apparaît comme une évasion de leur condition actuelle, comme la préfiguration du vieux rêve de *l'usine aux ouvriers*. A nous de leur montrer le sens véritable de l'autogestion, de démystifier les interprétations tendancieuses et

d'apporter un peu plus de clarté dans la confusion des esprits : le mot *autogestion* — comme d'ailleurs le mot *révolution* — n'a pas en lui une vertu magique et ne vaut que par le contenu qu'on lui attribue. A nous, anarchistes, de travailler à cette œuvre d'explication et de clarification.

La hiérarchie des salaires

MAIS cette gestion de l'économie par les producteurs eux-mêmes ne prend tout son sens que si elle fonde une société égalitaire et si tous ceux qui participent à l'œuvre commune reçoivent — quelle qu'en soit la forme — une rétribution égale. Pour parler clairement, il faut que cesse le scandale permanent de la richesse des uns fondée sur la pauvreté des autres. Question toujours éludée qu'on résout — comme Saint-Simon — par des appels à la solidarité ou à la charité ! Evidemment, du point de vue de l'économie, ce qui importe c'est la distinction entre ceux qui servent les machines et ceux qui commandent aux machines. Mais, bien avant l'existence des machines, l'inégalité des conditions était un fondement des sociétés ; le système capitaliste l'a perpétuée et les maîtres des machines se taillent une large part du revenu national, ainsi d'ailleurs que tous ceux qui sont les soutiens et les domestiques zélés du système existant. En nous bornant aux salaires, traitements et rémunérations fixes, le fameux éventail est largement ouvert. Et il importe peu que les régimes politiques soient différents, que la forme de propriété ait été changée : dans les pays dits socialistes — y compris la Chine d'après la Révolution Culturelle — l'éventail est autant, sinon plus ouvert que dans les pays capitalistes. Tant qu'il existera des hiérarchies de fonctions, génératrices de hiérarchies de pouvoir, il s'y superposera des hiérarchies de rémunérations accordant aux uns à peine le nécessaire, à d'autres une médiocre aisance, à une minorité le superflu. Ou l'autogestion véritable égalisera les revenus, ou elle sera une sinistre hypocrisie.

C'est dès maintenant, dans notre société, qu'il faut combattre cette idée ancrée dans la plupart des esprits : à la hiérarchie des capacités *doit* correspondre une hiérarchie des rémunérations. Et cette dernière est si parfaitement ordonnée que toucher à un élément suffit pour bouleverser l'ensemble. Augmenter la rémunération d'une catégorie, procéder à des augmentations uniformes de salaires entraîne un concert de protestations : on écrase la hiérarchie !

Proudhon, dans le chapitre III de son premier mémoire : *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840) a fait une critique minutieuse du principe saint-simonien : A chacun selon sa capacité, chaque capacité selon ses œuvres, et du principe fouriériste : A chacun selon son capital, son travail et son talent. Principes dont l'application est ainsi résumée par Proudhon : *les capacités se classent et se subdivisent en ordres, en genres et en espèces ; les extrêmes de talent se lient par d'autres talents intermédiaires ; l'humanité présente ainsi une vaste hiérarchie, dans laquelle l'individu s'estime par comparaison, et trouve son prix dans la valeur d'opinion de ce qu'il produit.* On ne peut ici reproduire l'argumentation de Proudhon et le lecteur pourra se reporter au texte même du premier mémoire, ouvrage facilement accessible. Proudhon aboutit à deux conclusions essentielles : *la capacité donnée à tous d'accomplir une tâche sociale, c'est-à-dire une tâche égale justifie l'égalité des émoluements*, et celle-ci : *donnez-moi une société dans laquelle chaque espèce de talent soit en rapport de nombre avec les besoins, et où l'on n'exige de chaque producteur que ce que sa spécialité l'appelle à produire, et tout en respectant la hiérarchie des fonctions, j'en déduirai l'égalité des fortunes.*

Quelques brèves remarques suffiront pour montrer l'inconsistance des raisons qui prétendent justifier, sur l'argument imbécile : si tout le monde était également rémunéré, personne ne voudrait faire des études, il n'y aurait plus d'émulation ni de zèle, chacun voudrait être manœuvre ou balayeur, etc ... Mais, sans donner d'exemple, n'est-il pas évident que l'inégalité des salaires ne traduit pas l'utilité sociale du travail, les risques courus, la peine, l'insalubrité ? Et que penser de l'argument tant de fois invoqué : pour faire un médecin, un haut technicien, un économiste, un savant il faut un long apprentissage qui nécessite des études coûteuses, de grandes dépenses ? Ainsi le bénéficiaire de ces études tirerait d'un capital — non engagé d'ailleurs par lui — une rente substantielle, durant toute sa vie ! Comment un marxiste peut-il s'accomoder d'un pareil scandale ? Mais ces dépenses ne doivent pas être portées à l'avoir mais au débit du bénéficiaire: c'est en réalité une dette qu'il a contractée, une part des revenus de la société dont il est débiteur (et le développement des bourses d'études rend cela encore plus évident). Saint-Simon lui-même n'a-t-il pas reconnu que le savant doit son existence à la société industrielle, la seule nourricière ? Quant à la justification de la hiérarchie des salaires donnée par Marx, elle

est singulièrement décevante : il oppose le *travail complexe* du technicien et du savant au *travail élémentaire* du manœuvre et pose en principe que le travail complexe est une puissance du travail élémentaire. Cette formulation à allure scientifique n'est autre que la reconnaissance a priori du bien-fondé de la hiérarchie des salaires, mais ne la justifie pas.

La question est, en réalité, beaucoup plus simple. Depuis des siècles on pose en principe qu'il existe un fossé infranchissable entre le travail intellectuel qui conduit aux professions libérales (jadis réservées aux hommes libres) et le travail manuel, mécanique et servile. La noblesse du premier s'oppose à la bassesse du second, et dans une société fondée sur l'argent, comment peut-on mieux récompenser la noblesse qu'en lui assurant un revenu supérieur ? Malgré les discours hypocrites, les hommages rendus aux ouvriers, on admet la suprématie du cerveau sur la main, et tout se passe comme si le salaire était inversement proportionnel à la quantité de travail manuel fourni. Une malédiction pèse sur le manouvrier qui a tout juste droit au salaire minimum garanti. Tant qu'on ne reconnaîtra pas que l'homme est à la fois un cerveau et des mains, qu'il est à la fois intellectuel et manuel, que la division du travail rend également nécessaires et respectables ces deux formes d'activité, on ne fera pas disparaître cette scandaleuse inégalité des salaires, fondement de la société industrielle. Cela suppose une transformation de certaines habitudes de pensée et par conséquent une réforme profonde de l'éducation.

L'abstracteur et l'automate

On a vu plus haut comment Saint-Simon organisait l'enseignement dans la société industrielle : instruction ouverte à tous, respect des vocations, recherche des aptitudes et grandes écoles spécialisées. Ce système qui, dans ses grandes lignes, prévaut actuellement, tend à former de futurs producteurs selon leurs capacités, des membres utiles de la société industrielle. Une telle éducation maintient la distinction fondamentale entre travail intellectuel et travail manuel : les futurs manuels sont ceux dont on n'a pas jugé suffisantes les aptitudes intellectuelles et, sachant d'avance qu'ils sont voués à de médiocres rémunérations, ils ont conscience d'une certaine déchéance. Le manuel, c'est celui qui n'a pas pu faire *autre chose !* Dès le jeune âge, l'inégalité des salaires apparaît comme la sanction de l'inaptitude au travail noble de l'esprit.

Pour remédier à l'inégalité trop criante des rémunérations

— sans toutefois toucher au principe de la hiérarchie des salaires — on propose actuellement la solution suivante : permettre aux travailleurs des catégories inférieures de monter de quelques échelons dans la hiérarchie : formation professionnelle, promotion sociale, éducation permanente. Il s'agit de concilier le besoin en ouvriers qualifiés et cadres subalternes avec le désir de gagner davantage. C'est ainsi qu'André Philip écrivait dans *Histoire des faits économiques et sociaux : « avec les progrès de l'automation, le nombre de manœuvres tendra à diminuer tandis que se constitue une nouvelle couche de qualifiés, de professionnels et de cadres moyens dont la demande va croissant ; cette nouvelle couche est prête à prendre ses responsabilités dans l'entreprise, mais elle doit pour cela travailler à acquérir les compétences nécessaires.* » Cette promotion est bien conforme à la doctrine saint-simonienne ; elle respecte la hiérarchie, mais elle pose un problème: comme il y aura toujours des manœuvres, où les recrutera-t-on ? Sans doute — comme on le fait déjà — parmi le sous-prolétariat misérable des pays non industrialisés. A la promotion sociale des uns correspondra pour les autres une forme moderne de l'esclavage.

Les anarchistes ne sont pas restés indifférents aux questions d'éducation. Certes, on ne saurait parler de *la* position anarchiste, de *la* solution anarchiste, car l'anarchisme n'est pas une doctrine monolithique. Limitons-nous à des presque contemporains de Saint-Simon, à deux penseurs — d'ailleurs fort différents de formation et de tendance — de la première moitié du XIX[e] siècle : Stirner et Proudhon. Dans son essai intitulé : *Le faux principe de notre éducation ou Humanisme et réalisme* (1842), Stirner a fait une critique sévère des industriels, et il visait certainement les saint-simoniens. A l'*humanisme* et au *réalisme* qui s'opposaient dans les questions d'éducation, ont succédé ces deux formes dégénérées que sont le *dandysme* et l'*industrialisme.* L'industrialisme ne dépasse pas la formation de l'homme pratique et répugne à toute philosophie, à toute idée abstraite. Des écoles de l'industrialisme sortiront des citoyens utilisables, des hommes serviles. L'activité pratique de l'homme ne consiste point dans la réussite ou les fructueuses carrières, elle doit permettre l'épanouissement de la *personnalité.* Tel est le but d'une véritable éducation qui doit créer des hommes libres. On ne peut que renvoyer le lecteur au texte même de Stirner et aux commentaires qu'elle suscite : Max Stirner — *De l'Education* (Edition Spartacus - Paris 1974). Stirner — comme on pouvait s'y attendre — s'élève

avec force, dans maints passages de *L'Unique et sa propriété*, contre cette conception du travail et de la production, ces deux impératifs de la société industrielle, qui consacre une nouvelle forme d'oppression dans laquelle *le travailleur se soumet à la suprématie d'une société de travailleurs.*

Mais c'est chez Proudhon que nous trouvons exprimée avec force la réhabilitation du travail manuel : *de tous les systèmes d'éducation le plus absurde est celui qui sépare l'intelligence de l'activité et scinde l'homme en deux entités impossibles, un abstracteur et un automate.* Et ailleurs *: le savant qui n'est que savant est une intelligence mutilée. On peut dire que l'intelligence de l'ouvrier n'est pas seulement dans sa tête, elle est aussi dans sa main.* Le choix du métier et de la spécialité, pense Proudhon, ne doit s'effectuer qu'après un cycle complet d'études mettant en jeu harmonieusement l'activité manuelle et l'activité intellectuelle : *l'apprentissage polytechnique et l'accession à tous les grades, voilà en quoi consiste l'émancipation du travailleur.* Dans cette transformation de l'enseignement, les associations ouvrières joueront un rôle important : elles seront à la fois *foyer de production* et *foyer d'enseignement.* La conception proudhonienne confère ainsi une égale dignité aux deux modes de l'activité humaine : rien ne justifie plus qu'à la diversité des fonctions corresponde une diversité des salaires.

Un néo saint-simonisme

SAINT-SIMON a eu le mérite — à une époque où le machinisme et l'industrialisation n'en étaient qu'à leurs débuts — de proclamer la primauté de l'économie sur la politique, des producteurs sur les féodalités renaissantes, sur les chefs de partis ou d'Etats, sur la caste militaire ; en un mot, de la primauté des abeilles sur les frelons. A la moitié d'une nouvelle classe sociale est liée la formation d'une élite *dirigeante* qui, dans la pensée de Saint-Simon, ne doit pas être *dominante* ; la classe industrielle déborde les frontières et constitue une association universelle qui tend à l'*organisation sociale de l'espèce humaine.*

Produire et organiser l'économie sont les idées maîtresses de Saint-Simon. Si les anarchistes ne peuvent souscrire à l'impératif de la croissance continue, ni accepter une organisation qui maintient le système propriétaire, ils dénoncent le caractère ambigu de la distinction entre *direction* et *domination* et ils pensent que la hiérarchie des fonctions, aggravée par la hiérarchie des rémunérations ne fait que perpétuer les inégalités sociales. Non, les anarchistes ne sont pas saint-simoniens.

Où peut-on trouver actuellement sinon des disciples de Saint-Simon, du moins des frères spirituels qui, confrontés avec l'économie moderne, retrouvent et font leur l'essentiel du saint-simonisme ? Sans doute dans ce nouveau socialisme qui a rejeté la doctrine marxiste — officiellement en Allemagne Fédérale et, disons tacitement, en France —. La cogestion qui assure la paix sociale dans l'entreprise entre dirigeants et dirigés, qui garantit la promotion dans l'échelle hiérarchique des producteurs présumés les plus *capables*, s'accorde avec les vues de Saint-Simon. Et si on lit le fameux « Programme Commun », on constate que le néo-socialisme français maintient les structures fondamentales de la société capitaliste et les hiérarchies traditionnelles. Il semble que le socialisme se réduise à une organisation planifiée de la production, à une croissance économique assurant le plein emploi et à une cogestion strictement hiérarchisée qui n'est que la caricature de cette véritable autogestion que certains socialistes — sincères, enthousiastes et ... candides — appellent de leurs vœux.

Saint-simonisme de gauche, mais aussi saint-simonisme de droite : ainsi réapparaît cette ambiguïté qui caractérise l'école saint-simonienne. Les brillants sujets de l'Ecole Nationale d'Administration — qui fournit à la droite comme à la gauche ses maîtres à penser —, tous ceux qui prônent la croissance continue modérée, la nouvelle société, la concentration, la réforme de l'entreprise, tous réinventent le saint-simonisme.

Tous veulent le changement : les uns le souhaitent sans risque en accordant aux *dominés* un droit de contrôle qui n'inquiète par les *dominants ;* les autres le veulent démocratique et, sous le nom de nationalisations, rêvent de l'instauration d'un capitalisme d'Etat, centralisateur et bureaucratique, avec au sommet une équipe dirigeante d'Administrateurs, de *Capacités* pour parler comme Saint-Simon.

Ces deux formes de changement présentent le même risque : celui de ne rien changer, car le maintien des structures essentielles de la société et de l'économie perpétue les mêmes hiérarchies et les mêmes inégalités. Les anarchistes rejettent ces résurrections du saint-simonisme : entre Proudhon et Saint-Simon, ils choisissent Proudhon.

Resumen

De 1816 à 1825, Saint-Simon expone sus doctrinas sociales. La escuela san-simoniana, tras haber conocido un gran éxito, se hunde en el ridículo, debido a las innovaciones y a la locura mística de Enfantin. Tras un largo período de olvido, asistimos actualmente a un resurgimiento de las ideas san-simonianas, hasta tal punto que François Perroux ha escrito: «todos nos hemos vuelto más o menos san-simonianos». Saint-Simon se propone fundar la ciencia del hombre, la fisiología social que pondrá en evidencia la ley suprema del progreso del espíritu humano. El nuevo orden tendrá como finalidad de la actividad colectiva la producción de cosas útiles y para Saint-Simon la política es la ciencia de la producción. Son los productores quienes deben ordenar la marcha de la sociedad y no los ociosos: las abejas y no los zánganos. El partido industrial reunirá todos aquellos que participan en la producción, los jefes de empresa, los banqueros y científicos también. En ese tipo de sociedad la noción de capacidad (legítima y útil) se substituye a la noción de poder (arbitraria y autoritaria). La verdadera igualdad se basa en una jerarquía que se funda en el siguiente principio: a cada uno según su capacidad, a cada capacidad según sus obras, y, para prevenir los conflictos siempre posibles, es necesario mejorar la existencia de la clase más pobre: de ahí la necesidad de una moral fundada en el amor del prójimo y en la caridad.

La sociedad industrial, así dotada de una moral racional y de una nueva religión, será supranacional y se convertirá en la organización definitiva de la especie humana. Un parlamento general tendrá la dirección de la instrucción pública orientada hacia una enseñanza general y una enseñanza profesional especializada.

El sistema industrial de Saint-Simon tiene como imperativo: trabajar para producir. Contrariamente a Sismondi, Saint-Simon se interesará mucho más a la producción que al reparto. La economía moderna parece haber elegido precisamente el crecimiento continuo, el cual, según Fourastié, el Club de Roma, Meadow, Sicco Mansholt, etc., conduce a una catástrofe. Pesimismo injustificado, dicen otros economistas, pero todos estiman que hay que cambiar las instituciones y luchar a favor de una sociedad igualitaria y descentralizada.

Los libertarios, que no creen en las virtudes del crecimiento ilimitado, se felicitan de estas tomas de posición. Pero se separan de Saint-Simon en la cuestión de la organización de la economía porque piensan que la jerarquía graduada de las capacidades, contrariamente a la federación agrícola-industrial de Proudhon, hace de los productores de la base, simples ejecutantes de las decisiones de la cumbre. Se tiende así a llegar al reino de los administradores a quienes la capacidad confiere la autoridad. El partido industrial dice Saint-Simon, tiene que tener un jefe que coordine todos los movimientos. Los anarquistas niegan ese reino de la inteligencia científica, «el más aristocrático, el más déspota de todos los regímenes» (Bakunin). Tampoco tienen confianza en el diálogo constructivo que podría establecerse entre dirigentes y dirigidos, porque los interlocutores no se sitúan en un plano de igualdad y los privilegios de los administradores no se ponen en tela de juicio. Este es el caso de la cogestion (ver el artículo de Zimmermann en el núm. 1 de Interrogations*) así como las formas edulcoradas de autogestión que dejan subsistir el régimen de propiedad y las jerarquías autoritarias.*

La gestión de la economía por los productores debe basarse en un principio igualitario y no debe hacer corresponder la justificada jerarquía de las competencias con la jerarquía de las remuneraciones que perpetúa las desigualdades sociales. El autor de este análisis hace referencia a la crítica acerada de Proudhon, expuesta en «¿Qué es la propiedad?» (1.a mem. cap. 3). De lo que se trata, en realidad, es de afirmar, desde hace siglos, la superioridad del trabajo intelectual considerado como noble, sobre el trabajo manual considerado como degradante. La rehabilitación del trabajo manual supone una transformación radical de la educación y de la enseñanza. El autor cita a este respecto a Stirner («Los falsos principios de la educación») y a Proudhon, quien preconiza la íntima asociación de la actividad intelectual y de la actividad manual.

Los anarquistas no son san-simonianos, pero el socialismo moderno parece haber redescubierto a Saint-Simon, si se juzga a través de sus líneas directrices. Y ese san-simonismo de «izquierda» se aparenta a un san-simonismo de «derechas»: ambos quieren un cambio, sin tocar las estructuras esenciales y manteniendo las jerarquías.

Summary

Saint-Simon expounded his social tenets from 1816 to 1825: after a big hit, the Saint-Simonian school made itself ridiculous in consequence of Enfantin's innovations and mystic folly. We can now witness such a reappearance of the long forgotten Saint-Simonian ideas that François Perroux can write that « we have all more or less become Saint-Simonists ». Saint-Simon meant to lay the foundations of the social physiology which would make the paramount law of the improvement of the human mind obvious. According to that new order, the purpose of collective work will be the production of useful things. For Saint-Simon politics is the science of production. Those who must run the society are the producers, not the idlers, the bees, not the hornets. The industrial party will gather all those who share in the production, including the managers, the bankers and the scientists. In such a society the idea of sound and useful ability replaces that of arbitrary and dictatorial power. Genuine equality rests on a hierarchy based on the following principle : each one according to his ability, each ability according to its work. And to prevent the still possible clashes the life of the lower class must be improved, which makes a moral philosophy based on love and charity necessary..

The industrial society thus endowed with a rational moral philosophy and a new religion will be supranational and will become the permanent structure of mankind. A general parliament will run the Education that will be directed towards a comprehensive tuition and a specialized vocational training.

To work in order to produce is an imperative rule of Saint-Simon's industrial system. Contrary to Sismondi, Saint-Simon felt more interest in the production than in the distribution. Modern economy seems precisely to have decided in favour of the continuous growth which according to Fourastie, to the Roma Club, to Meadow and to Sicco Mansholt leads to a disaster. Other economists say that this is unwarranted pessimism but all of them consider that the social services must be altered and an equalitarian and decentralized society aimed at.

The libertarians, who do not believe in the qualities of the continuous growth, express satisfaction at the adoption of these positions. They also part from Saint-Simon on the question of the economic organization. They think that contrary to Proudhon's agricultural-industrial federation the graduated hierarchy of abilities makes the rank and file producers simple executors of the decisions of the summit. It thus tends to the reign of the administrators to whom ability awards authorithy. The industrial party, Saint-Simon says, must have a leader to synchronize all the movements. The anarchists reject this reign of « the scientific intelligence, the most aristocratic and despotic of all forms of government » (Bakunin). Neither do they believe in the constructive dialogue that could be hold between rulers and ruled for the speakers are not on an equal footing and the administrators' privileges are not questioned. So it is with the joint management (cf. Zimmerman's study in Interrogations *n° 1) and the mitigated forms of self-management that let the ownership system and the authoritarian hierarchies subsist.*

The management of the economy by the producers must be based on an equalitarian principle and must not connect a hierarchy of justified abilities with a hierarchy of wages which perpetuates disparities. The author of this study refers you to Proudhon's dense criticism expounded in « What is property ? » (Ist memoir, Chap. 3). In fact for centuries the point has been to assert the superiority of the well-considered brainwork over the so-called degrading manual labour. The rehabilitation of manual labour implies a radical change in education and teaching and here the author refers you to Stirner (« The wrong principles of education ») and to Proudhon who praises the close association of intellectual and manual work.

The anarchists are not Saint-Simonists but modern socialism seems to have rediscovered Saint-Simon if we are to judge by its guiding principles. And this « left-wing » Saint-Simonism is connected with a « right-wing » Saint-Simonism ; both want a change which would not interfere with the essential structures and would preserve hierarchies.

Riassunto

Saint-Simon espose le sue dottrine sociali tra il 1816 ed il 1825 : la scuola san-simoniana, dopo aver conosciuto un vivo successo, cadde nel ridicolo a causa delle innovazioni e della follia mistica di Enfantin. Dopo un lungo oblio, si assiste attualmente ad un risveglio delle idee sansimoniane, al punto che François Perroux può scrivere : « Siamo tutti diventati più o meno sansimoniani ».

Saint-Simon s'era proposto di fondare la scienza dell'uomo, la fisiologia sociale, che metterà in evidenza la legge suprema del progresso dello spirito umano. Il « nuovo ordine » porrà come fine dell'attività collettiva la produzione di cose utili. Per Saint-Simon, la politica è la scienza della produzione. Sono i produttori che devono regolare il cammino della società e non gli oziosi : le api e non i fuchi. Il partito industriale riunirà tutti coloro che concorrono alla produzione compresi i dirigenti, i banchieri e gli scienziati. In una società simile il concetto di capacità (legittima e utile) si sostituirà al concetto di potere (arbitrario ed autoritario). La vera uguaglianza si basa su una gerarchia fondata sul principio : a ciascuno secondo la sua capacità, ad ogni capacità secondo le sue opere. Per prevenire possibile conflitti, bisogna migliorare l'esistenza della classe inferiore : di qui la necessità di una morale fondata sull'amore per il prossimo e sulla carità.

La società industriale, dotata così di una morale razionale e di una nuova religione, sarà sovrannazionale e diventerà l'organizzazione definitiva della specie umana. Un parlamento generale avrà la direzione di un'istruzione pubblica orientata verso un insegnamento generale ed un insegnamento professionale specializzato.

Il sistema industriale di Saint-Simon ha come imperativo : lavorare per produrre. Contrariamente a Sismondi, Saint-Simon si interessa più alla produzione che alla ripartizione. L'economia moderna sembra per l'appunto aver optato per una crescita continua che, secondo l'opinione di Fourastié, del Club di Roma, di Meadow, di Sicco Mansholt conduce alla catastrofe. Pessimismo ingiustificato, dicono altri economisti, ma tutti sono dell'avviso che si debbano cambiare le istituzioni e si debba tendere verso una società più egualitaria e decentrata.

I libertari non credono alle virtù dello sviluppo indefinito. Essi divergono, inoltre, da Saint-Simon sulla questione dell'organizzazione economica ritenendo che la gerarchia delle capacità, contrariamente alla federazione agricola-industriale di Proudhon, faccia dei produttori di base dei semplici esecutori di decisioni prese al vertice. Si tende in questo modo, verso il regno degli amministratori, ai quali la capacità conferisce l'autorità. Il partito industriale, dice Saint-Simon, deve avere un capo che concerti tutti i movimenti. Gli anarchici rifiutano questo regno della « intelligenza scientifica, il più aristocratico, il più dispotico di tutti i regimi » (Bakunin). Essi non nutrono alcuna fiducia nel dialogo costruttivo che dovrebbe stabilirsi fra dirigenti

e diretti perchè gli interlocutori non si trovanò su un piano di eguaglianza e i privilegi degli amministratori non sarebbero rimessi in discussione. Tale è il caso della cogestione *(si veda lo studio di Zimmermann sul numero 1 di* Interrogations*) ed anche di quelle forme annacquate di autogestione che lasciano sussistere il regime proprietario e/o le gerarchie.*

La gestione nell'economia da parte dei produttori devve basarsi su un principio egualitario e non deve far corresepondere ad una giustificata gerarchia delle competenze una gerarchia della remunerazione che perpetua le disuguaglianze sociali. L'autore di questo studio rinvia alla critica serrata di Proudhon («Che cos'è la proprietà» 1ª memoria, terzo capitolo). In realtà, da secoli, viene affermata la superiorità del lavoro intellettuale giudicato nobile, sul lavoro manuale, giudicato degradante. La riabilitazione del lavoro manuale presuppone una trasformazione radicale dell'educazione e dell' istruzione. L'autore rinvia, a questo proposito, a Stirner («I falsi principi dell'educazione») ed a Proudhon, che preconizza la stretta integrazione dell'attività intellettuale e dell'attività manuale.

Gli anarchici non sono sansimoniani, anche se il socialismo moderno sembra avere riscoperto Saint-Simon, a giudicare dalle direttrici fondamentali del suo pensiero. A questo sansimonismo «di sinistra» si accosta un sansimonismo «di destra»: entrambi vogliono un cambiamento che non tocchi la strutture essenziali e conservi le gerarchie.

La burocratización de las relaciones de producción es la fórmula organizativa exigida por la concentración de poder economico que caracteriza la moderna economia industrial — tanto en régimen de planificación socialista como en el «mercado organizado» (oligopólico) del neocapitalismo.

Carlos Moya Valgañon
Las elites economicas y el desarrollo español — 1970.

Santiago Carrillo o la historia falsificada

por Fernando Gomez-Pelaez

UNA JUNTA BIEN ORQUESTADA

Los libros de propaganda política proliferan hoy por todas partes. De un simple manifiesto o programa de circunstancias se hacen a veces ediciones repetidas y de gran difusión. Puede dudarse de su impacto en aquellos lectores que, más o menos enterados del origen de tales publicaciones, son capaces de distinguir en seguida lo sincero o deformado de la mercancía que se le ofrece, pero no todo el público se encuentra en las mismas condiciones, y, por consiguiente, el martilleo publicitario siempre arrastra efectos nocivos.

No es nuestro objeto analizar ahora el fenómeno propagandístico en el marco de los Estados de partido único, donde, como es sabido, el despilfarro se opera tranquilamente con cargo al presupuesto. Tampoco vamos a ocuparnos globalmente de su aplicación en los países de sistema pluralista, donde no es menos conocido que los equipos gubernantes, aun guardando en cierto modo las formas (apariencias), disponen a su guisa de los fondos ministeriales para hacerse el reclamo. Hay en estos sistemas otros circuitos que los magnates, no siempre conformes de la docilidad de sus representantes en el Poder, utilizan como mejor les parece. A su vez los grandes partidos u organizaciones sindicales integradas pueden disponer de cajas de caudales y, en caso de no ser suficientes, programar suscripciones para hacer frente a los gastos de una campaña cualquiera, sobre todo en período de elecciones. Tienen esos conglomerados a su servicio empresas diversas, especialmente editoriales, y cuando no les conviene utilizar las propias pueden agenciarse el concurso de las típicamente comerciales. Todo depende de las posibilidades de venta, pues el negociante no se embarca a cierra ojos,

tanto menos si el material que se le ofrece desborda el marco de lo nacional y arriesga perder dinero.

Cada día, sin embargo, hay temas disponibles: Chile, Palestina, Portugal, Viet Nam... y también España, siempre España. Prueba de su actualidad es el apresuramiento que manifiestan los diversos sectores políticos para tomar la delantera ante la eventual desaparición del decrépito dictador. Pues bien, en esta carrera se ha despegado ya, propagandísticamente, el Partido Comunista, cuyo banderín de enganche es un atractivo programa contemporizador lanzado a los cuatro vientos durante el pasado mes de julio: la alternativa postfranquista de la Junta Democrática Española. Este camelo, concretamente representado por dos personajes: Santiago Carrillo, secretario general del Partido con la venia de Moscú —que, como era de prever, ya ha desembarcado al ínclito Enrique Líster— y Rafael Calvo Serer —caracterizado opusdeísta monárquico en ruptura reciente con el Régimen (1)—, ha servido de pretexto a un libro a la vez propagandístico y comercial cuyo comentario nos entretendrá unas páginas más adelante. Por el momento vamos a sintetizar los objetivos declarados por la novísima Junta:

1) la formación de un gobierno provisional que concedería la amnistía, libertades sindical y política; 2) derechos de huelga, reunión y prensa; 3) reconocimiento, bajo la unidad del Estado español, de la personalidad política de los pueblos vasco, gallego y catalán; 4) separación de la Iglesia y el Estado; 5) consulta popular en un plazo entre doce y dieciocho meses después de constituido el g.p.; 5) integración de España en la Comunidad Económica Europea, respeto de los acuerdos internacionales y reconocimiento del principio de coexistencia pacífica.

Por otra parte, la Junta apela al patriotismo y al honor profesional de las Fuerzas Armadas, e invita a los distintos sectores democráticos para que se asocien a su iniciativa. Cuenta además que la jerarquía eclesiástica sostendrá la justa posición conciliar de defensa de los derechos humanos, denun-

(1) A modo de anécdota cabe mencionar que, entre la copiosa publicidad concedida al programa juntista en el extranjero, se han registrado varias entrevistas televisadas, una de ellas en Holanda, donde el presentador, despistado, hizo a Calvo Serer los honores que correspondían a Carrillo, y viceversa, confundiendo al mismo tiempo las cintas de cada intervención. El lapsus no fue, sin embargo, muy grave porque las coplas de la reconciliación resultaban semejantes.

cia la violencia de los extremos y, finalmente, llama a todo el pueblo para asegurar el éxito de la empresa.

En el mes de septiembre, comentando el lanzamiento de la junta, *Frente Libertario* hizo constar que si bien el resumido programa podría considerarse como un mal menor ante lo que, con su reguero de crímenes, representaba el franquismo, el planteamiento era inaceptable para la auténtica oposición antifranquista. Aducía al respecto el carácter conservador de la tentativa y su propósito de sustituir la dinámica reivindicativa del nuevo movimiento obrero español por la asociación del Partido Comunista a la obra de gobierno, considerándole garante —cual ocurre con sus afines en Francia, Italia y Portugal— de la «paz social», es decir, del statu quo burgués. Por otra parte ponía *F. L.* en causa de las distintas imploraciones de sostén y en particular registraba el fracaso del llamamiento dirigido «al pueblo», pues ninguna de las formaciones responsables de la oposición ha querido admitir esa maniobra envolvente que, con el hecho consumado, venía a reactualizar los planes monopolistas que el Partido Comunista trató de imponer en los años de clandestinidad en Francia mediante la Unión Nacional de triste memoria (2).

A falta de reclutas, la Junta intensifica cuanto puede su propaganda dentro y fuera de las fronteras españolas. Alla, claro está, tiene como punta de lanza un aparato con docenas de estipendiados que cada dos por tres distribuyen a agencias y periódicos más o menos complacientes —pues los hay, aunque parezca mentira, en la España de Franco— proclamas de cir-

(2) La Unión Nacional Española fue un ensayo de desbordamiento de las fuerzas resistentes españolas intentado por el Partido Comunista después del desembarco aliado en Africa del Norte. Consistía en la aplicación al plano español de las consignas elaboradas en Moscú para adueñarse del Poder en los países del Centro y Este de Europa una vez liberados de la ocupación nazi. La fórmula de Comités o Frentes Nacionales de Liberación era simplemente sustituida por la de una Unión Nacional de carácter amplio cuya Junta Suprema se pretendía funcionaba dentro de España con el concurso no sólo de todas las formaciones antifascistas de la guerra civil, sino también de cedistas (partidarios de Gil Robles), carlistas y algunos desengañados falangistas. Benefició ese engendro de apoyos oficiosos franceses, pero no logró absolutamente ninguna adhesión de la Resistencia española organizada, de modo que, al fin, el Partido Comunista decidió abandonar su tinglado; mas, para disimular el engaño, hizo responsables de la «aventura» a los militantes que celosamente cumplieron la consigna, varios de ellos, hallándose en España, sufrieron, por delación, los rigores represivos del franquismo durante largos años. El papel de fiscal contra los aludidos camaradas correspondió, por cierto, a un dirigente llamado Carrillo, hoy promotor de la misma experiencia bajo la enseña de Junta Democrática.

cunstancias o comunicados de adhesiones en los cuales figuran invariablemente las Comisiones Obreras y de vez en cuando algunos supuestos grupos carlistas, democristianos o socialistas indefinidos, vale decir —como en los tiempos de la U.N.— de la misma devoción. (Esa celebrada conquista de adeptos tiene, a veces, sin embargo, consecuencias negativas; por ejemplo, en Cataluña, la llamada Asamblea de Fuerzas Democráticas —manejada desde su fundación por el propio Partido— se ha dislocado al tratar de imponerle la adhesión juntista.) En el exterior las conquistas no son más afortunadas, pero el asedio propagandístico se desarrolla en todas las esferas. Aunque la palma de los ditirambos periodísticos corresponde, sin discusion, al prolijo Niedergang —especialista de cuestiones españolas en *Le Monde*—, varias publicaciones —de costumbre cerradas a cal y canto para todo lo antifascista— acogen amablemente los reclamos de Carrillo. Así llegamos al lanzamiento de una atractiva edición comercial presentada a modo de entrevista, en la cual el hábil Santiago despacha placenteramente su hinchada autobiografía. El método aparentemente coloquial, espontáneo, disimula una elaborada selección de hechos y flagrantes omisiones reemplazadas por una mescolanza de medias verdades y embustes que constituyen falaces tergiversaciones históricas (3).

Reunidas, pues, las mejores condiciones de lanzamiento para interesar a un vasto público francés y poder preparar una

(3) «Demain l'Espagne», París, Le Seuil (coll. Combats), 1974, 226 p. Avalan la singular exhibición dos nombres «cotizados» en el medio progresista: Régis Debray, conocido esencialmente por su aventura juvenil tras las huellas del Che en las tierras bolivianas y el encarcelamiento prolongado que sufrió en aquellos lugares, y Max Gallo, historiador interesado por los problemas de la España contemporánea y autor de un apretado estudio de la España franquista. La elección de ambos entrevistadores merece ser destacada, especialmente la del segundo, porque del primero, pese a la notoriedad que le valiera la mencionada experiencia de Bolivia y sus recorridos por otros países de lengua castellana —Cuba y Chile en particular—, así como la mayor o menor simpatía que pueda merecer su dilettantismo revolucionario, es indudable que del movimiento obrero español tiene un conocimiento muy superficial. Max Gallo es caso distinto, pues domina y desarrolla con facilidad el tema, tal vez demasiado fácilmente. Así, en su «Histoire de l'Espagne franquiste», traducida posteriormente al castellano y publicada por Ruedo Ibérico, cualquier lector avisado puede subrayar repetidas ligerezas, cuando no manifiestas deformaciones, comprensibles éstas, pongamos por caso, en un Tuñón de Lara, pero impropias de un historiador solvente. Por otra parte Gallo, acompañando a su trabajo un nutrido aparato bibliográfico, ha tenido muy poco en cuenta las ediciones libertarias, y en el apartado de periódicos ni siquiera se le ha ocurrido registrar un sólo título de la C.N.T. Esto, que podía haber sido considerado como simple descuido, induce ahora a pensar —puesto que el historiador se presta a servir de testaferro a Carrillo— en su premeditación.

serie de versiones en lenguas diversas, es probable que Carrillo, apoderado de la sucursal moscovita, considere ya su porvenir asegurado en la vida política española. Sin embargo, el camino presenta aún algunos obstáculos, y el primero consiste en que quedan por el mundo no pocos testigos de los años republicanos, conocedores, por tanto, del paño. Todos éstos, pues, sonreirán —no es para más— al leer la desmesurada publicidad de la cubierta del libro, pues en ella se concede a Carrillo la máxima autoridad para evocar la lucha de los opositores a Franco desde la guerra civil.

No hay que confundir —en lo intelectual o lo moral, se entiende— autoridad con habilidad. La autoridad en Carrillo corresponde a su ascenso en el escalafón, pero ese tipo de autoridad lo mismo puede imponerse que descomponerse, o esa que la jefatura presente —que para nosotros es lo que le desautoriza— nadie está en secreto de los dioses para asegurar que dure hasta el retorno a España o poco más allá del retorno. Dependerá de cómo sirva y para qué sirva. Lo que no cabe poner en duda es la gran habilidad que le caracteriza al actual secretario general, que, enganchado en el aparato desde su salida de España, ha podido participar en todas las combinaciones y orillar todas las purgas.

LOS ANARQUISTAS Y LA INTERNACIONAL COMUNISTA

VAMOS, pues, a examinar algunos aspectos de la convencional entrevista, y en lugar de seguir el orden de los capítulos, utilizaremos el titulado Historia, aunque no sea más que una hilación de recuerdos y juicios retrospectivos o simples historietas.

El arranque de la carrera política de nuestro genio empieza a los 18 años, con su nombramiento, en 1934, de secretario general de las Juventudes Socialistas, las cuales —nos dice— contaban alrededor de 20.000 miembros, y unos meses después —naturalmente, bajo su batuta— llegaron nada menos a 50.000... (Si estas cifras no son las de la guerra, en donde ya la J.S. se había convertido en J.S.U. y hacíase acopio de todo cuanto se presentaba a mano, la exageración nos parece de tamaño. Pero eso no importa.) El líder añade curiosamente que por entonces los jóvenes socialistas eran muy «izquierdistas» y les «gustaban mucho las bombas», por lo cual, como la ocasión se prestaba, sus interrogadores le preguntan si colaboraban con los anarquistas, respondiéndoles:

Non, pas à Madrid, parce qu'à Madrid les anarchistes ne représentaient pas grand-chose ; mais nous étions nous-mêmes suffisamment anarchistes et je pense qu'à cette époque, c'était une chose inéluctable... (p. 32).

Ni más ni menos. Unas líneas después, glosando los propósitos unitarios de la J.S., concede:

Il faut dire que les anarchistes représentaient alors une masse très puissante en Espagne... (p. 33).

Potente «masa», en efecto, y además poco fácil para el maniobreo moscutoide, maniobreo que, por cierto, no se iniciaba en los años en que Carrillo tomaba la alternativa sino cuando el chico se divertía con el biberón. De esos tiempos, aunque no faltan hoy documentos para poder enjuiciar con cierto rigor, Carrillo nos cuenta:

Il faut préciser qu'au deuxième congrès de 1920 (de la Internacional Comunista), déjà c'était un anarchiste qui y est allé. C'est important à souligner...

Añadiendo:

Lénine accepte que les anarchistes participent et Lénine essaie de les convaincre. Mais, au retour, la délégation anarchiste — notamment sa personnalité la plus représentative, Angel Pestaña — se prononce contre l'adhésion : Pestaña n'a pas retrouvé ses idéaux anarchistes à lui dans la révolution russe. En définitive la C.N.T. revient sur son accord initial d'adhésion à l'Internationale communiste, mais une partie de ses militants ont été gagnés par la révolution d'Octobre et adhéreront au parti communiste.

La realidad es que la C.N.T. en el congreso celebrado en Madrid en diciembre de 1919 examinó, como era natural, el fenómeno revolucionario soviético, y tras un largo debate, se aprobó por aclamación el siguiente texto:

«El Comité Nacional, como resumen de las ideas expuestas (...), propone: primero, que la C.N.T. de España se declare firme defensora de los principios de la Primera Internacional sostenidos por Bakunin, y segundo, declara que se adhiere **provisionalmente** a la Internacional Comunista por el carácter revolucionario que la informa, mientras tanto la C.N.T. de España organiza y convoca el Congreso obrero universal que acuerde y determine las bases por las que deberá regirse la verdadera Internacional de los Trabajadores.»

Unos meses más tarde, pues entonces los revolucionarios no atravesaban Europa con la facilidad que permite hoy a los profesionales tipo Carrillo recorrer el mundo, Angel Pestaña fue a Moscú para comunicar a la nueva Internacional la adhesión condicionada de la C.N.T. española. Pero como el hombre no era un simple recadero, sino un verdadero militante, trató de informarse debidamente de la situación, cambiando al efecto impresiones con visitantes de otros países y entrevistándose con compañeros rusos —entre ellos Kropotkin—, lo cual le permitió hacerse una opinión sobre la experiencia soviética (4). Para volver al país, Pestaña tuvo que viajar más de lo debido, y al cruzar Italia fue detenido y encarcelado, lo mismo que le ocurrió luego, llegado a Barcelona —donde la policía no ignoraba las razones de su ausencia— impidiéndole así hacer inmediatamente el cumplido informe que la Organización esperaba. Debe tenerse en cuenta que entre el comicio confederal de 1919 y el retorno de Pestaña, la Internacional Comunista había adoptado una línea impositiva con respecto a las secciones adherentes, recogida en las famosas «21 condiciones» que, de haber sido conocida por los congresistas de Madrid, ya algunos radicalmente opuestos a la adhesión, muy probablemente no se hubiera aceptado la menor relación. De todos modos, ignorada la información de Pestaña, un pleno celebrado en Lérida durante la primavera de 1921 resolvió enviar una delegación al III Congreso de la Internacional Comunista. Formaban parte de ella cuatro sovietófilos: Andrés Nin, Joaquín Maurín, Hilario Arlandis y Jesús Ibáñez, a los cuales se agregó Gastón Leval, joven anarquista francés que años antes se había refugiado en España como prófugo y militaba en los sindicatos confederales. Fue éste quien, no menos desilusionado que Pestaña de cuanto había visto y oído en Moscú, al regreso a España puso las cosas en claro. El eco de los informes de Pestaña y Leval repercutió en las diferentes regiones y una conferencia celebrada en Zaragoza en junio de 1922 se pronunció (antes, en otra reunión que tuvo lugar en Logroño, había prevalecido la misma idea) por la ruptura con la Internacional Sindical Roja, acordándose en cambio la participación en el congreso constitutivo de la A.I.T. (Asociación Internacional de los Trabajadores) que el mismo año debía celebrarse en Berlín.

El paso de militantes confederales al P.C. fue, contra lo que insinúa Carrillo, verdaderamente insignificante; tal vez no más de dos docenas, lo cual explica que, a pesar de los años de clandestinidad bajo la dictadura primorriverista, el bolchevismo no lograra hacer mella en las filas libertarias españolas, y mientras el P.C., al restablecerse las garantías de reunión y asociación después de la caída del dictador y aun la de la monarquía, era un típico grupúsculo sin la menor significación en la vida nacional, la C.N.T. contaba ya con centenares de miles de adherentes.

(4) Lo esencial de las observaciones de Pestaña fue recogido en un libro, a modo de relato, que se publicó bajo el título: «Setenta días en Rusia».

EL «PUTSCH» DE BARCELONA

AVANZANDO con rapidez en las evocaciones históricas, o más bien corriendo de un suceso a otro para volver luego, contradiciéndose a menudo al mismo punto, Carrillo trae al recuerdo:

> ... le putsch des anarchistes de Catalogne de mai 1937, en pleine guerre, qui fut un coup de poignard dans le dos des armées qui resistaient au fascisme... Maintenant, avec le recul et l'expérience historique, on peut penser que, si l'on avait pu éviter que les contradictions internes au processus révolutionnaire soviétique soient transposées sur le plan international, on aurait peut-être évité par la même occasion le putsch des trotskystes et des anarchistes. Mais comment éviter à cette transposition de se produire, alors que, par son poids historique et par la situation de ces années-là, la Révolution russe était le fait dans tout le mouvement révolutionnaire ?

Sorprende menos en esta andanada el endose inicial del putsch a los anarquistas solos y el acompañamiento luego de los trotsquistas, que la retorcida retórica utilizada para justificar a posteriori el servilismo del P.C. en aquella indecente provocación contrarrevolucionaria inspirada por Moscú. Carrillo, como todos los jefezuelos estalinistas de la época, sabe perfectamente quiénes idearon la coartada: los rusos, que sintiendo horror del predominio libertario en Cataluña, quisieron destruirlo desde los primeros meses de la revolución. Para ello emplearon una serie de agentes especiales, encontrando la mejor colaboración en el P.C., el P.S.U.C. y sus aliados ocasionales de la burguesía catalana. No hubo por consiguiente más putsch que el metódicamente preparado por ellos para lograr el desarme de los trabajadores y permitir a la policía bajo su dominio una depuración de revolucionarios semejante a la por entonces practicada en la U.R.S.S. El control de la Telefónica fue el último pretexto, y como allí se expresó con vigor la resistencia obrera, la sucia propaganda moscovita, respaldada por unos politicastros cobardes, difundió por el mundo el embuste del complot anarquista.

En Barcelona, sin embargo, no cuajó el timo, pues rápidamente se movilizaron los obreros de las barriadas, logrando ocupar buena parte de la ciudad y hacer que se retiraran los asaltantes de la Telefónica. Ante la réplica obrera, los verdaderos putschistas no tuvieron inconveniente en recurrir al asesinato infame, como se hizo, entre docenas de otros, con el anarquista italiano Camillo Berneri. Difundieron asimismo toda suerte de bulos, uno de ellos que unidades anarquistas habían abandonado el frente para adueñarse no sólo de la capital catalana sino de toda la región, cuando en realidad las únicas unidades militares que en Barcelona se encontraban eran comunistas, concentradas exprofeso días antes para consumar el plan contrarrevolucionario.

Corrió, en definitiva, lamentablemente la sangre como consecuencia del ataque policíaco contra la Telefónica para arrebatarles a los trabajadores su control, y además se prolongó la sangría porque las llamadas autoridades o representantes de la contrarrevolución ya oficializada sostuvieron a los provocadores cuya destitución se había requerido a las veinticuatro horas. Siguió, así, la lucha y cuando ya estaban prácticamente batidos los satélites de Moscú, paró el fuego, a instancias, por cierto, de notorios militantes de la C.N.T., dos de ellos miembros del Gobierno central. Poco después, algunos de esos mismos militantes, al ver el mal pago con que fue correspondida su generosidad, hubieron de preguntarse si no hubiese sido más lógico el aplastamiento de los traidores a la revolución, los que, como el cínico Carrillo, preferían — y así se recalca en este trabajo— la derrota de España antes que debilitar en lo más mínimo las posiciones de la Unión Soviética.

Sobre el mismo episodio reincide en sus divagaciones Carrillo unas páginas más adelante (55-56), y todo y queriendo lavarse de culpas, agrava su caso, pues dice:

> ... pour l'ensemble de l'armée et du peuple, ce putsch, qui réunissait un petit groupe d'anarchistes et de trotskystes, est apparu comme un acte contre-révolutionnaire visant à ouvrir le front et à faciliter l'offensive fasciste. Franco s'est vanté d'avoir des agents à lui parmi les putschistes... Maintenant, bien sûr, je ne crois pas que Nin ait été à Burgos ni à Berlin. Je crois possible qu'il ait été exécuté dans notre zone. Mais à l'époque, après un putsch comme celui-là, j'ai admis (parce qu'on n'a jamais vraiment discuté de ça entre nous) que Nin avait pu s'échapper et passer dans l'autre camp, comme la majorité de l'opinion publique le pensait. Et le putsch de mai 1937 est venu nous renforcer dans l'idée que les trotskystes étaient des contre-révolutionnaires.

No es necesario insistir acerca de las condiciones en que se planearon y desarrollaron esos sucesos, pero convendrá decir, precisamente por las inhibiciones en que se refugia Carrillo so pretexto de que la mayoría de la opinión daba por cierta la connivencia de trotsquistas —por ende también los anarquistas, pues ese término en el vocabulario rusófilo se aplicaba a todos los opositores—, que los objetivos moscovitas alcanzaron inmediatamente al Gobierno central, haciendo dimitir a Largo Caballero, sólo sostenido por unos pocos colegas de su partido y por los representantes anarcosindicalistas. La opinión pública no tuvo en esa cuestión arte ni parte, pues se obró, como casi

siempre, a sus espaldas. Carrillo evoca esa opinión a sabiendas de que no tenían los comunistas su respaldo y que las toneladas de papel que consumieron para asustarla con el «peligro» trotsquista cayeron en el vacío. Ni siquiera influyó ese cuento en los políticos de distinta obediencia que se asociaron a la obra liquidadora del moscutismo, pues éstos obraron con arreglo a sus propios cálculos, o sea reordenar el poder gubernamental para deshacer la obra colectivista.

La coincidencia de intereses se operó primeramente con la sumisión de la Generalidad —abandonando ante el Gobierno central prerrogativas institucionales, como la del Orden Público— y se produjo seguidamente en Valencia para reducir la participación confederal o pasarse de ella si no aceptaba el triste papel de comparsa. La pacificación facilitada en Barcelona por el Movimiento Libertario no sirvió por consiguiente para nada. En seguida empezó el desquite, imponiendo legalizaciones y controles estatales aquí y allá, saboteándolo todo desde el Poder, incluso en el aspecto militar. Además se aceleró la represión, de la cual había de ser especialmente víctima el P.O.U.M. que, sólo instalado en Cataluña, representaba la parte más floja de la cuerda. Comunistas y adláteres se quedaron con las ganas de liquidar igualmente a la C.N.T., pues era demasiado bocado. La palinodia, en fin, de Carrillo es tanto más insincera cuanto —a propósito de Nin, asesinado por la G.P.U.— concluye remachando el clavo de considerar contrarrevolucionarios a los trotsquistas —término arbitrariamente empleado con referencia a los poumistas en general, pues si bien algunos lo fueron, como Nin, el propio Trotski no los consideraba como tales— y sin embargo el Tribunal republicano que, tras muchas vueltas, juzgó a los supervivientes del Comité Ejecutivo del P.O.U.M, los sentenció como ultrarrevolucionarios. ¿En qué quedamos?

LEVANTAMIENTOS, FANFARRONADAS Y SILENCIOS

El impenitente detractor, ansioso de ganarse ahora el concurso de la «derecha civilizada», refiere por otra parte con vanagloria haber tenido relaciones con los anarquistas, los cuales, dice, atacaron armados de pistolas y cuchillos

... une campagne de meetings que j'avais faite au nom de la Jeunesse socialiste en 1932, dans la province d'Alicante (p. 54).

Vamos a ver: ¿tan mal podían llevarse entonces los libertarios con los jóvenes socialistas para llegar a tal extremo?,

¿conocían acaso los cenetistas de Alicante a un caciquito semejante? Un compañero de la provincia a quien comunicamos la aventura citada por Carrillo nos dice no tener la menor idea de tales hechos. La sola explicación, pues, debe consistir en que por esos tiempos, participando los socialistas en el Gobierno, había numerosos presos confederales y no menos de un centenar, entre los que se encontraba Durruti, fueron deportados a las colonias africanas —Bata y Villa Cisneros—, lo cual nos consta que desaprobaron muchos jóvenes socialistas, pero tal vez Carrillo, meritorio de la redacción de «El Socialista» formaba parte del equipo que justificaba la aplicación de la ignominiosa ley de Defensa de la República a los militantes libertarios. Y si así era, merecido le estaba al pollo —no pudo pasar otra cosa— el abucheo.

Los resentimientos se repiten tanto en el relato como las fanfarronadas, y sin volver la página encontramos lo siguiente:

«J'avais rencontré aussi des difficultés avec eux **(los anarquistas)** au sein de la Junte de Défense de Madrid. Au cours des premiers jours de la défense de Madrid, les anarchistes avaient voulu prendre les issues de Madrid vers l'arrière à la place de l'armée populaire, et je me souviens **qu'une de mes premières démarches fut de rencontrer le comité de guerre** de la C.N.T. Je leur ai dit : **C'est la Junte qui commande maintenant. Vous allez retirer tous ces détachements des issues de Madrid vers Valence et vous allez laisser les soldats de l'Armée populaire prendre leur place.** Alors ils m'ont menacé de prendre d'assaut mon PC. Je leur ait dit : **Si vous attaquez mon PC, vous serez écrasés. Ils ne sont pas venus. Mais ça avait** mal commencé et quelques jours plus tard, un de ces groupes a tiré sur un membre de la Junte de Défense, le conseiller communiste Yagüe. Ils l'ont grièvement blessé. Alors, je n'ai pas hésité et on les a délogés par la force.»

He aquí otra ensalada. Primeramente cabe aclarar que Carrillo fue en la Junta, afortunadamente por poco tiempo, consejero de Orden Público. Como oculta aquí tal calidad, cuando habla de PC (puesto de mando), el lector común puede entender que el improvisado policía era un alto jefe militar en campaña, a lo cual induce a pensar, además la proferida amenaza de oponer el Ejército Popular a los destacamentos de la C.N.T. Enredo mayúsculo, pues en esos días, a pesar de la charanga del Quinto Cuerpo, no había Ejército Popular ni niño muerto. Había, sí, militares profesionales, muchos de ellos de gran lealtad y capacidad, que ejercían su mando en unidades de Milicias de distinta obediencia. Los «destacamentos» de la C.N.T. a que alude Carrillo eran en Madrid milicias semejantes y a menudo mejor organizadas que las demás, lo cual debió sorprenderle grandemente a quien, como indicamos antes, sostenía que los anarquistas de la capital no contaban nada. La verdad es que contaban ya lo suyo y habían de contar aún mucho más.

Otra cosa omite aquí premeditadamente Carrillo, o sea el porqué de los controles establecidos en la carretera de Madrid-Valencia. El lector ocasional —no el que siguió o por lo menos se ha informado luego de este episodio— puede imaginar distintas razones, pero no la de su verdadera motivación. Esta, en cambio, es fácil de explicar: el Gobierno delegó sus funciones en la Junta de Defensa al decidir su traslado a Valencia, y cuando se puso en marcha el plan de evacuación una infinidad de funcionarios y personajes de toda suerte emprendieron sin justificación alguna —a no ser la del «ahí queda eso»— la fuga hacia el «Levante feliz». Semejante desconcierto era previsible. Precisamente en el primer Consejo de ministros —en que participaron los representantes de la C.N.T., el 4 de noviembre— fue planteada la cuestión del traslado gubernamental, a lo cual estos compañeros se opusieron resueltamente: *«Si el pueblo está dispuesto a defender Madrid* —proclamaron— *debemos estarlo también nosotros».* Nadie se asoció a esa posición, pero tampoco se resolvió llevar adelante el programa de evacuación oficial. El día 6, llegados los fascistas hasta las puertas de Madrid, se replanteó el traslado, pues según el presidente y ministro de la Guerra no había salvación, a no ser que llegaran refuerzos, pero, *¿de dónde* —preguntó el hombre con acentuado pesimismo— *vamos a traer esos refuerzos?* Se habló entonces, como última esperanza, de Durruti, y uno de los ministros confederales ofreció su concurso: *«Si el Consejo lo estima necesario iré inmediatamente a ver a Durruti para que venga con su columna a defender la capital.»* Hubo acuerdo instantáneo y el ministro aludido abandonó el Consejo para cumplir la misión. Se siguió luego dando vueltas a lo de la evacuación oficial, sin conseguir que los tres representantes libertarios que allí quedaban cedieran en su oposición. Entonces el presidente dijo que no había más salida que la de la crisis, aunque fuera, en aquellos momentos, una catástrofe. Así, pues, contra el criterio de los libertarios, se decidió la marcha del Gobierno a Valencia. Como es de comprender, este acuerdo produjo una gran confusión, no sólo entre los combatientes y vecinos de Madrid, sino en toda la zona antifascista e incluso fuera de las fronteras, pues, aun invocando razones estratégicas, era fácil deducir que la capital estaba a puntó de caer en manos de los facciosos.

No dudamos que en Madrid todos los responsables hicieron en esas horas críticas los esfuerzos necesarios para asegurar la defensa y evitar la desbandada. Desde luego, los libertarios —aunque zascandiles como Carrillo quieran deformar la realidad— no estuvieron a la zaga, sino a la cabeza del combate. El Comité de Defensa de la C.N.T. requirió inmediatamente la movilización de los sindicatos, y por millares se pudieron contar los voluntarios que acudieron a los centros confederales y los ateneos libertarios de barriadas. A su vez, el órgano de las Milicias Confederales, *Frente Libertario*, anunció el traslado ministerial con un titular *«¡Viva Madrid sin Gobierno!»* Destacamentos de esas Milicias responsables, cumpliendo instrucciones del Comité de Defensa, fueron los encargados de frenar la fuga: *«Que no salga nadie de Madrid* —se les dijo— *con fusiles ni pistolas. Recoged todas las que podais. Hay millares de compañeros esperando armas.»*

El control sin duda más comentado esos días fue el de Tarancón, donde se detuvieron caravanas de coches cuyos ocupantes solían ir provistos de justificantes de «misión especial». Todos fueron desarmados. Esto, tan justo, no lo ha digerido Carrillo, y, para sacarse la espina, recurre al accidente de su colega Yagüe, quien, por cierto, se había buscado lo que le vino encima. Todo lo demás, chulería policiaca que, si bien no surtió en su día efecto alguno, Carrillo se permite recordarlo desfiguradamente para hacer valer los méritos de su «mano dura» a modo de garantía de «orden» en la perspectiva sucesoria que anuncia su compromiso con el neocapitalismo opusdeista.

LAS UNIDADES LIBERTARIAS

OTRA copla del mismo repertorio aparece en la página siguiente a propósito de

> ... certaines unités anarchistes comme la Colonne de fer qui, durant les premiers temps de la guerre, pillait et terrorisait notre arrière-garde; il avait fallu la combattre et la dissoudre au moment où elle essaya de faire la même chose dans la ville de Valence.

En esta operación no se atribuye Carrillo la paternidad; le basta repetir un cuento que lanzó el Partido Comunista intentando desacreditar a una de las unidades libertarias que se opuso más obstinadamente a la militarización. Era este un problema en el que el acuerdo entre las propias Milicias Confederales no se hizo de buenas a primeras. Pero el Partido Comunista no tomaba en lo de la militarización más que un pretexto, persiguiendo con él abrir brecha en la C.N.T. y tratar de suplantarla en la región levantina, cuya configuración social, especialmente en el campo, se distinguía por su elevado número de pequeños propietarios. Allí, pues, la difamación comunista

hizo más abuso que en otras regiones respecto a las «requisas» milicianas —de las que precisamente el mismo Partido había sido en todas partes campeón— y se sirvió de un instrumento particular de recuperación: la Federación Provincial Campesina, cobijo de propietarios, más que de proletarios, que, a pesar de todo su ruido, a pesar también de la protección del ministro de Agricultura —Uribe, el fenómeno que distribuyó las tierras... cuando ya los campesinos las habían tomado— no llegó a representar nada, o mejor dicho representó un artero propósito divisionista que no habrá que echar en olvido.

Más adelante se nos saca a colación Durruti, que, *«comme beaucoup d'anarchistes, a été un héros»* y aún —es la fiesta de las flores— Carrillo concede que *«l'héroïsme anarchiste s'est souvent manifesté, par exemple à Barcelone le jour du soulèvement»*. Pero con las flores vienen los cardos de matute, o sea el reproche gratuito de que, militarmente, las unidades libertarias no sirvieron para nada. Y he aquí la explicación:

...ce n'est pas par hasard si, dans les grandes batailles, notre état-major faisait presque toujours appel aux unités communistes. Une chose est vraie : dans presque toutes ces unités communistes, il y avait aussi des militants anarcho-syndicalistes qui combattaient très bien. Mais quand ils étaient entre eux, dans des unités à eux, c'était l'anarchie. Quant à Durruti, c'était une personnalité extraordinaire. Je pense qu'il aurait pu devenir communiste, j'en suis convaincu. Mais Durruti est mort parmi ses soldats et, après sa mort, son unité n'a plus joué un rôle important.

No nos corresponde a nosotros apreciar el valor militar de las unidades libertarias en la guerra de España, sino a quienes, técnicamente preparados para ello, sean capaces de hacerlo con imparcialidad. Podemos sin embargo decir que el juicio de Carrillo en la materia tiene igual importancia —o acaso menos— que la de un diplomado de la Escuela de Cabos del Quinto Regimiento, pues éste quizá no confunda tan fácilmente la logística y la táctica con la mera propaganda. ¿Qué otra justificación tuvo la elección de unidades comunistas en las «grandes batallas»? No eran más aguerridas esas unidades que otras muchas, pero el Estado Mayor (notre état-major) aconsejado por quienes Carrillo sabe, las escogía para dar la impresión de que eran las mejores, las indispensables para asegurar la victoria. Así nos lució el pelo.

Puede ser oportuno recordar el caso de Guadalajara (marzo de 1937), que se cuenta entre las grandes batallas y tuvo, aunque no fuera más dura que otras muchas, la mayor repercusión internacional. Se trataba de frenar el avance iniciado por el Cuerpo Expedicionario Italiano en la Alcarria, y para ello fueron enviadas apresuradamente distintas unidades del recién nacido Ejército Popular, entre las que se encontraban las de los consabidos altos mandos comunistas. Curiosamente, sin embargo, estas famosas unidades desempeñaron un papel secundario, pues que el éxito de nuestras armas lo decidió la toma de Brihuega por las fuerzas del comandante confederal Cipriano Mera (14 División). La tendenciosa propaganda comunista desfiguró, no obstante, la realidad de la batalla a través de las fronteras, poniendo por delante a sus «gloriosos» jefes militares, como si éstos fueran, con algunos colegas extranjeros, los auténticos triunfadores. Todavía hoy, coincidiendo en el concierto algunos croniqueros fascistas, persiste la misma falsedad.

Lo de Durruti es otra variante del oportunismo propagandístico estaliniano. Figura legendaria verdaderamente inatacable por su cumplida vida de luchador antes de la guerra, por su heroico comportamiento en las jornadas de julio y su entrega inmediata a la reconquista de las tierras aragonesas, por su presencia final en el frente de Madrid, el comunismo a la rusa quiso recuperarla después de su inmolación. Los muertos, es sabido, pueden servir para cualquier especulación; pero, vamos, la de pretender que un Durruti hubiera podido ingresar en el Partido Comunista, es tan abusivamnete absurda que ni comentario merece.

LA REVOLUCION TRAICIONADA

Refiriéndose a las realizaciones revolucionarias durante la contienda —que hoy suelen ser objeto preferente de investigación de jóvenes historiadores no contaminados por el moscutismo— tampoco tienen desperdicio las retorcidas explicaciones de Carrillo. Por ejemplo:

...les collectivisations imposées aux paysans, petits propriétaires terriens, auxquels on prenait leurs bêtes, leurs jambons, leurs produits en échange de certificats sans aucune valeur, ont détourné de la lutte pour la République une partie de ces couches sociales. Même plus tard, dans la période de guerrillas, les partisans, surtout en Aragon, ont eu des difficultés avec les paysans qui confondaient les communistes avec les «communistes libertaires»...

El trazo final «guerrillero» —que comentaremos luego— no disimula la vieja factura de los croquis estalinistas. Aragón fue un ejemplo de construcción social en el que el análisis histórico puede revelar insuficiencias e incluso evidentes desaciertos. No

hay empresa humana perfecta, sobre todo en una situación bélica tan cargada de dificultades. Pero, con el mal ejemplo que precisamente ha dado la U.R.S.S. en materia de colectivización agraria, las críticas de origen moscovita (5) son completamente ridículas.

Su fundamento, argucias miserables de la propaganda sectaria de tiempos de guerra, en los que todo procedimiento era considerado válido por el Partido siempre y cuando le permitiera azuzar los descontentos para ganarse algunos prosélitos en el medio agrario, los cuales no eran precisamente trabajadores o labriegos independientes —que con sus familiares cultivaban las tierras que les pertenecían— sino propietarios o arrendadores que a menudo ni siquiera residían en el lugar.

Decir que hubo colectivización forzada en el campo aragonés o en cualquiera otra región es tanto más gratuito por cuanto no se efectuó bajo programaciones rígidas decididas por organismos superiores, sino autónomamente por los trabajadores interesados, que frecuentemente no eran sólo libertarios, pues en muchos casos, especialmente en Castilla, se crearon y funcionaron ejemplarmente durante toda la guerra colectividades U.G.T.-C.N.T. La inquina de los comunistas contra esa obra de base, de auténtica autogestión, se reveló en la desaforada campaña antisindical que condujo, con la complicidad de los elementos conservadores, a los intentos de recuperación de carácter estatal, y, para colmo, a la agresión militar encabezada por las tropas de Líster a raíz de la disolución del Consejo de Aragón. Ahí, y no en otro lado, debe encontrarse la explicación del recelo que, según Carrillo, encontraban ciertos guerrilleros suyos en esas tierras.

Por otra parte, Carrillo presenta el control de las empresas importantes y los latifundios como si hubiesen sido, por iniciativa suya, obra gubernamental:

> ...non seulement nous avons instauré des conseils ouvriers, mais nous avons essayé de faire en sorte que les conseils soient élus directement par les ouvriers des entreprises... C'est-à-dire que toutes les accusations sur la mainmise bureaucratique, qu'on a voulu appliquer à l'expérience espagnole, n'ont guère de rapport avec elle, car la bureaucratie était tout de même bien celle de ces comités qui n'étaient élus par personne, mais désignés par les dirigeants syndicaux !

La incautación y el control de las empresas se efectuó directamente, sin necesidad de autorizaciones de ninguna especie, y sobre todo sin tener para nada en cuenta las pamplinas antisindicales de los comunistas. Estas se transformaron luego en sistemáticos ataques, y ya avanzado el año 37, el Gobierno de Negrín se prestó a la maniobra de desarticulación del nuevo orden industrial, empezando por la militarización del sector de producción de guerra. Así, pues, una industria que había sido enteramente improvisada y había llegado a desarrollar una producción abundante y de calidad, se convirtió en una suerte de merienda de enchufados gubernamentales, lo que motivó no sólo el descontento general de los obreros, sino hasta protestas de algunas autoridades, como, por ejemplo, el presidente catalán Luis Companys, que dirigió al efecto una carta indignada al entonces ministro de Defensa Nacional, Indalecio Prieto. El mismo camino siguieron otros sectores claves, especialmente el de Ferrocarriles, que fue de mal en peor. He ahí, pues, el resultado del furibundo antisindicalismo de los comunistas, sólo preocupados en reforzar el poder estatal y situar a sus peones obedientes, que a menudo eran reaccionarios o fascistas declarados. Su oportunismo recuperador llegó incluso, cuando todo iba haciéndose escaso y era preciso una concienzuda coordinación de los servicios de avituallamiento, a defender el libre negocio de los tenderos.

EL FINAL DE LA GUERRA

En otros varios soflamas se ocupa Carrillo de la política unitaria, que, desde luego, fue una de las teclas preferidas del Partido, aunque éste prácticamente entorpecía en todas partes la colaboración lograda, sobremanera en el orden sindical. Para no alargarnos demasiado, vamos a referirnos exclusivamente a lo que nos concierne:

> ... les rapports entre el P.C. et la C.N.T. —dice— sont restés bons pendant la plus grande partie de la guerre ; pas mal de dirigeants de la C.N.T. ont, par la suite, après la guerre, rejoint le P.C. Ce sont donc essentiellement les défaites militaires provoquées par l'énorme supériorité en armes de l'adversaire, l'isolement international, les perspectives de nouvelles défaites... qui ont abouti à cette fin tragique de la Junte Casado-Besteiro.

Las relaciones con la C.N.T. pudieron ser mejores y más prolongadas, pero se estropearon en seguida porque el Partido

(5) Curiosamente la reactualización de estas críticas ha sido lanzada por el P.C. con la edición de «Guerra y Revolución en España» (Moscú, 1971, tres vol.), tejido de embustes en diferentes aspectos: político, militar, social... Por lo que se refiere a la colectivización libertaria, sus pobres argumentaciones han sido recopiadas desvergonzadamente en España por un economista enchufado en la administración franquista y que, no obstante, suele ser considerado... de tendencias avanzadas. Por más señas, Ramón Tamames.

Comunista demostró en nuestra guerra que no puede tener relaciones francas con nadie. No es un conglomerado independiente y, según las órdenes que recibe, dice un día que es negro lo que la víspera había afirmado a pies juntos que era blanco. Sus dirigentes, perfectos marionetas, sostienen lo mismo una cosa que otra y en lo único que son consecuentes es en la obediencia de las directrices del Kremlin. No tenemos referencias de los «numerosos» cenetistas que pudieron caer en el cepo proselitista estaliniano después de la guerra, pero, sin que fueran muchos, indudablemente hubo algunos. Por todas partes se encuentran despistados, y no es extraño que en una organización de multitudes, como la C.N.T., se dieran esas y otras disparatadas fugas. No se han dado menos, sino probablemente muchas más en otras filas, especialmente en las comunistas. Hablando, en fin, de «dirigentes cenetistas» Carrillo miente, porque no puede citar nombres concretos de militantes notorios convertidos a su secta en el exilio. Su diversión no es, pues, más que un intento de ocultar lo inocultable, es decir, al prófugo alejamiento de notables dirigentes en su propio entorno.

Por lo que se refiere a la llamada Junta Casado-Besteiro, parece un tanto sorprendente que, al mencionarla, Carrillo se haya dispensado de acompañar los calificativos de «entreguistas» o «traidores» que fueron de rigor entre sus cofrades. Tanto más sorprende que, poco después (p. 56), vuelva a hablar de esa Junta —que, en realidad, presidió un devoto del Partido, el general Miaja, y su propia denominación fue la de Consejo Nacional de Defensa—, diciendo:

> J'ai su par ailleurs comment Togliatti s'était comporté pendant le coup de Casado. Après que la Junte se fut imposée à Madrid, il ne restait rien à faire qu'essayer que cela finisse le moins mal possible, en arrivant à un accord avec Casado pour évacuer la plus grande partie de cadres militaires et soldats, ou même en essayant de voir si, par un accord avec la Junte, on ne pouvait pas reconstituer un certain front dans la perspective, non pas de la victoire ni même d'une impossible « paix honorable », mais du moins de sauver l'armée, chose qui, dans l'hypothèse d'une guerre mondiale, revêtait à nos yeux une très grande importance.

Togliatti hilaba fino, aunque cabe dudar que, siendo delegado del Comintern, tal estrategia se la hubiese inventado él sólo. Más o menos es lo que, después de derrotados, quisieron obtener del Consejo los comunistas. Oficialmente, sin embargo, el P.C. se ha guardado esto callado, pues, naturalmente, el simple intento de negociación contradecía la tesis de la «traición». Ese Consejo no se constituyó, en realidad, para dar la batalla a los comunistas, sino buscar una salida del atasco en que la intentona de éstos en connivencia con Negrín, para dominar completamente los mandos en la zona Centro-Sur, había colocado a todos los discrepantes de la política de guerra seguida en los últimos tiempos. La lucha interior hubo de afrontarse porque la suscitó el P.C., y era un tanto atrevido, después de que corriera nuevamente y de manera tan lamentable la sangre en nuestro campo, querer introducirse en el Consejo y cooperar, como si nada, con aquellos a quienes los colegas comunistas habían acusado de todas infamias en el extranjero, entre ellos Santiago Carrillo, autor de una deplorable carta contra su propio padre.

OFENSA Y RECONCILIACION ORDENADAS

EL PROGRESO que creíamos ver en la forma de tratar el problema del Consejo Nacional de Defensa. Carrillo lo entierra en la página 70 para justificarse de lo de la carta citada:

> Nous avions été toujours dans le même camp. Et, à un moment donné, nous nous trouvons dans des camps opposés. Mon père dans la Junte de Casado qui, de fait, trahissait la résistance armée et pourchassait les communistes, mes camarades, sous le prétexte de conclure une « paix honorable » avec Franco.

Y añade un poco más adelante:

> J'ai voulu rentrer dans la zone Centre-Sud pour participer au combat aux côtés de mes camarades du Parti et de la Jeunesse. Mais le Parti a retardé mon départ, et la lutte a malheureusement pris fin.

Aparte de la cantilena de los impedimentos políticos que encontró cada vez que le acuciaron los deseos de combatir —lo que explica que siendo apto para las armas, pasara toda la guerra haciendo discursos en retaguardia— vemos que Carrillo sigue en sus trece, no sólo respecto a la «traición» consumada, sino sobre la filípica destinada a su padre, la cual evoca particularmente en la página siguiente:

> Cela me faisait mal au cœur, mais il me fallait écrire cette lettre pour que mes camarades qui se battaient à Madrid sachent qu'à ce moment-là j'étais avec eux, et non pas avec ceux qui rejoignaient Casado. Plus tard, on m'a reproché cette lettre, les casadistes d'abord, et plus récemment Giron, l'ancien ministre de Franco, qui a dit que j'avais «vendu» mon père...

La utilización de la amalgama no ha justificado nunca otra cosa que la insinceridad o la mala fe de quien la practica. Que Girón dijera esto o lo otro importa en el caso poco, al menos para nosotros que no necesitábamos el apunte de Carrillo para descubrir la granujería de ese redomado fascista. La cuestión es otra, y aunque Carrillo pretenda que la crítica de la carta se localiza así, sabe perfectamente que miente, pues ha tenido eco de ello incluso entre sus propios camaradas. Su padre era

un militante obrero, y aun estando enfrentado en la lucha merecía mayor respeto. La cerdada es, pues, tanto mayor por cuanto no tiene siquiera la excusa del arrebato espontáneo: en el Partido no le son permitidas a los dirigentes espontaneidades semejantes. Esos ex abruptos fueron escritos al dictado y luego corregidos y aumentados, exactamente igual que los que, años más tarde, escribiera la hija de Comorera. El embaucador pierde, pues, el tiempo buscándose disculpas, por cuanto cualquier iniciado sabe que la insidia filial, nueva entonces para los españoles, era habitual en Rusia desde los comienzos del estalinismo.

El propio difamador viene luego a aportarnos la prueba de la inverosimilitud del acto espontáneo al relatarnos cómo hizo las paces con el ofendido padre:

... quand nous avons élaboré la politique de réconciliation nationale, en 1956, la direction du Parti, Dolorès Ibarruri et les autres camarades m'ont dit : **Puisque c'est la réconciliation nationale, pour quelle raison n'irais-tu pas te réconcilier avec ton père ?** Alors, dans ces circonstances, j'ai renoué avec mon père.

Donde hay capitán —que dice el proverbio— no manda marinero. Santiago tuvo necesidad del «amable» consejo político de la Dirección para decidirse a visitar a su padre en un hospital de Charleroi. Y bien, después de la calculada operación aún tiene el tupé de decirnos que, en sus últimos momentos, el denigrado Wenceslao «s'est rapproché de nous». Se anexó, muerto, a Durruti; luego al padre... Con la compañía del Opus se anexará hasta el Espíritu Santo.

RESCOLDOS DE LA DERROTA

AUNQUE pueda parecer marginal, cabe volver a lo del Consejo Nacional de Defensa, pues no es justo que cuestión tan combatida por el Partido siga en el aire. La referencia que Carrillo hace de las preocupaciones de Togliatti, coincide en parte, no completamente, con las manifestadas por Negrín ante los responsables militares al volver a la zona Centro-Sur. Ambos pensaban que, resistiendo algún tiempo, nuestras perspectivas se transformarían favorablemente al producirse el enfrentamiento europeo. Sin embargo, por inevitable que fuere, ni las potencias del Eje ni las llamadas democráticas tenían el menor interés en enfrentarse mientras no quedara sofocado el siniestro de España, de modo que la espera podía hacerse larga, larguísima, y la resistencia era imposible. Quedaba, pues el recurso de la negociación, propósito reiteradamente manifestado por Negrín, no por Togliatti, aunque el no haberlo éste expresado tampoco significa que lo descartara de plano. Lo que es que, hablar de negociación, después de haber armado tanto ruido contra ella, equivaldría a reconocer lisa y llanamente que la intentona comunista contra el Consejo fue un disparate. Eso no se reconocerá jamás. En cambio Carrillo ha avanzado algunos elementos que acreditan la dificultad de la resistencia, pues las derrotas militares sufridas afectaron gravemente a la moral de los combatientes. Reducidos y sin esperanzas de la menor ayuda, no quedaba otro camino que el que se intentó, y al cual prestaron su apoyo nuestros compañeros del Centro, que eran quienes veían más de cerca las orejas del lobo. Acusarles, pues, de traición, cuando fueron los más obstinadamente opuestos a toda componenda, es una injusticia solemne.

Podría polemizarse honestamente sobre la actuación del Consejo y sus insuficiencias, pues en realidad el plan no se realizó conforme estaba convenido. ¿Qué falló? Primeramente el propósito de mostrar una fuerza coherente que permitiera imponer al adversario unas condiciones mínimas. La sublevación de las unidades comunistas del Centro, aun siendo vencida, produjo un debilitamiento militar considerable, aceleró el desconcierto de la población y favoreció el engreimiento de los quintacolumnistas. Para arreglar las cosas, los negociadores encontraron en el adversario una cerrazón infame. ¿Podía acaso esperarse de Franco y los chacales que le acompañaban otra cosa? Presentándose en Burgos con las manos vacías, indudablemente no. Esto se tenía previsto, y el Consejo disponía de ciertos elementos de presión —sugeridos precisamente por nuestros compañeros— que podían hacer reflexionar a los ya considerados vencedores. ¿Se intentó ponerlos en juego? Es probable que el desmoronamiento de los frentes lo impidiera. En todo caso, no cabe achacarles a los militantes confederales la culpa, y si los comunistas insisten en sus monsergas no es debido sino al resquemor de haberles batido en la descalabrada lucha que, para satisfacción de los fascistas, ellos provocaron.

ENTIERRO APRESURADO DEL ANARQUISMO

HEMOS referido las tergiversaciones que Carrillo hace de la actuación de los anarquistas e incluso de algunos hechos importantes en que hubieron de enfrentarse con los comunistas. Todavía quedan algunas otras alusiones, digamos repeticiones despectivas que huelga recoger. Una, en cambio, merece aten-

ción particular, pues que enlaza con el presente y es lo que más debe preocuparnos. Se le pregunta «*¿No puede renacer el movimiento anarquista?*», y he aquí la respuesta del camarada jefe:

> Non, c'est fini, comme partout ; c'est un processus irréversible. Il peut subsister des petits groupes, comme ceux de Barcelone, qui n'étaient pas connus avant qu'ils n'attaquent des banques. Il peut y avoir des groupes gauchistes. Mais les questions ne se posent plus comme en 1936-1939... Je l'ai dit à Genève : nous allons jouer le jeu démocratique... (p. 26).

Veamos eso despacio. Desde la guerra acá, el P.C. ha enterrado infinidad de veces al anarquismo español, y sin embargo... ahí está vivito y coleando. No goza de publicidad, sobre todo cuando se trata de su reinserción en las luchas cotidianas, pues éstas, como las promueven gente nueva y no muy preocupada de las etiquetas, se prestan a la especulación de los especialistas del Agit.-prop. Pero la presencia de los anarquistas, o anarcosindicalistas, o, si se quiere, sindicalistas revolucionarios es evidente en todas partes y a ella suelen hacer mención, si no los grandes rotativos o la tele, los informes más o menos reservados de organizaciones nacionales o extranjeras. En papeles marxistas-leninistas incluso se ha llamado algunas veces la atención sobre las corrientes antiautoritarias o autónomas de carácter obrero que, influidas por el anarcosindicalismo, van minando el terreno a las Comisiones Obreras. Carrillo no ignora este fenómeno, pero, por conveniencia, ensaya de caricaturizar al anarquismo refiriéndose a los atracos de bancos. El truco es viejo y no pocas veces los comunistas han intentado servirse de él para aislar al anarquismo del movimiento obrero. Hasta hemos conocido un ministro de la Segunda República, famoso por sus desplantes, que calificó a los cenetistas de «bandidos con carnet». Curados, pues, de espanto la indecencia de Carrillo podría pasarse por alto. Pero es oportuno señalarla, no ya por su mero carácter denigrante para esos «grupos de Barcelona» en los que puede identificarse a los jóvenes amigos de Salvador Puig —el último agarrotado por Franco—, sino por la odiosa intención de desacreditar en su conjunto al anarquismo, o sea todo un movimiento que cuenta el mayor número de víctimas en la lucha contra la dictadura.

Carrillo, repetimos, es consciente de que el anarquismo no se ha acabado, ni mucho menos. Sin duda se expresa menos organizadamente que otras tendencias, y en particular que el Partido Comunista, pero eso es fácil de comprender. La organización libertaria, aun sin referirnos más que a la rama cenetista —que ha conocido en la época franquista la más dura represión, con veintitantos comités nacionales y docenas de

regionales desmantelados— es castigada por el Poder con severidad incomparable a la de cualesquiera otras organizaciones, excepción hecha, ahora, del nuevo fenómeno clandestino que constituye la E.T.A. Al mismo tiempo podríamos referir centenares de asesinatos y monstruosas ejecuciones de años recientes, algunas veces sin otra motivación que la de la condición libertaria de las víctimas y por las cuales casi nadie, aparte de sus compañeros, se movilizara jamás fuera de España. Nada de extraño es, pues, que en su forma de organización los libertarios fueran luego más cautos.

Si por eso Carrillo se cree autorizado a decir que «c'est fini», que la cuerda se ha acabado, poco interesa desmentirle: en su día le desmentirá el renacer confederal a todo lo largo y ancho de España. Costará, desde luego, mayores esfuerzos que los que le cuesta hoy al moscutismo —repletas siempre sus arcas— dar que hablar a los periódicos, pero las nuevas promociones militantes tienen sobrado ánimo para llegar a romper el espeso muro del silencio. No espere, pues, el líder moscovita que en la hora final vaya a ocurrir en España lo mismo que en Portugal, es decir, que en una muy hipotética repetición de la participación gubernamental comunista, su «Coordinadora» pueda canalizar tranquilamente el movimiento sindical. Mal que le pese se encontrará con otras organizaciones, y sobre todo con la C.N.T., resueltamente opuesta, como siempre, al monopolio político del Partido Comunista.

ESPECULACION GUERRILLERA

CABE dejar constancia también de alguna de las exageraciones que, con respecto a la postguerra, se nos ofrecen en esta edición de encargo. Una de ellas concierne a la implantación de las guerrillas del P.C., sobre las cuales se han hecho ya varios folletos y libros. Carrillo cita como ejemplo la agrupación Aragón-Levante, donde, a creerle, sus guerrilleros dominaban por completo la situación. Para probar la colosal fuerza recurre a una lista de bajas referida en un informe de la Guardia Civil (6), o sea 15.000 entre los años 1939-1949. Sorprendido, sin duda, de la cuenta, él mismo atenúa las proporciones diciendo:

(6) Probablemente se refiera a la «Reseña general del problema del bandolerismo en España después de la Guerra de Liberación», realizada por Eulalio Limia Pérez, jefe de la sección de Misiones Especiales de la G.C. (Madrid, 1957).

Pas seulement de partisans, mais également des points d'appui dans les villages.

Está, pues, claro que la relación invocada corresponde a toda España e incluye las víctimas de las severas operaciones de «limpieza» realizadas en los primeros años de la triste «victoria» franquista, operaciones en las que, claro está, fueron asesinados comunistas, pero no eran menos los no comunistas, detalle éste que, por delicadeza al menos, podía no haber omitido Carrillo. Pero no hay que sorprenderse, pues lo que a él le interesa no es la claridad sino la confusion. Así, cuando se le pregunta si otros sectores tuvieron guerrillas, se permite decir:

Les anarchistes avaient juste un petit groupe qui opérait près de Barcelone ; ne n'était même pas de la guerrilla. Cela aussi a contribué à faire dépasser l'anarchisme.

Y aún añade:

Ils n'ont pas lutté, et en France non plus.

Lo que desde luego no han hecho los anarquistas ha sido embarcar a la gente como Carrillo y sus acólitos. Es decir, no ordenaron a nadie los comités libertarios que se incorporara a tal o cual guerrilla, allá o acá. Mas hubo guerrillas espontáneamente formadas no sólo en Cataluña, sino en Andalucía, la Mancha, Santander, Asturias y Galicia, algunas de ellas iniciadas en los años de guerra. También hubo en las montañas distintos grupos socialistas, especialmente en Asturias. La diferencia entre todos éstos y los guerrilleros comunistas reside en la honestidad de reconocer lo que representaban y no abultar la importancia de su labor por mera bravuconería propagandística, cual se hizo en cierta ocasión a propósito de una pretendida agrupación del Noroeste, pues se habló de la reunión de varios centenares de guerrilleros en la frontera galaico-portuguesa, y en realidad se trataba de media docena de camaradas citados en un cuarto de Toulouse no muy lejos de la plaza del Capitole (7).

Carrillo parece ser muy dado a este tipo de manipulaciones, aunque, para justificarse, nos revele aquí que él mismo quiso

(7) En Francia, como en España, hubo un número considerable de libertarios en los «maquis», unos en contacto con la organización clandestina y otros aislados; de éstos, por cierto, intentó servirse el P.C. a través de una llamada Agrupación Cenetista de Unión Nacional, de la que se separaron al darse cuenta de la maniobra. También pretende ignorar Carrillo que un batallón confederal, el «Libertad», participó, con los vascos, en la liquidación de los nazis de la Punta de Grève, y en fin, entre los de Leclerc y tantos otros, ¿acaso menos libertarios que comunistas? ¡Ni hablar!

hacer en 1944, hallándose en Africa del Norte, su experiencia guerrillera. Informó al efecto a Moscú: «*Nous nous préparons à debarquer à Malaga.*» Como de costumbre, se quedó con las ganas de mostrar sus altas cualidades de combatiente, pues la Dirección apareció como ángel de la guarda y le conminó: «*Rien à faire. Interdit.*» (p. 95).

Pues bien, la brillante guerrilla de Levante se encontró en el 50 en una situación muy fea; cada día se la hostigaba y hubo que retirarla... hacia Francia. Carrillo, tan inspirado en el relato guerrillero como lo fue años atrás Jesús Izcaray, nos cuenta que tuvieron que desplazar poblados y hacer concentraciones, añadiendo:

Pour les évacuer, nous avons organisé des passages par petits groupes en marchant la nuit, en se reposant le jour, jusqu'en France, où nous les avons dispersés... Nous avons eu seulement deux arrestations de camarades qui avaient pris le train.

En suma, un éxito comparable, en pequeño, al de la famosa marcha de Mao. Pero en esto, como en otras cosas, la impresión de Líster no concuerda con la de Carrillo, pues en su libro «¡Basta!», publicado hace unos años sin referencia editorial, acusa al camarada de haber hecho «*especulación política de las guerrillas para escalar puestos políticos*», y que al decidirse el abandono de ese tipo de lucha, no en el 50 sino en el 48, no se tomaron «*las medidas pertinentes para salvar de la represión a los guerrilleros y personas que podían ser perseguidas por colaborar con ellos*». Vivir para ver.

OPORTUNISMO SINDICALERO

No se queda corto tampoco el secretario general al apuntarse los éxitos de la lucha obrera bajo el franquismo, pues hasta la huelga general de Barcelona, en marzo de 1951, nos la presenta como obra suya (8). Cierto es que, en la época, los

(8) Sorprende, sin embargo, que no haga Carrillo referencia a huelgas anteriores, pues las hubo, aunque no tan amplias, que tuvieron gran repercusión, concretamente una, la del 1.º de mayo en Vizcaya el año 47. El silencio puede obedecer a que, entonces, el cálculo sindical de los comunistas giraba en torno a la U.G.T., siglas que les permitieron explotar abundantemente la solidaridad de las centrales afiliadas a la F.S.M. La huelga mencionada les proporcionó unos cuantos millones, de los cuales las organizaciones promotoras, que habían creado, con el Consejo de la Resistencia Vasca, un fondo común, no vieron un céntimo. Por esa y otras razones el P.C. fue eliminado del Gobierno Vasco.

comunistas quisieron ya aparecer como organizadores de ese movimiento, aunque, al igual que a los demás sectores, les cogiera de sorpresa la extensión alcanzada. Lo nuevo, en la evocación carrillista, es la importancia que concede a la penetración del Partido en el aparato sindical vertical. La primera versión —que el embaucador cree tenemos olvidada— no carecía de gracia: se atribuía el mérito a un activista de menor categoría, llamado López Raimundo, que, procedente de México, se hallaba entonces detenido en Barcelona. De su celda, se decía, salió la consigna y, como el ambiente estaba preparado por la agitación promovida por los estudiantes con el boicot de los tranvías, decenas de miles de obreros abandonaron inmediatamente el trabajo. La capitalización del acierto (¿?) de López Raimundo tenía como objeto rodearle de cierta aureola para que, como secretario obediente del nuevo P.S.U.C., se pudiera relanzar en Cataluña la sucursal del Partido Comunista (9). Ahora, sin embargo, Carrillo deja de lado la iniciativa de López Raimundo y nos saca a relucir los triunfos obtenidos en las elecciones verticales:

> «Nous progressions partout dans les centres industriels, gagnant parfois des directions à l'échelle locale et provinciale» (p. 113).

Como esto se sitúa en los primeros años 50, parece un poco chocante, y lo es respecto a las proporciones del éxito, pero no en cuanto al oportunismo de la participación. El Partido, cambiando de veleta, había abandonado —por mandato de Moscú, concretamente de Stalin— «su» U.G.T. e iniciaba un nuevo modo de implantación: la Central Nacionalsindicalista. Así, trampeando, pasaron unos años hasta que, de pronto, surgió en Asturias una forma original de reivindicación: las Comisiones Obreras. Estas comisiones, imitadas en otros lugares, abrieron los ojos a los jefezuelos moscovitas, los cuales, sin tener en su gestación participación alguna, se apresuraron a montar una Coordinadora Nacional distribuidora de consignas. Nuevo timo, que respaldado por una eficaz Delegación Exterior, había de servir al Partido para explotar nuevamente en su propio beneficio la solidaridad internacional.

---

(9) Hablamos del nuevo P.S.U.C. porque se había producido poco antes la liquidación del secretariado representado por Comorera, quedando éste y sus adictos excomulgados por no prestarse al juego de la dirección «españolista». A Comorera, antes alabado jefe, se le intentó asesinar al pasar a Cataluña por Andorra, y, como consiguiera librarse de la coartada y llegar más tarde a Barcelona, se le delató y murió en el penal de Burgos.

Nos hemos ocupado quizá con excesiva extensión de aquellos aspectos que en las conversaciones sostenidas por Gallo y Debray con Santiago Carrillo se alude a los anarquistas españoles, y no es cosa de seguir puntualizando las comodonas apreciaciones que se hacen a lo largo de esas páginas sobre diferentes hechos, entidades y personas, porque ello requiriría un espacio muy superior al de las posibilidades de esta revista. Vamos, pues, a abordar la conclusion sin entretenernos demasiado con las explicaciones pretendidamente teóricas de la parte dedicada a los «problemas del socialismo», que no son más que rodeos para justificar la política soviética, aun cuando se emitan de vez en cuando críticas de la depuración postleninista, la «incondicionalidad» respecto al P.C.U.S. (partido ruso), la ocupación de Checoslovaquia y cosas por el estilo, todo ello inteligentemente hilvanado para dar la impresión de que, sin ruptura, cada partido comunista puede desarrollar una labor independiente adecuada a las condiciones que la lucha de clases presente en el marco nacional.

Coincidiendo con el P.C. italiano, el español representado por Carrillo se ha distinguido después de lo de Praga por su actitud equilibrista, o sea guardando las distancias en los conflictos suscitados por la hegemonía soviética con algunos países del llamado mundo socialista, especialmente China y Rumania. Es lógica esta táctica desde el momento en que se trata de probar la validez de un tipo de relación policentrista que garantice la autonomía de cada partido. Sin embargo, esto, que parece verosímil en el caso de los partidos instalados en el Poder, como ocurre con el rumano, no puede servir de prueba concluyente, pues cuando se trató de socorrer a Dubcek, el camarada Ceasescu quedó, por si las moscas, cruzado de brazos. Cabe, por consiguiente, decir que los partidos de países capitalistas, aun sin correr los mismos riesgos, tienen menos libertad de movimiento, pues ninguno de ellos, por importantes que parezcan, está en condiciones de avanzar, ni siquiera se lo propone, hacia la conquista del Poder sin el concurso del Kremlin.

Carrillo, por ejemplo, asegura que, una vez disuelto el Comintern, el P.C. español no fue nunca a pedir consejo a Moscú antes de tomar una decisión cualquiera. Haría falta saber qué tipo de decisiones políticas pudo tomar este partido sin el permiso superior, porque si no tomó ninguna huelga la referencia.

Lo cierto es que cada vez que les convocaba la dirección suprema, los dirigentes del P.C. español iban —Carrillo mismo lo consigna al referir sus encuentros con Stalin— de prisa y corriendo. Además, después del Comintern se creó el Cominform, que más o menos vino a ser lo mismo, y hasta que Moscú no hizo las paces con Belgrado, el único cambio que pudo advertirse en el P.C. español fue el de aplicar testarudamente a la «camarilla titista» un repertorio de epítetos semejante al que antes aplicaba a la «pandilla trotsquista».

Ni siquiera cuando la U.R.S.S. favoreció la rehabilitación diplomática de la España franquista en la O.N.U., negociando su ingreso para que al mismo tiempo fuera admitida Mongolia, el P.C. español manifestó discrepancia alguna. Se puede añadir que, admitido Franco en el concierto de las Naciones Unidas, el P.C. español arrinconó rápidamente sus gastadas consignas de boicot internacional y puso en cabeza de sus reivindicaciones el reconocimiento de la U.R.S.S. De ahí arranca el gran viraje de la dirección española hacia la llamada «reconciliación» nacional, idea que no siendo en el fondo muy leninista se justificaba fácilmente ante los camaradas por la práctica estalinista de los años de guerra mundial. No hay, pues, originalidad que valga en la proposición del Pacto por la Libertad —adoptada recientemente por la Junta Democrática Española—, aunque, por oportunismo, Carrillo alinee de vez en cuando algunas reticencias sobre las relaciones económicas de los países del Este con la España de Franco y quiera aparecer como el descubridor —cada país tiene el suyo— de una nueva «vía» hacia el socialismo.

En definitiva, si algo podía sorprender al airearse la discrepancia de la sucursal moscovita española después de lo de Praga, era la aparente protección del P.C.U.S. a la tendencia Líster, pues si bien ésta protestaba de mayor fidelidad a la línea soviética, en realidad —dejando aparte los inconvenientes de la «normalización» checa— concordaba mejor con el «revisionismo» la fracción carrillista. Quiere esto decir que el P.C.U.S. venía jugando con dos barajas, y al comprobar que las propagandas de Líster, en vez de ganar terreno lo que hacían era aumentar la confusión entre los viejos adictos, ha preferido conceder su respaldo al elemento mejor instalado, que, aun sin mayor autoridad, todo el mundo reconoce que es Carrillo. Por esta simple razón el lanzamiento de la Junta Democrática ha coincidido con el abandono de Líster. Mañana podrá conocer la misma suerte el actual triunfador, pero, entre tanto, es su figura

la que conviene destacar y a ello contribuye precisamente el libro comentado, monumento de hipocresía que acaso puede impresionar a las pobres gentes ignorantes de su pasado, pero que merece —como hemos señalado antes— no sólo nuestra más decidida oposición sino la de todos los antifascistas españoles.

Résumé

*La dernière opération en date du Parti Communiste Espagnol porte le nom de « Junte Démocratique », laquelle regroupe, autour du P.C.E., quelques éléments « démocratiques » de l'*Opus Dei *et d'imprécises organisations socialisantes ou libéralisantes. Cette construction bénéficie d'une considérable publicité orchestrée, encore que ses résultats soient plus sonores à l'extérieur que dans la péninsule elle-même.*

Pour que cette nouvelle manœuvre — qui tend en fait à présenter le P.C.E. comme un possible garant de la paix sociale pour la période post-franquiste — puisse apparaître comme l'aboutissement logique de la politique du Parti, Santiago Carrillo, secrétaire général, s'est fait interviewer par deux historiens — ou se présentant comme tels — : Régis Debray et Max Gallo. Dans le livre qui publie ses réponses, les passés lointains, proches ou d'hier sont l'objet de remaniements, corrections et omissions tellement nombreux qu'ils s'en trouvent complètement falsifiés.

L'auteur relève systématiquement les plus grossières contre-vérités : celles qui ont trait aux rapports entre les anarchistes espagnols et la Révolution russe, aux événements de mai 1937, aux réalisations collectivistes, aux guerrillas de l'intérieur, aux fanfaronnades staliniennes, à la constante présence de la résistance libertaire. Pour conclure — preuves à l'appui — que Santiago Carrillo est, aujourd'hui comme hier, et malgré l'évolution de son vocabulaire, un fidèle serviteur de la politique extérieure de l'Union Soviétique.

Riassunto

*L'ultima operazione in ordine di tempo del Partito Comunista Spagnolo porta il nome di « Giunta Democratica », che raggruppa, attorno al P.C.E., qualche elemento « democratico » dell'*Opus Dei *e vaghe organizzazioni socialisteggianti o liberaleggianti. Questa costruzione gode di una considerazione pubblica ben orchestrata, anche se i risultati sono più evidenti all'estero che nella penisola iberica.*

Perchè questa nuova manovra — che di fatto tende a presentare il P.C.E. come un possibile garante della pace sociale per il post-franchismo — possa apparire come la continuazione logica della politica del Partito, Santiago Carrillo, segretario generale, s'è fatto intervistare da due storici (o sedicenti tali) : Régis Debray e Max Gallo. Nel libro che riporta le risposte di Carrillo, il passato remoto ed il passato prossimo sono oggetto di rimaneggiamenti, correzioni ed omissioni talmente numerose da rimanere completamente falsificati.

L'autore rileva sistematicamente le più grossolane controverità di Carrillo : quelle che riguardano i rapporti tra anarchici spagnoli e rivoluzione russa, i fatti del maggio 37, le collettività, la guerriglia, le fanfaronate staliniane, la costante presenza della resistenza libertaria. Per concludere — prove alla mano — che Santiago Carrillo è, oggi come ieri e malgrado l'evoluzione del suo vocabolario, un servo fedele della politica estera dell'Unione Sovietica.

Summary

The latter deal of the Spanish Communist Party is called « Democratic Junta ». It gets together some democratic members of the Opus Dei and vague pseudo-socialist or liberal organizations round the Spanish Communist Party. This product profits by an extensive organized propaganda the effects of which however make more ado outside than in the peninsula itself.

In order that this new manœuvre — which in fact tends to present the Spanish Communist Party as a possible guarantee for social peace in the post-Franco period — may appear as the logical outcome of the Party policy, Santiago Carrillo, the First Secretary, had himself interviewed by two historians or so-called ones : Regis Debray and Max Gallo. In the book where his answers are published, the past, be it far off, near or close, undergoes so many modifications, corrections and omissions that it is completely falsified.

The author systematically points out the most glaring untruths : those referring to the relations between the Spanish anarchists and the Russian Revolution, to the May 1937 events, to the collectivist work, to the inland guerilla warfare, to stalinian boasting and to the constant presence of the libertarian resistance. Then he comes to the conclusion supported by proofs that today as yesterday and in spite of the evolution of his vocabulary Santiago Carrillo is a faithful servant of the foreign policy of the Soviet Union.

POUR OUVRIR UN DEBAT * :

La récupération de mai 68

A PEINE la question posée et même si c'est pour ouvrir un débat — comme le désire cette revue —, il faut tout de suite la nuancer. Car, en effet, que veut dire « récupération » et pourquoi précisément Mai 68 ? Certes bon nombre d'étudiants qui contestaient globalement et radicalement l'Université et la Société sont maintenant maîtres-assistants en sociologie ou ingénieurs en prospective économique, bon nombre de travailleurs qui avaient manifesté le rejet catégorique de leur condition et critiqué le rôle des syndicats, sont retournés dans leurs boîtes et se sont même, parfois, syndiqués. Ainsi de suite.

Mais est-ce une spécificité de Mai 68 ? En fin de comptes, tous les mouvements révolutionnaires, du XIXe siècle à nos jours ont été soit recupérés, soit écrasés. La Commune de Paris, Cronstadt, la Catalogne, la Commune de Budapest, etc... ont bien été écrasés par les armes. Je ne rêve pas. C'est un fait. Et tous les autres mouvements, toutes les autres grandes grèves, qu'il s'agisse des comités d'usine de Turin, des grèves avec occupation d'usines de 36, etc. ont bien été « récupérés ». Non ?

Et je ne parle même pas des échecs les plus graves pour les idées de liberté et de socialisme, c'est-à-dire les fausses victoires qui d'Octobre 1917 mènent au stalinisme, puis à la dictature bureaucratique, policière, imbécile, de Breshnev et consorts ; ou qui de la Longue Marche mène aux épurations suc-

*** Le thème initial de l'analyse proposée est le suivant : considérant que Mai 1968, en France, a signifié un refus total de la société par une fraction importante de la jeunesse, en majorité étudiante, comment entendre le phénomène de récupération — partiel ou général — de ce mouvement par les partis, les syndicats, les institutions, l'ensemble sociétaire ? Quelles sont les limites du récupérable ? Quelles sont les limites des mouvements spontanés ? Le cas français est-il semblable à ceux des Etats-Unis, du Japon, de l'Allemagne ?**

cessives, à la dictature hystérique d'un Mao. Plus graves, oui, car nombreux sont encore ceux qui n'ont pas une claire conscience de la nature de ces dictatures et que celles-ci bénéficient, donc, outre leurs puissantes armées et leurs polices omniprésentes, d'un écran de mensonges acceptés.

On oublie trop souvent que des droits que l'on considère aujourd'hui « normaux » et que même on méprise un peu — droits de grève, droits syndicaux, droits sociaux, vote des femmes, des jeunes, etc., la liste est bien longue — sont le résultat de longues et dures luttes ouvrières et des forces de « gauche ». Ces droits acquis ou conquis, la société capitaliste les a parfaitement récupérés, intégrés, digérés. Mais ce faisant elle a changé. Elle a évolué. C'est là d'ailleurs une de ses forces, car il est bien connu qu'une société qui n'évolue pas est en danger de mort.

Pourquoi en serait-il autrement avec Mai 68 ? Du moins avec ce qui en Mai 68 était, jusqu'à un certain point « récupérable ». Par exemple, la relative libéralisation de la pilule, de l'avortement, etc.

Ce qu'il faut donc « interroger », c'est la notion même de révolution en 1975 ; ce qu'il faut analyser, c'est le monde d'aujourd'hui qui n'est plus tout à fait, c'est le moins qu'on puisse dire, celui de Bakounine, ou de Marx. Ce qu'il faut tenter de voir ce sont les conséquences de cette évolution, et comment, par exemple, des formes d'action et des types d'organisation qui se disent et parfois se veulent contre le système, participent en fait à celui-ci et en constituent des rouages spécifiques, qui intègrent les opposants, les faisant participer à sa survie.

Et pourquoi ne pas commencer cette « interrogation » par Mai 68, entre autres ? Car le mouvement de Mai, constitue, à mon avis, une crise spécifiquement contemporaine, moderne. Cela ne veut pas forcément dire, bien entendu, qu'il nous fournit le trousseau de clefs en or ouvrant les portes de la Révolution, si obstinement fermées jusqu'ici.

C. S. M.

Les révolutions mortes et les autres

par Carlos Semprun-Maura

L'EXPLOSION révolutionnaire de mai 1968 contre l'ordre établi, le pouvoir capitaliste hiérarchisé, les institutions politiques, sociales et culturelles ; contre toutes les formes de la répression, économiques, politiques, sociales, familiales, sexuelles, etc., confondues dans le même refus, avait ceci de singulier et d'important qu'elle *concernait chaque individu en tant que tel* et ne pouvait donc être circonscrite au sein d'une catégorie sociale particulière. Tous ceux qui dans nos sociétés répressives se heurtent à chaque seconde de leur vie quotidienne à la hiérarchie sociale, se sentaient directement concernés par cette révolte. Les étudiants se révoltaient contre l'institution universitaire, les mandarins et les maîtres à penser et leur enseignement merdique ; les ouvriers se révoltaient contre l'exploitation patronale et leur statut de robots exécutant éternellement les mêmes gestes, les citoyens se révoltaient contre l'Etat et ses polices, les femmes contre la dictature des mâles s'ajoutant à toutes les autres, les jeunes contre tout cela et en outre contre la famille. Ainsi de suite. Mais chacun en luttant contre la hiérarchie répressive qui le touchait de plus près luttait en même temps pour la destruction de toute hiérarchie.

Et c'est pourquoi le mouvement de mai constitue le type même de la crise révolutionnaire dans le monde moderne. Et c'est pourquoi presque personne n'a compris ce qui se passait. Trop neuf. Impossible, par ailleurs, de réduire cette explosion en une formule, un schéma, dans lequel tous pourraient se reconnaître, car Mai parle à la première personne du singulier. Et ce n'est pas un de ses moindres mérites que le langage de mai, le langage commun, libertaire, antihiérarchique, soit fait d'une multitude de voix individuelles parlant en leur nom propre.

Sauf la langue de bois des appareils, parlant le langage des morts. Le fameux « poids des morts sur les cerveaux des vivants », une fois de plus vérifié. Pourtant, si la plupart des

membres des organisations syndicales et politiques n'ont strictement rien compris au mouvement de mai, y cherchant désespérément la répétition d'évènements antérieurs ou lointains — aussi variés qu'Octobre 17 ou le Front Populaire de 36 —, sans voir ce qu'il y avait de radicalement *neuf*, les appareils ont, pour leur part, compris que ce mouvement était aussi dirigé contre eux et ont agi en conséquence. Jamais l'alliance objective et subjective des appareils politiques et syndicaux de gauche avec le pouvoir n'a été aussi évidente.

La grande presse, les sociologues, les politologues et les bureaucrates et apprentis bureaucrates des sectes gauchistes, ont proposé pendant et après « l'événement » des formules explicatoires qui nous font, aujourd'hui encore, mourir de rire ! On s'en souvient : Mai serait dû à l'influence de la « révolution culturelle » chinoise ; aux retombées de la campagne contre la guerre du Viet-Nam ; à une crise économique et politique — inventée pour les besoins de la cause — ; au profond conflit des générations. D'autres ont affirmé que si « cela » a commencé à l'Université, c'est parce que l'Université constitue le maillon le plus faible de la société capitaliste (sic !) et, enfin, mai 68 constitue la répétition générale de la révolution qui portera Alain Krivine et Pierre Franck au pouvoir ! ! !

Ensuite à l'heure du désenchantement et du bilan, le mouvement de mai, réduit à un mouvement *politique* dans son sens le plus étroit (ce qu'il n'a jamais été, mais que peuvent-ils voir d'autre ?), ne devenait pour certains, qu'une sorte d'avortement, puisqu'aussi bien il n'avait même pas réussi à changer le Gouvernement. Et puis, n'est-ce pas, on ne peut vraiment dire que mai fut un mouvement véritablement *ouvrier*, donc... Des histoires de gosses. Du pas sérieux. Ah, où sont donc nos bonnes vieilles luttes d'antan...

Avant de mesurer l'importance et le rôle du prolétariat dans le mouvement de mai, il faut d'abord s'entendre sur la notion même de *prolétariat.*

Je suis de ceux qui ne croient pas au rôle charismatique dévolu par Marx au prolétariat : classe porteuse de la révolution socialiste qui en se libérant libère/détruit toutes les classes — et elle-même en tant que prolétariat — afin d'établir la bonne société sans classes. Une des raisons de notre refus de cette thèse, c'est que cela ne s'est vérifié nulle part.

Les classes ne sont pas univoques, figées une fois pour toutes dans leur destin historique. La classe ouvrière est composée

— les marxistes l'oublient toujours — *d'individus.* Elle change, elle évolue, comme changent et évoluent les sociétés. Leur commun état d'exploités n'empêche nullement les ouvriers d'avoir des idées et des comportements différents. Il y a des ouvriers croyants et des ouvriers athées ; il y a des ouvriers qui ont suivi Hitler et Staline et des ouvriers qui les ont combattus ; il y a des ouvriers qui votent à droite et des ouvriers qui votent à gauche, et des ouvriers qui ne votent pas. Il y a des ouvriers revoltés et des ouvriers « domestiques », fiers de leurs 50 ans de « bons et loyaux services » dans la même boîte, etc. Pour les marxistes tout cela est secondaire car ce qui *unifie* le prolétariat, outre ce rôle historique de classe porteuse de notre avenir socialiste, rôle que l'expérience dément mais auquel ils continuent à *croire,* outre ce rôle, donc, et lié à lui, il y a le rôle du prolétariat dans la production, qui ferait de lui la classe appelée à devenir souveraine et à établir sa dictature. Et les divergences d'idées et de comportements ne sont pour eux que le reflet de l'influence de l'idéologie bourgeoise. Mais où finit l'idéologie bourgeoise en la matière ? Car quoi de plus bourgeois que les idées de nos marxistes sur la production, par exemple ?

Nul ne peut nier la situation commune à tous les ouvriers dans toutes les sociétés modernes — de l'Est rouge à l'Occident chrétien —, leur situation *d'exécutants exploités,* mais comment ne pas voir que les ouvriers réagissent souvent de manière radicalement différente et même opposée, à cette situation ?

D'ailleurs le temps passant, les choses changeant, Lénine remplaçant Marx au Panthéon, la thèse sur le destin historique unifié du prolétariat va elle aussi évoluer. Les marxistes qui niaient aux ouvriers leur qualité d'individus, qui ne les concevaient qu'en tant que classe monolithique, sans désirs différenciés ni contradictions internes, sans autre conscience que la « conscience de classe » et bien sûr, sans inconscient, vont finir par nier, en fait, le prolétariat en tant qu'entité autonome et révolutionnaire. La dialectique marxiste n'est pas à une contradiction près. Oui, pour ces messieurs, *la classe n'est rien, sans son parti.*

On connait, bien sûr, l'opinion de Lénine, toujours article de foi, selon laquelle la classe ouvrière seule — ou laissée à elle-même — ne peut dépasser le « trade-unionisme », c'est-à-dire la lutte syndicale pour des revendications salariales et autres, mais est incapable d'être « révolutionnaire », c'est-à-dire de lutter pour la conquête du pouvoir. De là, comment

donc, la nécessité du parti d'avant-garde qui conduit — et en fait se substitue à — la classe.

On peut aisément imaginer que l'opportunisme uni au dogmatisme de Lénine et consorts a fait surgir cette thèse audacieuse — ainsi d'ailleurs que celle qui soutient que l'idéologie révolutionnaire doit être introduite au sein du prolétariat *du dehors*, grâce à on ne sait quel clystère fortement tenu par les blanches mains des dirigeants du parti —, devant les difficultés qui se sont présentées à eux dans leurs tentatives d'encadrement et de direction de la classe ouvrière. Le prolétariat s'étant révélé une mauvaise pâte à modeler, il fallait se substituer à lui, faire du parti le représentant historique de la classe, le seul en qui toutes les « vertus potentielles » de la classe pouvaient s'exprimer, le propriétaire de la révolution, le chef historique du prolétariat. De là, avec la victoire du « socialisme » dans de nombreux pays, il n'y avait qu'un pas à franchir, allègrement franchi partout, pour que la thèse sur la dictature du prolétariat de Marx, devienne la réalité de la dictature du parti sur le prolétariat de Lénine, Staline, Mao et autres Rakosi.

Par ailleurs, il est également important de noter une évolution sensible tant du prolétariat (les travailleurs salariés de l'industrie, des transports, des services, les ouvriers agricoles, etc.) que du mouvement ouvrier (partis, syndicats, Maisons du Peuple, associations diverses, etc.). S'il est impossible de confondre l'un et l'autre, il est tout aussi impossible de nier l'évolution de l'un et de l'autre. Le prolétariat du XIXe siècle, formé, en gros, de paysans fuyant la misère de la terre et d'artisans ruinés, parqué dans des manufactures-prisons, subissant la misère et l'exploitation parfois à partir de huit ou dix ans d'âge, sans aucun droit, vivait dans une sorte de ghetto misérable et un abîme le séparait du reste de la société. Aujourd'hui, une bonne partie de la classe ouvrière des pays industriels modernes s'est intégrée aux valeurs et aux tabous des sociétés dites de consommation et forment, trop souvent, les noyaux les plus conservateurs de la majorité silencieuse. Quant aux partis et aux syndicats, ils sont devenus, au fil des années, des luttes et de l'évolution des sociétés modernes, des instruments d'intégration des travailleurs à ces sociétés.

Je ne donnerai qu'un exemple, directement lié à Mai 68 : *la grève*. Au XIX[e] siècle, la grève était considérée par la bourgeoisie comme le scandale des scandales. Si on admettait que les ouvriers cessent le travail (ce sacrement !), on admettait

le pire : l'anarchie, l'édifice social s'écroulerait. On envoyait donc l'armée contre les grévistes. Les cimetières en sont pleins.

Aujourd'hui la plupart des patrons continuent à considérer la grève comme une insulte personnelle, autant sinon plus qu'un manque à gagner. Mais il ne faut pas faire attention à leurs états d'âme. En fait, la société capitaliste tolère les grèves et a même su en tirer bénéfice à la longue. Elle tire bénéfice de tout, pratiquement.

Toute personne douée d'une intelligence moyenne reconnait aujourd'hui que le mouvement ouvrier (aussi bien les travailleurs que « leurs » organisations), avec ses luttes, ses grèves notamment, ses revendications salariales et sociales, a été l'un des plus formidables leviers de la modernisation du capitalisme et l'agent privilégié des révolutions techniques. Certes, les luttes ouvrières n'avaient pas cet objectif, les secteurs les plus révolutionnaires du prolétariat voulaient *changer la vie* (comme on dit aujourd'hui, mais en faisant allusion à un changement de gouvernement, étrange idée de la vie que ces messieurs se font). On sait qu'on n'y est pas parvenu. Par contre les travailleurs ont arraché, pas à pas, lutte après lutte, des conditions et horaires de travail moins écrasants et des moins bas salaires. Marx et les capitalistes pensaient que les augmentations des salaires étaient impossibles ; en les obtenant par la lutte les ouvriers ont fini par faire comprendre aux capitalistes qu'ils avaient interêt à avoir une politique de «hauts» salaires, permettant à la masse des salariés de devenir une masse de consommateurs, augmentant ainsi considérablement le marché intérieur et la vente d'objets de plus en plus sophistiqués, et partant leurs bénéfices. De même les horaires de travail réduits, par rapport au passé, ont obligé les industriels à accroître la productivité et donc à rationaliser et à moderniser leurs entreprises. Bien sûr, une telle politique subit les aléas de la conjoncture, comme on dit, mais c'est bien la tendance générale du capitalisme moderne.

Dans cette nouvelle optique capitaliste, les syndicats sont appelés à jouer un rôle primordial de collaboration avec le patronat. Hier interdits, clandestins, pourchassés, réprimés, les voilà devenus aujourd'hui des *partenaires sociaux*. Cette collaboration, pour être efficace, pour que les syndicats soient crédibles aux yeux des syndiqués — sinon ils ne sont rien —, doit prendre parfois l'aspect d'un affrontement et d'autres fois celui de la négociation.

Bien sûr, les choses sont souvent complexes en cette matière, comme dans les autres, et le rôle régulateur des syndicats ne se vérifie véritablement qu'en tant que tendance générale, et pas nécessairement au coup par coup. Il y a d'une part, les grèves sauvages, qui cassent momentanément la collaboration syndicats-patronat ; d'autre part les tentatives patronales et de certains syndicats, de *planifier* une ou deux années à l'avance le mécontentement ouvrier, fixant le taux des augmentations salariales et autres avantages afin de supprimer ou de réduire au minimum les grèves. Mais ces sortes de planification du mécontentement échouent bien souvent et c'est aux bonnes vieilles grèves salariales *gérées* par les syndicats qu'il est donné de jouer le rôle régulateur, en forçant les ouvriers à ne pas exiger trop et aux capitalistes à plus de concessions qu'ils ne voulaient faire et donc à plus d'invention pour rattraper ces concessions. Les petits industriels ne pouvant le plus souvent suivre ce processus se voient écrasés et les luttes ouvrières contribuent ainsi, à leur manière, à la concentration capitaliste.

Si ces luttes ont eu comme résultat d'intégrer partis et syndicats ouvriers à la société capitaliste dans un partage de rôles et de responsabilités qui renforce en fait cette société, elles ont eu aussi comme résultat de modifier considérablement le capitalisme qui devient de plus en plus bureaucratique et où l'Etat, ancien « arbitre » (gendarme, plutôt), devient de plus en plus, comme chacun sait, partie prenante dans l'économie du pays, Etat-patron, Etat-entrepreneur, Etat-bureaucratie. Et, toujours, gendarme.

L'expérience a donné aux pays capitalistes modernes une grande habileté objective (c'est-à-dire n'obéissant pas nécessairement à un plan préétabli, ni étant toujours clairement perçue par les protagonistes eux-mêmes) pour se *nourrir* de ses contradictions et oppositions, pour admettre d'abord et résoudre — partiellement — ensuite, les conflits et les luttes sociales.

Les crises sociales — comme celle de mai 68 — sont la plupart du temps — et c'est là le rôle spécifique des partis ouvriers, outre leur collaboration avec les syndicats et même la direction de ceux-ci dans l'intégration des travailleurs à la société — detournées vers l'arène politique, recupérées par les partis et les syndicats et aboutissent trop souvent à des « nouvelles élections », à un changement de Gouvernement, etc. C'est-à-dire à la perpétuation du système, parfois avec des retouches, parfois même pas.

Si Mai 68 a abouti à des nouvelles élections, celles-ci, on s'en souvient peut-être, n'ont pas donné pour autant une nouvelle et différente majorité. Mais la question se pose ainsi : même si un autre gouvernement avait surgi de ces élections, qu'est-ce que cela aurait eu de commun avec le mouvement profond de mai, dont l'originalité première était précisement le refus de tout *gouvernement*, dans le pays comme dans les entreprises, les Universités, etc... Qu'est-ce que cela aurait changé à la situation d'exécutants-salariés des travailleurs, par exemple ?

La société dans les pays capitalistes modernes a plusieurs atouts dans son jeu et l'un des plus utilisés est précisément cette canalisation des révoltes et cette « solution politique » aux crises révolutionnaires, qui, tout en modifiant certaines structures économiques, sociales ou politiques vieillies, conservent l'essentiel, c'est-à-dire la hiérarchie sociale répressive.

Bien sûr, tous les Gouvernements ne sont pas identiques (il serait ridicule de nier les différences qu'il y a entre le gouvernement franquiste, par exemple, et d'autres gouvernements européens), mais les questions brutalement posées par le mouvement de mai ne pouvaient avoir des réponses « politiques », car ce mouvement était aussi *anti-politique*.

Si, donc, nous ne voyons pas le prolétariat avec les yeux illuminés de Marx, comme un « tout » historiquement prédestiné à faire un type bien précis de révolution — défini par lui — et si nous tenons compte de son évolution, qui, malgré la permanence de son exploitation, conduit certains secteurs de la classe ouvrière à l'identification avec le « modèle de civilisation » imposé par la bourgeoisie au pouvoir, l'*american* ou le *deutsche* ou le X *way of life ;* alors que d'autres secteurs semblent non seulement se radicaliser, mais aussi avoir une perception plus globale, plus critique, plus libertaire de leur action, nous ne pouvons en aucun cas nous étonner du comportement diversifié du prolétariat lors du mouvement de mai-juin '68. Oui, la crise révolutionnaire de mai 68 a été la plus importante de ces dernières années en Europe et le prolétariat, en tant que « avant-garde révolutionnaire » était *absent*. Les prolétaires, eux, étaient bien souvent présents. Cela prouve, tout bonnement, qu'il faut en finir, une fois pour toutes avec les idées du XIXe siècle sur cette question, comme sur d'autres et cela prouve également la modernité de mai 68.

Car c'est un fait que le prolétariat avait une spécificité

révolutionnaire *qu'il n'a plus*. S'il n'a jamais été ce monolithe prédestiné, le prolétariat paria exploité et sans droits, a la plupart du temps agi, dans les luttes sociales des débuts du capitalisme et jusqu'en 1936/1939 en Espagne, en tout cas, comme la forme principale, créatrice et audacieuse, des mouvements révolutionnaires.

Je parle du prolétariat. En ce qui concerne les organisations se disant ses représentants, elles ont, elles aussi, subi au long des ans une évolution les conduisant à la situation de bureaucraties répressives — rouages du système — qu'elles ont aujourd'hui.

C'est pour cela que le ridicule défilé d'Alain Krivine et consorts, menant, comme dans une procession vers on ne sait quel lieu saint, quelques milliers d'étudiants vers les grilles fermées d'une usine parisienne, afin de les mettre « au service des ouvriers » (aux cris de dérision « le service n'est pas compris ») ne démontrait pas seulement leur mythologie pseudo-bolchévique — dont pas un instant ils ne se sont pas départis —, mais dévoilait en outre leur esprit réactionnaire, car c'est au service de la bureaucratie « ouvrière », qu'ils ont essayé de mettre le mouvement étudiant.

Jean-Marc Coudray a donc parfaitement raison d'écrire : « Il est capital de le dire fortement et calmement : en Mai 68 en France le prolétariat industriel n'a pas été l'avant-garde révolutionnaire de la société, il en a été la lourde arrière-garde ». (« La Brèche », p. 116.)

Disons, en deux mots, que la bureaucratie « ouvrière » (P.C. et C.G.T. en tout premier lieu) qui voulait se tenir d'abord tout à fait en marge du désordre étudiant (qu'elle critiquait durement), dut ensuite faire un geste symbolique, avec la tentative d'enterrement de première classe de la manifestation du 13 Mai (1), pour se trouver tout de suite après complètement débordée par les déclenchements de grèves, un peu partout, non seulement *sans* mais souvent *contre* leur avis. Le mouvement

(1) Signalons, pour les lecteurs ne vivant pas en France, ou pour ceux qui avaient 10/12 ans en 68, que le 13 Mai, les partis et syndicats de gauche, appelèrent à une journée de grève et à une manifestation pour protester contre les « brutalités policières » au Quartier Latin, et pour d'autres revendications, dans le but évident de ne rien faire d'autre après cette « grande journée d'action » rituelle. Mais ils furent très largement debordés.

avait produit un tel impact dans l'opinion qu'il ne pouvait plus être circonscrit en milieu étudiant, comme c'était l'intérêt du pouvoir et de toutes les bureaucraties réunies. La révolte s'étendait dans tous le pays — et dans tous les milieux — comme une traînée de poudre. La bureaucratie dut se lancer à corps perdu dans la grève générale, pour en prendre le commandement, la canaliser, la freiner, l'étouffer. Inutile de se leurrer, en lignes générales la bureaucratie réussit son coup. Pour un secteur fort important de la classe ouvrière, le mouvement de mai-juin 68 ne fut donc qu'une grève générale comme d'autres, gérée et conduite par les bureaucraties, pour des revendications économiques, avec, vers la fin, des implications politiques étroites : nouvelles élections, nouvelle majorité, ainsi de suite. Et les gros titres de « L'Humanité » sur la « reprise victorieuse du travail » donnent la mesure de leur trouille et du rôle qu'elles ont joué. Mais, alors que toutes les hiérarchies, que tous les pouvoirs, que tous les savoirs, étaient partout contestés, si la bureaucratie « ouvrière » a pu jouer ce rôle de garant de l'ordre, c'est parce qu'un nombre important d'ouvriers a accepté de « rester à leur place », de ne pas dépasser les limites strictement économiques et négociables de leur action et la tutelle des partis et syndicats « ouvriers ». Comme dit Coudray, ils se sont contentés d'être la lourde arrière-garde.

Mais cette attitude n'a pas été la même partout ; la classe ouvrière ne s'est pas rangée unanimement derrière « ses » représentants bureaucrates. Et en milieu ouvrier, comme en milieu étudiant et, en fait, dans pratiquement tous les milieux de la base de la pyramide sociale, de manière plus ou moins explicite et plus ou moins violente, des revendications originales, des formes d'action nouvelles, des idées pratiquement inconnues jusqu'alors furent mises en avant et âprement défendues. Sur les barricades du Quartier Latin, dans les manifestations et bagarres, comme dans le réseau de comités d'action de toutes sortes qui surgirent partout, il y avait bien sûr des étudiants, mais aussi des ouvriers, des employés, des ménagères, des techniciens, des « loubars » (2), etc. Et la prophétie géniale de Max Stirner pouvait se vérifier quotidiennement : « Quoi que vous leur donniez, ils voudront toujours davantage, car ils ne veulent rien de moins que la suppression de tout don. »

(2) « Loubard » : terme argotique, signifiant « blouson noir » ou « voyou » mais dans un sens moins péjoratif.

Je suis quant à moi profondément convaincu que l'importance, l'actualité et l'originalité de Mai 68, tiennent justement dans cette absence d'une « avant-garde » sociologiquement définie, à qui toutes les autres couches sociales intéressées par le « changement » devraient remettre la direction de la lutte. Désormais, c'est clair, plus « d'avant-garde », plus de chefs historiques, plus de classe prédestinée. Chacun pour soi et tous pour tous. L'individu accède enfin à l'histoire.

Car, bien entendu, ce ne sont pas les étudiants qui vont devenir la nouvelle avant-garde historique. Les quelques hypothèses émises dans ce sens ont sombré d'elles-mêmes dans le ridicule. Ce n'est pas non plus la « nouvelle classe ouvrière », chère à Serge Mallet (3), qui a pris la place de l'ancienne. Il ne s'agit là que d'un déplacement mécanique de la théorie marxiste, qui voudrait que les prolétaires à col blanc (techniciens et cadres) prennent la place des prolétaires en bleu de chauffe.

C'est aussi, bien sûr, la reconnaissance d'un fait : la diminution dans les sociétés modernes du prolétariat industriel « classique » (après celle du prolétariat agricole) et l'accroissement du rôle et de l'importance du secteur tertiaire dans l'économie, allant de pair avec celle des techniciens dans les industries modernes. C'est vrai aussi que ces techniciens ont parfois un esprit plus novateur et plus révolté que certains secteurs fort conservateurs du prolétariat industriel. Mais placer entre leurs mains le sort de la « révolution mondiale » c'est retomber, avec encore moins d'arguments convainquants, dans le schéma marxiste, que l'expérience dément. Car s'il est vrai que certains groupes de techniciens et d'ouvriers hautement spécialisés ont joué un rôle de pointe dans la grève de mai-juin 1968, notamment en posant clairement le problème de l'autogestion (ils n'ont pas été les seuls), en d'autres lieux et autres moments de l'après-mai ce furent les ouvriers immigrés, ou les O.S., ou d'autres catégories de travailleurs, qui ont tour à tour joué un rôle de pointe.

Ce qui est important dans le mouvement de mai, c'est donc bien que toutes ou presque toutes les couches et groupes sociaux furent secoués. Dans les pays industriels modernes peu de choses peuvent être faites si une seule couche sociale est atteinte par la révolte.

(3) Serge Mallet, dirigeant du P.S.U., mort récemment dans un accident de voiture. Auteur de plusieurs ouvrages, dont « La Nouvelle Classe Ouvrière », où il théorise dans le sens très schématiquement indiqué ici.

Ce qui s'est passé en mai, et pour beaucoup ça a été la première fois de leur vie que cela leur arrivait, c'est que les hommes et les femmes, jeunes et moins jeunes, sont sortis de leurs « ghettos » sociaux, de leurs « isolateurs » où le Pouvoir nous place et nous maintient de force. La société est comme une immense chaîne de montage où chacun, sa vie durant, ferait le même geste dépourvu de sens, sans pouvoir parler à son voisin, ignorant en fait ce que les autres font dans les ateliers d'à côté, ni à quoi tout cela sert. Rompant les carcans, les barrières, les frontières sociales, culturelles, politiques, les gens de Paris, de Nantes et d'ailleurs se sont pendant quelques semaines *retrouvés ensemble* dans la rue, pour une sorte de fête libertaire, où la barrière arbitraire, répressive, entre vie quotidienne et activité politique avait elle aussi (ouf !) volé en éclats. Car c'est en mai, ne l'oublions pas, que s'est trouvé posée avec autant de force l'unité des désirs individuels et de la lutte commune contre l'autorité et l'exploitation.

Bien sûr, je ne fais ici que signaler ce qui me semble essentiel, neuf, *révolutionnaire,* dans le mouvement de mai et qui trop souvent hélas ! coexistait au sein même de ce mouvement avec le vieux monde. C'est ainsi qu'on a allumé des cierges à Staline et Mao, dans la cour de la Sorbonne, que le rituel religieux des organisations bureaucratiques (grandes ou petites) n'a pas complètement disparu. Ce rituel qui veut, entre autres, qu'on défile avec les portraits des saints pour demander la Paix au Vietnam, comme d'autres en d'autres lieux organisent des processions pour demander à la Sainte Vierge qu'il pleuve. C'est ainsi qu'on a pu assister à une querelle aussi odieuse que ridicule entre appareils de différentes marques marxistes-léninistes, pour « le contrôle du mouvement », querelle se traduisant bien sûr, par le renforcement continu des « services d'ordre » et de la discipline militante. C'est ainsi que Messieurs les publicitaires dont certains avaient formé un « comité d'action » se sont réunis pour discuter gravement du « rôle de la publicité dans l'Etat socialiste » (sic !) (4). C'est ainsi, aussi, que les cinéastes

(4) Tract du Comité d'Action des publicitaires. Ronéoté. Sans date.

et les gens de théâtre se sont réunis entre eux pour parler de la *profession*. Ainsi de suite.

A un moment — certes trop bref — où l'on pouvait sortir de sa misère particulière, de son ghetto, de son boulot, etc., pour se fondre dans la foule, tout en restant soi-même et participer au soulèvement, certains ont préféré s'enfermer dans leurs *boutiques*, comme avant, comme après, comme toujours. Ils ont ainsi prouvé non seulement qu'ils n'avaient rien compris à ce qui se passait, mais qu'ils en avaient peur.

LE MOUVEMENT de mai a, d'autre part, dévoilé avec une force inconnue jusqu'alors le contenu réactionnaire des idéologies « révolutionnaires ». On peut résumer le projet révolutionnaire marxiste-léniniste (mais cette idéologie déborde le marxisme-léninisme proprement dit), par la tentative de rassembler les corps-francs des révolutionnaires professionnels en une armée disciplinée pourvue de chefs, de drapeaux et d'une mystique, qui se lance (j'oubliais presque : au nom de la classe ouvrière, bien sûr, et représentant ses intérêts « historiques ») à l'assaut du pouvoir bourgeois, pour l'abattre et établir... quoi ? Fermons les livres sacrés et nommons les choses par leur nom : une dictature bureaucratique et policière comme celles qui existent en URSS, en Chine et ailleurs.

Déjà quand cette expérience n'était pas faite — et ce depuis bientôt 60 ans ! — il était profondément réactionnaire de demander aux militants de se *sacrifier* pour permettre l'accouchement de la société future, la bonne, sans injustices, ni contradictions. Mais quand on voit ce que sont ces « sociétés futures », c'est proprement aberrant !

Si l'on va au-delà des apparences et de la pesanteur mensongère des mots (socialisme, révolution, avant-garde), on est bien forcé de constater — encore que nombreux soient ceux qui s'y refusent car cela ébranlerait leur foi — que le mouvement marxiste-léniniste a calqué son appareil de références et de mythes, son système de valeurs sur ceux des classes dominantes, avec les variantes et parfois les contradictions qui en font partie. L'esprit bourgeois de la rentabilité et de la productivité, comme l'esprit religieux, avec ses notions de sacrifice, sa morale, son rituel, ses saints et ses martyrs, et l'esprit militaire avec sa hiérarchie, sa discipline, ses chefs, sa mystique guerrière. Ils n'ont laissé de côté — est-ce vraiment un hasard ? — que l'esprit de jouissance qui est une caractéristique, controversée, mais néanmoins réelle, d'une bonne partie de la bourgeoisie.

L'esprit bourgeois : Un parti efficace se gère comme une entreprise, avec ses investissements et sa rentabilité. Aucune action n'a de valeur en soi, elle n'est qu'un investissement qui doit être rentable, c'est-à-dire rapporter des bénéfices de toutes sortes au parti. Le parti gère les luttes, il est le propriétaire historique de la révolution. La fin justifie les moyens n'est pas une invention de Lénine. Par ailleurs, quelle est la critique essentielle que les partis léninistes font à la bourgeoisie, sinon celle de mal gérer l'économie, d'être incapables d'augmenter la production, etc. ? Ils se présentent ainsi comme les managers et entrepreneurs de rechange. Les idéologues marxistes-léninistes comme les idéologues bourgeois ont sacralisé le Travail.

L'esprit religieux : Est-ce que le stalinisme n'a pas été un phénomène religieux ? Est-ce que le maoïsme n'en est pas un, encore de nos jours ? Est-ce que le charisme des chefs, l'inconditionnalité, le dogmatisme, la foi aveugle dans les textes sacrés, ne constituent pas une forme spécifique de religiosité, avec son rituel lui aussi inspiré des églises, manifestations-processions, meetings-messes, culte des héros-saints et des martyrs ? N'est-ce pas l'inénarrable Regis Debray qui a dit que le Che Guevara était un nouveau Christ ? Et d'ailleurs ne vend-on pas les saintes images du Che — entre autres — dans les innombrables saint-sulpices prolétariens ? Car le commerce fait partout bon ménage avec la foi. Nous vivons dans des sociétés marchandes.

L'esprit militaire : Suivant les époques et les lieux, cette caractéristique prend le pas sur les autres — et vice-versa — mais c'est sans doute le bolchévisme qui incarne le mieux l'esprit militaire. Lénine voulait faire du parti une véritable armée, avec son état-major, décidant souverainement de tout, imposant sa stratégie aux troupes, qui n'avaient qu'à obéir sans discussion. La discipline est la force principale de ce type d'organisation militarisée. Bien sûr, cela n'a été obtenu nulle part sans résistance, mais justement, pour briser ces résistances, on a utilisé et on utilise le corollaire de l'esprit militaire : la répression. Mais l'esprit policier — et sa pratique — dans les partis marxistes-léninistes sont tellement connus qu'il n'y a pas lieu d'insister.

Le caractère réactionnaire des idéologies « révolutionnaires » se dévoile et se vérifie avec éclat, lorsque ces partis ont conquis le pouvoir. C'est alors, bien sûr, qu'ils donnent la pleine mesure de leur esprit et de leur pratique réactionnaires.

Le marxisme a ainsi accouché les monstres que l'on sait. Certes, on dit parfois que les dictatures bureaucratiques ont « trahi » Marx. Mais c'est là une attitude idéaliste séparant une théorie de sa pratique. Réduisant cette théorie à une simple référence idéologique, à un recours quasi religieux. L'analyse du marxisme est indissoluble de son aboutissement : les dictatures bureaucratiques au pouvoir dans une grande partie du monde. Bien sûr qu'il a eu distorsions, toute théorie mise en pratique subit un choc, un changement. Même si les idées libertaires ne constituent pas un *corpus doctrinal clos,* comme le marxisme, il serait parfaitement ridicule, si pour en analyser le rôle hier et aujourd'hui, nous nous contentions d'exégèses sur l'oeuvre de Bakounine ou de Kropotkine, sans analyser aussi — ou plutôt surtout — les expériences concrètes où on a tenté de mettre en pratique ces idées, que ce soit en Russie en 1917 ou en Espagne en 1936/37.

Ou, pourquoi pas, en Mai 68. Car le chant profond de mai 68 était à l'évidence libertaire (anti-autoritaire, anti-hiérarchique), mais il l'était de façon neuve. On est bien obligé de constater que les groupes anarchistes « orthodoxes » ont été pratiquement aussi dépassés que les autres devant l'ampleur et la nouveauté du mouvement. Et c'est une des choses qui restent de mai 68, que cette extension des idées et des comportements libertaires, débordant très largement les différents groupes se réclamant de la tradition anarchiste. Une nouvelle activité libertaire est née en Europe, qui doit peu ou rien à cette tradition, même s'il y a, *parfois,* rencontre.

LA CRITIQUE de la séparation entre vie quotidienne et activité politique avait certes été formulée avant mai 68, dans certaines revues à faible audience (et par ailleurs aussi différentes que *Socialisme ou Barbarie* ou *l'Internationale Situationiste,* en France, par exemple), mais c'était la première fois que cette séparation était contestée dans les faits et aussi massivement.

Cette séparation constitue la schizophrénie spécifique du militant révolutionnaire, ce moine-soldat des temps modernes.

Le militant est un être discipliné, qui a sacrifié sa vie, ses désirs, ses passions à l'Organisation. C'est un être essentiellement moral — d'après les canons de la morale bourgeoise —, il n'est pas pédéraste, il est bon père de famille (ou mère, ou fils), c'est un travailleur exemplaire qu'il soit ouvrier, ingénieur, professeur d'Université ou gendarme. Et une fois par semaine, ou tous les jours après le boulot, il « milite ». C'est-à-dire qu'il fait ce que lui ordonne l'Organisation.

On demande au militant *d'accepter* toutes les contraintes sociales et d'investir ses velléités de révolte dans l'Organisation — et uniquement là —, qui les *gèrera,* à son profit. Organisations qui reproduisent en leur sein la hiérarchie dirigeants/exécutants dominant dans la Société, dont elles sont des rouages spécifiques et qui y intègrent les militants par un renversement subtil qui transforme leurs désirs premiers — lutter contre le pouvoir capitaliste — en leur contraire : renforcement dialectique du Pouvoir ; ou, au pire, alternative d'un autre Pouvoir, « révolutionnaire », c'est-à-dire encore plus autoritaire. Le militant subit ainsi un double asservissement : il est asservi à la société par le pouvoir politique, par le travail, par la morale, etc., et en voulant lutter contre cela il adhère à une organisation qui l'asservit à son tour, lui désignant des tâches, une discipline, des corvées. Ne croyez pas, pourtant, qu'il en souffre : rencontrer au sein de l'organisation le calque des règles et des tabous qui dominent la société, le *sécurisent.* Il se sent en pays connu. Par ailleurs, il est soumis, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Organisation, au phantasme de l'efficacité.

Tout cela a volé en éclats en Mai. Contre le sacrifice et la discipline qu'exigent tous les pouvoirs hiérarchisés de la société ainsi que les organisations révolutionnaires — qui en font partie —, le mouvement de mai a répondu : ni sacrifice, ni discipline, ni investissements de labeur pour *votre* futur dont les traits hideux peuvent se déchiffrer à travers les expériences des révolutions mortes, mais c'est *ici et maintenant* que nous devons agir, et pour nous-mêmes.

Contre le leurre d'une solution politique aux problèmes posés — qu'elle prenne la forme d'un changement de gouvernement, afin de produire mieux et plus ; ou d'un changement d'Etat, afin de produire plus et mieux —, le mouvement de mai a répondu, ni « gouvernement de gauche », ni « Etat ouvrier », mais un combat immédiat, radical, pour la liberté. La lutte

pour la liberté forme un tout, et la séparation vie quotidienne-activité politique n'est qu'une des formes spécifiques de l'asservissement. Car, quelle serait la liberté d'une femme qui après son heure hebdomadaire (ou quotidienne, cela importe peu) de « militantisme », retrouverait son foyer et ses tâches *domestiques ?* On pourrait multiplier les exemples, à l'infini.

Tout cela a été dit en mai et très clairement et bien mieux et plus fortement que je ne saurais le dire maintenant, moi, pauvre copiste d'une révolte dont la beauté et la créativité d'une parole libérée ne sont pas ses moindres attraits.

C'est ainsi, par exemple, que la revendication de la liberté sexuelle est apparue au premier plan des revendications du mouvement de mai, au grand scandale de tous les curés du mouvement ouvrier, tant il est vrai que les organisations ouvrières ont à ce point adhéré à l'idéologie dominante qu'ils en sont devenus, en plein milieu de la grande crise des valeurs traditionnelles qu'heureusement nous vivons, les derniers — ou presque — gardiens du temple. Si vous croyez au pêché, Messieurs, il faut le dire. Le mouvement de mai, lui, était athée.

Et ce n'est pas un hasard si le mouvement de mai a fortement contribué à l'éclosion de toute une série d'actions et de groupes, tels le MLF, le FHAR, le MLAC, etc... qui en dehors des sentiers battus de la politique posent en plein jour des problèmes et des revendications jusqu'alors étouffés sous la chape de plomb de l'ordre moral, répressif, de gauche comme de droite. Je n'ai ni la place, ni l'envie, de me livrer ici à une critique de ces groupes — et d'autres —, mais il n'en reste pas moins qu'ils ont contribué à la mise en lumière des discriminations dont sont victimes les femmes ou les homosexuels, dans nos sociétés soi-disant permissives. D'autres problèmes, aussi importants et divers, que ceux de l'avortement, des marginaux, « loubards » ou non, des immigrés, des prisons, etc., ont été affrontés, non sans succès, parfois, en grande partie grâce à l'élan neuf du mouvement de mai.

A travers la critique de la vie quotidienne, le droit au plaisir, la liberté de chaque individu au « bon » ou « mauvais » usage de son corps, etc., ont été dévoilés avec une force neuve, ainsi que l'aspect rétrograde, puritain, bourgeois, *exploiteur*, des organisations « révolutionnaires » et leur vrai rôle dans la société qu'elles prétendent combattre, pour mieux la défendre.

Autre aspect, à mon sens, important du mouvement de mai, lié à tout ce qui vient d'être dit, c'est son *anonymat*. Pas d'avant-garde, pas de bureaucratie « représentative », donc pas de chefs historiques. Certes le vieux monde a tenté, notamment à travers les *mass-media*, de désigner les leaders, de mettre un nom, un visage, une fiche, à la tête de cette foule anonyme et joyeuse. C'est ainsi qu'on a voulu faire de Jacques Sauvageot, parce que président de l'UNEF et d'Alain Geismar, parce que secrétaire du SNE-sup (5), les chefs de la révolte étudiante. Mais ils ne l'ont jamais été et n'ont jamais été reconnus comme tels, sauf par quelques journalistes totalement paumés.

Le cas de Dany Cohn-Bendit, lui aussi désigné comme « leader » est plus ambigu. Il faut noter qu'il ne représentait aucune organisation de quelque nature que ce soit, mais « les enragés de Nanterre », c'est-à-dire en quelque sorte, l'anti-organisation. D'autre part, son attitude pendant les événements a été parfois contradictoire à ce sujet. Car, s'il a partout affirmé avec force le sens profondément libertaire du mouvement, s'il en a exprimé le contenu avec plus de pertinence que tous les petits chefs de tous les groupuscules ; s'il a tout le temps affirmé qu'il ne parlait au nom de personne, mais en son nom propre, il n'a pourtant pas réussi à se libérer totalement de son « image de marque », créée par les *mass media.* Et cela pas seulement en multipliant ses prises de parole « sur le tas », en concédant de nombreuses interviews, etc., mais également en négociant avec les bureaucrates la place que ses amis et lui auraient lors du défilé du 13 mai : la première. Ce qui est une façon comme une autre d'entrer dans le jeu hiérarchique de la bureaucratie et dans un type de rapports de force et de compromis dont il n'arrêtait pas, par ailleurs (y compris le 13 mai au soir, sur le Champ de Mars) de dénoncer la nocivité. Il a ainsi mille fois essayé de casser cette image de marque de « leader de nouveau type » (y compris en partant à l'étranger, comme s'il voulait prendre du champ), tout en se prêtant parfois à des entreprises qui confortaient cette même image spectaculaire.

Mais, lui, en tout cas a été *reconnu.* Je n'en veux pour preuve que cette gigantesque manifestation spontanément formée à

(5) UNEF : Union Nationale des Etudiants de France. SNE-SUP. : Syndicat National de l'Enseignement Supérieur.

l'annonce de l'interdiction, par les autorités françaises, de son retour en France. Manifestation qui s'est déroulée aux cris les plus provocants qui soient pour toute une tradition « bien de chez vous » : « Nous sommes tous des juifs allemands ! » A quel point c'était provocant, on en jugera par l'affiche qu'à ce propos sortirent les « maos » et qui, censurant le slogan, proclamait : « Nous sommes tous des étrangers ». Ce qui enlève bien de la virulence, car « étranger » cela peut signifier « suisse » ou « anglais », ce qui est plus convenable que *juif* et *allemand*. Et dans ce cas, l'alibi de la « lutte contre le sionisme » que cette censure pouvait impliquer, ne faisait qu'en dévoiler d'autant plus le racisme.

Il ne faut pourtant pas trop exagérer l'importance négative de cette reconnaissance de Cohn-Bendit comme « leader », en elle-même ambiguë, car c'est « l'anti-leader » qui était reconnu en lui. Certes, par une voie détournée, cela revient au même. Mais le « leader » est volontairement retourné à l'anonymat, alors que d'autres ont sombré dans le ridicule de la « nouvelle résistance », ou des successives et minuscules candidatures à la Présidence de la République. Ainsi, malgré quelques accidents de parcours et la tentative désespérée et maladroite des mini-bureaucraties pour présenter leurs propres leaders et se présenter elles-mêmes comme « l'avant-garde », le « désordre » de mai était et reste pour l'essentiel, anonyme. Et c'est très bien comme ça.

AUCUNE analyse sérieuse n'a été faite, à ma connaissance, sur l'exemplarité de mai en ce qui concerne un des problèmes irrésolus, véritable quadrature du cercle du mouvement révolutionnaire, partout dans le monde, c'est-à-dire le problème de l'organisation.

En mai-juin 68, les organisations traditionnelles de la classe ouvrière et leurs satellites — rivaux fascinés —, trotskistes et maoïstes, se sont une fois de plus démasqués comme forces d'ordre, rétrogrades et répressives, mais elles ont en outre démontré leur totale inefficacité devant un mouvement radicalement neuf. J'ai dit que si la bureaucratie syndicale et politique avait réussi à maintenir un fort secteur de la classe ouvrière dans les limites imposées par elle, c'est parce que ce secteur ne voulait pas aller plus loin. Mais lorsque, en milieu

étudiant ou non, les gens voulaient aller plus loin, les groupes léninistes à la recherche d'une clientèle, donc obligés d'essayer de coller aux masses, de contrôler, d'organiser, de se mettre à la tête des manifestants, etc., ont couru comme des dingues dans le plus complet désordre, seulement capables de mettre ici ou là des freins, qui sautaient les uns après les autres, lançant des consignes peu ou pas suivies et s'essoufflant désespérément à organiser des services d'ordre partout débordés.

On est bien obligé de constater, pourtant, que si la spontanéité était une réalité bien vivante et créatrice, qui débordait continuellement les pratiques organisationnelles des aspirants-dirigeants, des choses ont bien été *organisées* en mai-juin 68. L'étude de cette question et de la multiplicité d'initiatives en ce sens, mériterait bien des pages, mais je me bornerai à en résumer l'essentiel.

Comme le démontre le mouvement de mai, il est parfaitement possible d'organiser et de coordonner des activités multiples, dans le foisonnement des initiatives et dans le grand désordre joyeux d'alors, comme dans d'autres périodes et en d'autres pays, sans avoir recours aux organisations traditionnelles, léninistes ou pas, centralisées ou démocratiques.

La réponse au problème nulle part résolu — *nulle part* — d'une organisation révolutionnaire, mais non-hiérarchique, mais non-répressive, efficace, mais qui ne se substitue pas aux masses, passe précisement par l'organisation et la coordination des activités librement choisies et non par l'organisation des hommes.

Quoi que vous fassiez, quoi que nous fassions, le principe même de ce que j'appelle, pour simplifier, « l'organisation des hommes », suppose absolument une doctrine achevée, un drapeau, des ancêtres, des racines imaginaires dans une tradition — même lorsqu'on se réclame d'une anti-doctrine, d'un anti-drapeau, ainsi de suite. Les hommes se réunissant dans une organisation autour d'un système de références théoriques, créent entre eux des liens spécifiques, un tissu malsain de rapports à la « cohérence », à la « vérité », au « savoir », recréent une forme spécifique de hiérarchie, même si théoriquement niée et combattue à longueur de journées. Réunis au sein de cette famille (secte ou chapelle, souvent), bien au chaud dans le cocon sécurisant, les membres du groupe X ou Y, ont une tendance inévitable à rejeter les *autres*, à les considérer comme

moins cohérents, moins révolutionnaires, plus éloignés de la vérité, ainsi de suite. Il se peut que le travail collectif au sein des groupes ou organisations, crée, au début, des émulations et suscite des initiatives. Mais outre que le travail collectif peut se réaliser hors des groupes et organisations, l'expérience démontre que cela ne dure guère et que les rapports entre membres d'un même groupe se figent, des strates apparaissent, l'expression individuelle s'amoindrit et les porte-paroles du groupe parlant de plus en plus au nom de tous — et surtout de ceux qui ne parlent pas — inventent un *nous* proche du langage bureaucratique, qui liquide progressivement le *je*, c'est-à-dire l'expression individuelle, l'initiative individuelle. Le problème des tâches et des corvées se pose également, car un groupe pour exister doit avoir une activité qui ne soit pas uniquement la rédaction d'un bulletin ou d'une revue. (Je me demande bien pourquoi, d'ailleurs, on ne pourrait pas se réunir pour faire une revue, quitte à éventuellement se séparer pour faire autre chose.) L'activité première de ces groupes, même les plus intéressants, même ceux qui ont laissé une empreinte, est le groupe lui-même, la « vie du groupe », qui prend beaucoup de temps et est souvent ennuyeuse, quand ne se mêlent pas les problèmes personnels, inévitables lorsqu'on vit ainsi en vase clos et qui tournent souvent au délire pur et simple. Quant aux tâches militantes (même si on refuse ce langage) l'expérience démontre que la rotativité, idée séduisante certes, ne suffit pas à liquider au fil du temps, l'ennui, la sclérose, et un certain degré de « spécialisation ». Il en est de même du rapport à la réalité qui, filtrée par la théorie, s'éloigne bien souvent, et plus on s'en éloigne plus se crée au sein du groupe, une exigence de « rigueur », de « pureté doctrinale ». Bref, un sectarisme.

Je ne caricature rien, au contraire. L'expérience concrète des groupes révolutionnaires, y compris les plus anti-hiérarchiques, prouve que mes réserves sont bien faibles par rapport à la réalité.

« L'organisation des activités » n'est pas une panacée. Il n'y a pas de panacée, en cette matière comme dans les autres et il faut toujours tout remettre en question. Je prétends simplement qu'entre le groupe (ou l'organisation), qui, quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, est toujours contraignant, et la solitude, il y a une autre voie ; qu'on peut, comme cela a été fait en mai 68 — et ailleurs — organiser des activités de toutes sortes, de la « bataille des idées » (revues, coopératives d'editions, etc.) aux grèves sauvages, à la lutte contre la dictature — en Espagne et ailleurs — et à la lutte contre la bureaucratie partout, etc., sans passer obligatoirement par l'accord entre groupes révolutionnaires, accord d'autant plus difficile que chaque groupe tient essentiellement à se définir comme *différent*.

En réalité cela se fait déjà dans de nombreux pays et pour des activités diverses et si cela n'a pas l'ampleur souhaitable, c'est à cause du mythe du groupe, de l'organisation, qui est trop souvent pris comme préalable à toute activité.

L'organisation et la coordination d'activités à une échelle nationale ou même internationale, commence par le choix, librement fait, de telle ou telle activité en elle-même signifiante et permet la participation et l'initiative individuelles — rompant ainsi avec la solitude. Les groupes et comités de toutes sortes pourraient également y participer, ou encore mieux se créer et se dissoudre pour telle ou telle activité révolutionnaire spécifique.

Je sais bien qu'on va m'accuser de « practicisme », de prôner un « activisme » que n'alimenterait pas une théorie marquant les objectifs et les moyens d'y parvenir, mais outre que je me méfie de ce genre de théorie, on peut se reporter une fois de plus à l'exemple de mai, où les activités étaient en elles-mêmes riches d'une critique radicale, bien plus féconde que bon nombre de livres savants, en même temps que foisonnaient les idées, que la discussion théorique était permanente et libre et que tout cela et bien d'autres choses encore était *organisé* en marge des organisations traditionnelles ou non, par des individus librement groupés pour telle et telle action et que dans le grand désordre d'alors — qui constituait un obstacle à la coordination — c'est cette manière de faire qui s'est révélée plus efficace que celles des organisations traditionnelles. Cela mérite réflexion.

Je ne vais pas finir par un bilan. Le mouvement de mai n'est pas une entreprise en liquidation dont on calculerait les pertes. Certes, le vieux monde est toujours là, bien solide. Les bureaucraties ouvrières ont repris du poil de la bête. Si elles ont recupéré quelque chose du *langage* de mai (autogestion, changer la vie, etc.) c'est pour mieux continuer à jouer leur rôle.

Par contre l'exemple de mai a bouleversé des centaines de milliers de gens à travers l'Europe. En Espagne, par exemple,

des centaines et des centaines de jeunes ont du jour au lendemain rompu avec les organisations bureaucratiques pour tenter d'inventer autre chose. Ici et là, le rapport à l'autorité, à la politique, au pouvoir, au travail, etc., a été transformé de fond en comble.

Quant au problème que bien de gens se posent et qui conclut rituellement ce genre d'articles, à savoir : est-ce que le mouvement de mai fait « avancer la révolution », constitue ou non un pas vers elle, est-il *rentable* de ce point de vue, etc. ; je ne vais pas à mon tour sombrer dans le triomphalisme. Je n'en sais rien.

Ce que je sais, par contre, c'est qu'il faut réexaminer le problème même de la révolution, rejetant le simplisme utopique hérité du XIX[e] siècle, à propos du Grand Soir, du Jour J, comme à propos de la « conquête du pouvoir », clé magique ouvrant les portes du bonheur... Ce que je sais, c'est que la foi révolutionnaire constitue un succédané de la foi religieuse et je suis athée. Je sais aussi que la lutte pour le pouvoir renforce le Pouvoir. Et que vivre différemment de ce qu'on a envie de vivre — dans le plein sens du mot — selon que l'on *croit* ou non à la Révolution, relève d'une mentalité et d'une pratique de curés.

Resumen

La explosión revolucionaria de Mayo 1968 contra todas las jerarquías y todas las formas de la represión, económicas, políticas, sociales, familiares, sexuales, etc., reunidas en una misma negación, tenía como característica importante y original, el de concernir a cada individuo en tanto que individuo y no podía, por lo tanto, limitarse a una categoría social determinada. Todos los que, en nuestras sociedades represivas tropiezan a cada segundo de su vida cotidiana con la jerarquía social se sentían directamente concernidos por esta revuelta. Los estudiantes se revoltaban contra la institución universitaria, los «mandarines» y los seudo «maestros», y su envejecida enseñanza; los obreros se sublevaban contra la explotación patronal y su estatuto de autómatas ejecutando eternamente los mismos gestos; los ciudadanos se sublevaban contra el Estado y sus múltiples policías; las mujeres contra todo esto y además contra la dictadura de los machos; los jóvenes lo mismo y de paso contre la institución familiar. Y así todos. Pero cada cual al luchar contra la jerarquía represiva que le tocaba de más cerca, luchaba al mismo tiempo por la destrucción de todas las jerarquías.

Y es por eso que el movimiento de Mayo 1968 constituye el mejor ejemplo de crisis revolucionaria en el mundo moderno, en las sociedades modernas. Y es por eso, también, que pocos han entendido el sentido profundo de una tal crisis. Demasiado nueva. Por ninguna parte se pudo ver, salvo en su papel específico de policías, *a las «vanguardias» revolucionarias de tipo marxista-leninista, ni a sus organizaciones, ni a sus credos ideológicos. Todos los esquemas resultaron superados. Y es, por cierto, imposible intentar reducir el movimiento de mayo a una fórmula, a un esquema, en el cual todos podrían reconocerse, porque Mayo habla a la primera persona del singular. El lenguaje común de Mayo 68. el lenguaje libertario, estaba por lo tanto compuesto de una multitud de voces individuales que hablaban en nombre propio.*

Summary

The fact that it concerned each individual as such was an important and original characteristic of the May 1968 revolutionary outburst in so far as it was directed against all hierarchies and all forms of repression — economical, political, social, parental, sexual — gathered in one and the same denial. That's why its limits could not be those of a specific social group. All those who in our repressive societies constantly come up against the social hierarchy in their everyday life were directly concerned by that rebellion. The students rebelled against the University, the «mandarins» and the so-called teachers with their out-of-date teaching; the workers rebelled against their sweating and their condition of automatons endlessly making the same gestures; the citizens rebelled against the State and its manifold police ; the women rebelled against all that and also against the male dictatorship ; the young people rebelled as well against all that and at the same time against the Family. And so did everybody. But each one fought for the destruction of all hierarchies as he fought against that which concerned him most.

That's why the May 1968 movement is the best example of a revolutionary crisis in our modern world and modern societies. That's also why few people have understood the deep meaning of such a crisis. It was one of a too new cut. Except in their specific role of «watchdogs», the revolutionary «vanguards» of marxist-leninist type, as well as their organizations and creeds, could not be seen anywhere. All patterns proved to be out-of-date. It is really useless to try and reduce the May movement to a formula or a pattern in which everybody could find his bearings for its language is in the first person singular. The common language of May 1968 — the libertarian language — was therefore made of a multiplicity of individual voices, each speaking for itself.

Riassunto

L'esplosione rivoluzionaria del Maggio '68 contro tutte le gerarchie e tutte le forme della repressione, economiche, politiche, sociali, famigliari, sessuali, ecc., riunite in una stessa negazione, aveva come caratteristica importante ed originale quella di riguardare ogni individuo in quanto individuo e non poteva perciò limitarsi ad una determinata categoria sociale. Tutti coloro che nelle nostre società repressive, inciampano ad ogni passo della loro vita quotidiana nella gerarchia sociale si sentivano direttamente coinvolti in questa rivolta. Gli studenti si ribellavano contro l'istituzione universitaria; i «mandarini», gli pseudo «maestri» ed il loro insegnamento sorpassato; gli operai si sollevavano contro lo sfruttamento padronale e contro la loro condizione di automi che ripetono eternamente gli stessi gesti; i cittadini si rivoltavano contro lo stato e le sue molteplici polizie; le donne contro tutte questo ed in più contro la dittatura dei maschi; lo stesso i giovani ed inoltre contro l'istituzione famigliare. E così tutti. Però chiunque lottasse contro la gerarchia repressiva che più lo toccava da vicino lottava anche contemporaneamente per la distruzione di tutte le gerarchie.

Per questo il movimento del Maggio '68 costituisce il miglior esempio di crisi rivoluzionaria nel mondo moderno, nella società moderna. Per questo, pochi hanno compreso il senso profondo di tale crisi. Troppo nuova. In nessuna occasione, se non nel loro ruolo specifico di polizie, *si videro le avanguardie rivoluzionarie di tipo marxista-leninista, nè le loro organizzazioni, nè i loro credi ideologici. Tutti gli schemi risultarono superati. Ed è certo impossibile ridurre il movimiento del Maggio ad una formula, ad uno schema nel quale tutti possano riconoscersi, perchè il Maggio parla la prima persona del singolare. Il linguaggio comune del Maggio '68, il linguaggio libertario era comprese da una moltitudine di voci individuali che parlavano a nome proprio.*

... l'exigence économique a bon dos. La fin du fin de sa tyrannie, c'est sans doute qu'elle justifie pour certaine gauche des formes totalitaires de pouvoir qui invalident les libertés, en premier lieu celle de l'organisation des travailleurs, et en deuxième lieu celle du rapport critique des citoyens face à l'Etat.

Joëlle Kuntz
Les fusils et les urnes
— Le Portugal d'aujourd'hui

L'Anarchismo : nella Storia, ma contro la Storia

Nico Berti

Introdurre un discorso sulla storiografie dell'anarchismo comporta, in vie preliminare, la definizione di alcuni problemi di metodo. Innanzi tutto quello che emerge del rapporto tra ricerca dell'obiettività storica da una parte e l'inevitabile impostazione ideologica di ogni analisi storiografica dall'altra; poi, quello che investe la delimitazione del tema sia in senso spaziale, sia in senso temporale; infine, quello che definisce le motivazioni teoriche e ideologiche che stanno alla base della ricerca.

Per quanto riguarda il primo punto, noi riteniamo che l'obiettività storica in senso assoluto non esiste. Ogni storico e ogni storiografia forgiano i propri canoni di verità secondo i criteri scientifici e ideologici i più diversi, i più disparati. Per quanto riguarda la nostra impostazione anticipiamo qui solo il motivo di fondo a cui ci atterremo : il confronto continuo fra il campo proprio dell'ideologia e quello dei fatti. Tale confronto ci dirà in quale misure la prima si è fatta storia nei secondi. Sul secondo punto cercheremo non tanto di delimitare a priori un ambito tematico generale quanto di scegliere, volta per volta, quegli esempi che per la loro natura esemplare racchiudono ed esprimono una esperienza di carattere generale. Infine, il terzo punto va in un certo senso collegato con il primo, nel senso che le direttive della nostra impostazione ideologica e storiografica non sono solo, evidentemente, un metodo e un criterio di ricerca, ma anche l'emergere di un'esigenza tesa a legare l'esperienza significativa del passato ai problemi odierni, perchè l'insegnamento di ieri sia guida alle lotte di domani.

I tre punti velocemente sopra accennati, se fanno riferimento alle condizioni preliminari per una introduzione alla storiografia dell'anarchismo, indicano anche, nel contempo, i termini irriducibili di questa ricerca che finisce con il risalire

dal campo storico a quello propriamente ideologico. A nostro avviso risulta assolutamente inscindibile una valutazione storiografica da una valutazione ideologica, non solo per i motivi sopra accennati ma anche perchè il campo dell'una sconfina automaticamente con quello dell'altra. Valutare storiograficamente l'anarchismo è, in ultima analisi, discutere attorno alla sua ideologia. Cosi che non dovrà stupire se nel corso dell'analisi prenderemo in considerazione alcuni giudizi che attengono propriamente al campo ideologico.

Due parole ora per quanto riguarda l'economia del presente lavoro. Esso si divide grosso modo in due parti. Nella prima parte vengono analizzati, discussi e valutati alcuni giudizi interpretativi sulla storia dell'anarchismo che sono comuni a diverse scuole. Tali giudizi sono qui messi insieme seguendo un criterio di omogeneità specifica, prescindendo cioè dalle diverse impostazioni ideologiche che li sottendono. Nella seconda parte, invece, vedremo di formulare e di suggerire le ipotesi interpretative che riteniamo corrette e consone al presente tema.

Complessita' e multiformita' delle interpretazioni

Una prima considerazione di carattere generale riguarda la contemporanea, complessa e disparata serie di giudizi e di interpretazioni riguardanti l'ideologia e la storia dell'anarchismo. Taluni giudizi sono talmente contraddittori tra di loro, pur muovendo magari dalla stessa scuola ideologica, che si vanificano a vicenda, mentre altri, anche se non opposti, sono comunque assai diversi. Tali complessità e multiformità rendono estremamente difficile un'analisi sintetizzatrice: il campo è vasto e spazia su orizzonti politici e culturali molto eterogenei. La multiformità di giudizi, inoltre, se da una parte è indice di una difficoltà obiettiva presente nella materia, per la sua vastità e complessità, dall'altra dimostra che i giudizi sono tutti riconducibili del loro aspetto scientifico, a quello, più pregnante e concreto, delle motivazioni ideologiche.

Vi è un unico punto in comune fra queste diverse posizioni ed è quello relativo al carattere « utopistico » dell'anarchismo. Nella eterogeneità delle interpretazioni è questo l'unico filo conduttore, l'unica matrice che vanifica le contraddittorie concezioni interpretative di partenza. Marxisti e conservatori,

radicali e reazionari, liberali e progressisti sono tutti concordi nell'assegnare all'anarchismo innanzi tutto una dimensione utopistica. Ne consegue che se la storia umana è state finora storia di potere, una storia dell'anarchismo è una non-storia. Il suo porsi contro lo Stato e quindi contro la formazione storico-politica della civiltà moderna, il suo negare validità rivoluzionaria « al modo stesso di presentarsi della rivoluzione socialista » (1), il suo essere elemento perenne di sovversione e di perturbazione dell'ordine costituito, sia questo capitalista o « socialista », tutto ciò rende estremamente arduo il compito delle storiografie del potere.

Per spiegare questa non-storia gli storici del potere hanno elaborato spiegazioni su spiegazioni. Accettabili alcune, in parte, per quanto riguarda una ricostruzione dinamica dei fatti, sono tutte invece estremamente eteree ed evanescenti, sotto il profilo di una spiegazione ***interna*** del soggetto storico in esame. Del resto non potrebbe essere altrimenti. Se l'anarchismo è una non-storia, la sue autonomia non esiste, le ragioni della sua esistenza bisogna cercarle altrove. Da qui l'accavallarsi confuso e contraddittorio delle interpretazioni: l'anarchismo diventa contemporaneamente espressione delle masse contadine, della piccola-borghesia, del sottoproletariato, delle forme primitive di ribellione sociale, degli artigiani in lotta contro l'industrializzazione, del banditismo sociale, degli emigrati emarginati, della classe operaia non organizzata, degli intellettuali bohèmiens di fine secolo, dei terrorismo a più versioni, ecc., ecc. Ognuna di queste definizioni, assolutizzando solo aspetti sociologici parziali dell'anarchismo, *legati cioè a tempi e modi particolari di esso*, ha elevato a canone interpretativo storiografico la parte per il tutto (2). Per ricomporre i guasti di tanto scempio bisogna ricondurre l'anarchismo alla sua molteplice estensione spaziale che si identifica con il suo peculiare carattere internazionalista, riesaminandolo inoltre prospetticamente nell'arco complessivo del suo sviluppo storico: occorre cioè restituirgli i caratteri spazio — temporali che gli sono propri.

---

(1) E. Santarelli, **Il socialismo anarchico in Italia**, Milano, Feltrinelli, 1973, p. 20. Più sopra il Santarelli scrive « Si pone, innanzitutto, la questione della legittimità di una storia dell'anarchismo. E' possibile concepire la storia di un'idea e di un movimento che negano in forme utopistiche e la società capitalistica, e, dopo il 1917 anche la nuova società socialista ? » Ibidem. Santarelli conclude affermando che solo il marxismo è in grado di spiegare la storia dell'anarchismo. (Ibid, p. 23.)

(2) Si vedano, per esemplo, le contraddittorie interpretazioni di Gian Mario Bravo. Questi prima scrive che è « errato vedere nell'anarchismo il « romanzesco », il legame con l'arretratezza economica » (cfr. G. M. Bravo

Genesi e natura di classe dell'anarchismo

BUONA PARTE della storiografia concorda nell'assegnare una causa precisa alla genesi dell'anarchismo. Tale causa è individuata generalmente in un duplice momento: da una parte l'arretratezza socio-economica, che fa da *humus* congeniale, dall'altra il contesto storico-dinamico che vede il passaggio da economie precapitalistiche alla forma moderna di industrializzazione. Questo contesto, che interessa gran parte dei paesi europei, costituisce la cornice naturale dell'anarchismo. Esso è quindi « un prodotto dell'Ottocento. E', in parte, il riflesso dello scontro fra le macchine della rivoluzione industriale e una società artigiana e contadina » (3). Ne deriva un modo di concepire il mondo e la storia propria di classi sociali che sono rivolte con lo sguardo al passato, invece che all'avvenire. Gli anarchici, infatti, « trovarono seguito soprattuto in quelle classi sociali che, incapaci di adattarsi alla tendenze storica dominante, andavano perdendo influenza e consistenza » (4). L'anarchismo divenne così « un movimento di diseredati, di elementi respinti al margine della storia del progresso materiale del diciannovesimi secolo » (5).

Le interpretazioni sopra esposte riassumono, in un certo senso, esemplarmente, l'opinione di quanti leggono in chiave mitica, arcaica e financo poetica, la genesi del pensiero e

---

[a cura di], **Gli anarchici**, Torino, UTET, 1971, p. 14), e poi, dopo pochi mesi, afferma « « Il bakuninismo, per la maggior semplicità delle sue concezioni (...) si impose organizzativamente in alcuni paesi e regioni sottosviluppati, dimostrando d'essere non soltanto l'espressione propria dell'arretratezza economica e dell'avventurismo politico... », cfr. Marx-Engels, **Marxismo e anarchismo**, Roma, Editori Riuniti, 1971, p. 17. Sull'interpretazione dell'anarchismo come espressione del mondo contadino vi è la nota tesi di Alain Sergent e Claude Harmel, **Histoire de l'anarchie**, Paris. Editions le Portulan, 1949, vol. I, giustamente criticata da Leo Valiani, in « Movimento operaio », Milano, 1952, n. 1, pp. 161-165; a questi si possono aggiungere il tedesco Franz Brupbacher il quale vede un abbinamento fra anarchismo e strutture socio-economiche artigianali. Cfr. F. Brupbacher, **Marx und Bakunin**, Berlin, Wilmersdorf, 1922, p. 60 e sgg., 240 e sgg., e il politologo marxista Antonio Negri che invece interpreta l'anarchismo come « ribellismo sottoproletario », cfr. A. Negri (a cura di), **Scienze politiche I (Stato e politica)**, Milano, Enciclopedia Feltrinelli Fischer, Feltrinelli Editore, 1970, Voce « Anarchismo », p. 15.

(3) J. Joll, **Gli anarchici**, Milano, Il Saggiatore II°, 1970, p. 11.

(4) G. Woodcock, **L'anarchia. Storia delle idee e dei movimenti libertari**, Milano, Feltrinelli, 1966, p. 415. Su queste interpretazioni si veda la critica di Daniel Guérin. Cfr. D. Guérin, **L'anarchismo dalla dottrina all'azione**, Roma, Samonà e Savelli, 1969, pp. 167-168.

(5) G. Woodcock, **L'anarchia.** Storia delle idee..., 415.

del movimento anarchico. Sotto questo aspetto tale genesi è, più che una nascita, una rinascita, o meglio, un impossibile ritorno. James Joll, per esempio, coniugando la componente dell'eresia con quelle della ragione, come cause concomitanti al fiorire dell'anarchismo, ravvise nella prima la ricorrente caratteristica di quei movimenti che poggiano « la rivendicazione di una riforme sociale sulla fede nella possibilità immediata del Millenio, una combinazione del Secondo Avvento e del ritorno all'Età dell'oro nel Paradiso terrestre » (6). La tesi è suggestiva, ma debole e superficiale nelle sue argomentazioni. Essa è la conseguenza di uno lettura frettolosa e parziale dell'ideologia anarchica. Quest'ultima rifiutando e negando la supposta validità delle leggi, sembra negare per contro, anche la complessità della vita sociale: un mondo senze leggi non può che essere un mondo strutturalmente povero, socialmente amorfo, culturalmente semplice. Questi caratteri sono compresi nella lettura della dottrina libertaria come suoi elementi naturali e costanti, rivelando così, per riflesso, la maldestra prospettiva dell'ottica del potere: l'impossibilità di concepire una vita sociale ricca e complessa fuori dalla tutela dominatrice delle leggi (7).

Esaminiamo ora con particolare attenzione (data la sua universalità presso gli storici del potere) questa tesi generale interpretativa, al fine di comprovarne l'incapacità a spiegare completamente la genesi dell'anarchismo. Si tratta, ad esempio, di vedere in quale misure e in quale modo l'anarchismo è caratteristico di paesi arretrati come per esempio l'Italia e la Spagna del tempo. Intendiamoci, nessuno vuol negare che l'Italia e la Spagna di allora non fossero economicamente arretrate, rispetto ad altro paesi europei, ma solo rimettere in discussione tale automatico abbinamento, soprattutto per

---

(6) J. Joll, **Gli anarchici...**, p. 19.

(7) Scrive ancora Joll « Gli anarchici concordano nel supporre che nella nuova società regneranno una semplicità e una frugalità estreme, e gli uomini saranno ben lieti di disfarsi delle conquiste tecniche dell'era industriale, il loro pensiero sembra spesso poggiare sulla visione romantica e tradizionalista di una perduta società idealizzata di artigiani e contadini, e sulla condanna irrevocabile dell'organizzazione sociale ed economica contemporanea ». Ibid., p. 360.
A fronte di questa tesi superficiale vi è, per esempio, la complessa e raffinata concezione kropotkiniana della tecnologia, messa in rilievo dal sociologo e urbanista americano Lewis Mumford. Cfr. Mumford, **La città nella storia**, Milano, Comunità, 1964, pp. 639-640. Su questo stesso argomento si veda anche il saggio di C. Doglio, **L'equivoco della città-giardino**, Napoli, RL, 1953, pp. 33-43 (nuova edizone: Firenze, Crescita Politica, 1974).

quanto riguarda la nature di classe dell'anarchismo. Infatti proprio su questo tema, estremamente importante, la storiografia corrente indugia in alcune palesi e insolubili contraddizioni. Se infatti la Spagna e l'Italia esprimo classi subalterne arretrate rispetto alla forma capitalistica moderna di produzione, come spiegare allora la nascita e la natura di classe dell'anarchismo in Francia? Se l'anarchismo italiano e spagnolo è l'espressione delle masse contadine e sottoproletarie (8), quello francese si caratterizza per una netta prevalenze dell'elemento urbano e operaio (9).

Tutte queste diverse e contradditorie interpretazioni sociologiche sulla genesi dell'anarchismo testimoniano involontariamente, da una parte, *che esso non è l'espressione di nessuna precisa classe sfruttata (ma lo è della lora pratica rivoluzionaria)*, mentre dall'altra confermano indirettamente l'unilateralità di ogni impostazione storiografica che non tenga conto del suo carattere *contemporaneamente internazionalista e rivoluzionario*. Carattere internazionalista che si esprime nel suo pluralismo sociologico, ideologico e organizzativo, carattere rivoluzionario che si esprime nel dinamismo della lotta sociale, ogni qual volta tale lotta è il prodotto di classi e ceti sociali diversi che si pongono *di fatto* in lotte aperta contro lo sfruttamento economico e l'autoritarismo statale.

I nodi della comprensione storiografica dell'anarchismo non possono perciò essere sciolti nell'analisi statica di alcuni suoi momenti che di volta in volta si presentano diversi e contraddittori, segnati cioè più dalla dimensione tattica che da quella strategica, ma nella visione complessiva del suo sviluppo. Inoltre questo sviluppo, non si giustifica e non si spiega, se non è interpretato attraverso una lettura corretta e precisa del pensiero anarchico. Non è dunque la descrizione geografico-economica la chiave di volta per spiegare la consistenza o meno dell'anarchismo, come fa Santarelli per l'Italia (10), *ma la ricostruzione dei momenti rivoluzionari che pongono sempre, ogni qual volta essi si manifestano, l'anarchismo in primo piano.* Sotto questo aspetto le sequenze delle lotte sociali che percorrono l'Europe nella seconda metà dell'Ottocento, non sono indice sufficiente e referente specifico per rintracciare il percorso storico dell'anarchismo. Si deve

---

(8) E' questa soprattutto la tesi di fondo della storiografia corrente marxista e non marxista. Per l'Italia si veda a questo proposito E. Conti, **Le origini del socialismo a Firenze**, Roma, Rinascita, 1950, pp. 144-145; F. Della Peruta. **Democrazia e socialismo nel risorgimento**, Roma, Editori Riuniti, 1973, p. 286; G. Trevisani, **Storia del movimento operaio italiano. Dalla Prima internazionale a fine secolo**, Milano, Avanti, 1960, vol. II, p. 117; A. Romano, **Storia del movimento socialista in Italia. Testi e documenti. 1861-1882**, Bari, Laterza, 1967, vol. III, p. 433; per la Spagna si veda nel suo complesso il giudizio di Gerald Brenan; cfr. G. Brenan, **Storia della Spagna 1874-1936**, Torino, Einaudi, 1970, pp. 128-192, dove l'anarchismo è visto come una rappresentazione capovolta, in senso rivoluzionario, delle più profonde tradizioni iberiche; Aldo Garosci invece legge la genesi dell'anarchismo spagnolo nella mancanza di un rapporto organico fra popolo e Stato perchè quest'ultimo, mantenendo certe strutture medioevali, rimaneva in pari tempo fuori dalla vita moderna: da qui il ribellismo e l'estraneità delle classi inferiori verso il potere. Indirettamente si potrebbe dire anche qui che l'anarchismo nasce da un'arretratezza socio-politica. Cfr. A. Garosci, **Problemi dell'anarchismo spagnolo**, in **Anarchici e anarchia nel mondo contemporaneo**, Torino, Fondazione Luigi Einaudi, 1971, pp. 59, 60, 61.

(9) Non occorrerebbe documentare questa tesi se si pensa che la Comune di Parigi cadde proprio per l'indifferenza (e la mancanza di collegamento) con le masse contadine: le **Lettere a un francese** di Bakunin rimangono una drammatica testimonianza. Cfr. M. Bakunin, **Lettres à un français sur la crise actuelle**, ora in M. Bakunin, **Œuvres**, Paris, P-V; Stock, 1907, pp. 71-284. Si veda comunque quanto scrive Edouard Dolléans sulla preponderanza dei proudhoniani e in genere dei «comunisti non autoritari» nella Comune (Cfr. E. Dolléans, **Storia del movimento operaio**, Roma, Edizioni Leonardo, 1946, vol. I., p. 404), la quale fu opera della diffusione del socialismo nella classe operaia urbana: Cfr. J. Bruhat, J. Dautry, E. Tersen (a cura di), **La Commune de 1871**, Paris, Editions Sociales, 1960, pp. 25-30.

Anche dopo l'epoca della Prima Internazionale l'anarchismo francese non perderà questo carattere: basti pensare al fiorire dell'anarcosindicalismo che affondava le proprie radici proprio nella classe operaia. Si veda a questo proposito J. Julliard, **Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe**, Paris, Seuil, 1971, pp. 117-262; e il testo classico dello stesso Pelloutier: Cfr. F. Pelloutier, **Histoire des Bourses du Travail**, Paris, Gordon et Breach, 1971.

(10) Questi scrive che la consistenza dell'anarchismo italiano va ricercata a «sud dell'Appennino tosco-emiliano. Questa linea costituirà sempre, grosso modo, un elemento di distinzione fra una società capitalisticamente evoluta e una società arretrata». Cfr. E. Santarelli, **Il socialismo anarchico...**, p .26. Questa opinione va alquanto ridimensionata. Innanzi tutto per quanto riguarda l'Ottocento l'anarchismo italiano presenta una distribuzione geografica abbastanza omogenea e uniforme. Si veda a questo proposito per il periodo della Prima Internazionale il rapporto del Questore di Roma al Prefetto relativo al «Quadro dimostrativo il numero delle sezioni formanti la Federazione Italiana». Cfr. Archivio di Stato di Roma, Questura della città e circondario di Roma, n. 771 Gabinetto; nel fasc. **Prefettura** 1874, Prot. 164, n. 2. Si veda pure, sempre sul periodo della Prima Internazionale, l'analisi della composizione sociale dei suoi aderenti fatta da Pier Carlo Masini. Cfr. P.C. Masini, **La Prima Internazionale in Italia. Problemi di una revisione storiografica**, in AA.VV., **Il movimento operaio e socialista. Bilancio storiografico e problemi storici**, Milano, Edizione del Gallo, 1965, pp. 95-113. Questa analisi dimostra l'erroneità delle interpretazioni sociologiche che vogliono l'anarchismo italiano espressione della piccola-borghesia e degli «spostati» ed emarginati sociali. Su questa traccia si veda anche la ricostruzione fatta da Letterio Briguglio delle forze anarchiche operanti in Italia negli anni Ottanta. Cfr. L. Briguglio, **Il partito operaio italiano e gli anarchici**, Roma, Edizioni di storia e letteratura, 1969, pp. 15-22.

porre, su questa base, l'impostazione di una ricerca che colga di queste lotte i momenti rivoluzionari, di scontro intransigente con il potere (11). Solo così, per esempio, si possono leggere e interpretare i moti insurrezionalistici degli internazionalisti italiani e spagnoli negli anni 1873-77. Il loro significato autentico e originario non va ricercato nell' identificazione fra « *Jacquerie* » contadina e anarchismo, ma nella specifica situazione potenzialmente rivoluzionaria che caratterizza l'Italia e la Spagna del tempo (12). Del resto questa interpretazione è suffragata dalla contemporanea presenza dell'elemento urbano e operaio nella Comune di Parigi (13). Ma qui appunto si vede che, ciò che è comune fra quest'ultima e i moti insurrezionali italiani e spagnoli, non è il soggetto sociologico che cambia

(11) Una interpretazione indiretta di quanto sosteniamo si può rilevare leggendo quanto scrive Luigi Lotti sulla situazione di stanchezza del movimento anarchico italiano negli anni precedenti la Settimana Rossa. Tale situazione mutò rapidamente dopo gli anni 1911-1912 appunto perchè cominciava a montare quel clima rivoluzionario che sboccò, nel 1914, nelle giornate insurrezionali di Giugno. Cfr. L. Lotti, **La Settimana Rossa**, Firenze, Felice Le Monnier, 1965, pp. 3-10. Lo stesso discorso si può fare anche per il movimento anarchico russo che era molto più debole negli anni precedenti la rivoluzione: cfr. Volin, **La rivoluzione sconosciuta**, Napoli, RL, 1950, p. 11 (riedizione anastatica: Roma, Samonà e Savelli, 1970).

(12) Per quanto riguarda l'Italia si veda il saggio di F. Della Peruta, **La banda del Matese e il fallimento della teoria anarchica della moderna « Jacquerie » in Italia**, in « Movimento Operaio », Milano, Anno VI, Nuova Serie n. 3, Maggio-Giugno 1954, pp. 339-340. Pier Carlo Masini invece afferma giustamente che gli internazionalisti non si illudevano di far scoppiare una rivolta contadina, ma solo dare un esempio. Inoltre la scelta del meridione d'Italia fu dettata non tanto da una vocazione strategica, quanto da alcune considerazioni tattiche sul potenziale rivoluzionario presente nel Mezzogiorno in quel momento: si tenga presente che tre anni prima il tentativo fu fatto a Bologna, quindi nessuna vocazione rivoluzionaria contadina. Cfr. P. C. Masini, **Gli internazionalisti. La banda del Matese (1876-1878)**, Milano-Roma, Edizioni Avanti, 1958, pp. 55-57. Per la Spagna vi è la nota tesi dell'Hobsbawm sull'abbinamento anarchismo-arretratezza socio-economica (Cfr. E. J. Hobsbawm, **I ribelli**, Torino, Einaudi, 1966, pp. 116-117), contraddetta completamente da quella di Renée Lamberet il quale sostiene che le zone dove l'anarchismo si sviluppò **erano** le « più evolute » della Spagna (Cfr. R. Lamberet, **Les travailleurs espagnols et leur conception de l'anarchie de 1868 au début du XX° siècle**, in **Anarchici e anarchia ...**, p. 79. Specificamente per i moti del 73 Miklos Molnar afferma addirittura che essi fallirono perchè l'anarchismo iberico aveva un carattere troppo urbano e operaio « rispetto ai bisogni dei contadini e degli operai agricoli » (Si veda M. Molnar. **A propos de l'insurrection cantonaliste de 1873 en Espagne. L'attitude des anarchistes et la critique d'Engels**, in **Anarchici e anarchia...**, p. 100). Il Molnar sostiene dunque tutto il contrario di quanto afferma Hobsbawm sulla scia del giudizio engelsiano.

(13) J. Rougerie, **Composition d'une population insurgée. L'exemple de la Commune**, in « Le Mouvement Social », Paris, n. 48, 1964.

secondo il contesto storico, ma l'esplicita lotta rivoluzionaria praticata dalle classi inferiori.

Lo stesso discorso vale per questo secolo. Russia, Germania, Stati Uniti, America Latina, Italia e Spagna vedono diverse classi sociali esprimere storicamente l'anarchismo: i contadini dell'Ucraina e dell'Andalusia non sono certo gli operai della Repubblica bavarese dei Consigli a dell'I.W.W.. La multiformità delle lotte e i contesti storici particolari sono dati dalle diversità dei soggetti e viceversa, ma tale multiformità se non è ricondotta agli obbiettivi ideologici dell'anarchismo, rimane, come si dice, o « storia sociologica » o « histoire événementielle » (14). Certo, non basta dire situazione rivoluzionaria per dire presenza e sviluppo dell'anarchismo. Se ci riferiamo ai Paesi sopra citati è perchè essi furono sottoposti, con maggiore o minore intensità, a quello scontro aperto fra masse oppresse e potere cui abbiamo accennato sopra. E' perchè, ancora, in queste lotte si prefigurarono alcune forme libertarie come espressione spontanea dei bisogni collettivi tradotti in termini di autogestione, azione diretta, libera sperimentazione, ecc.. Per leggere e interpretare storicamente l'anarchisso occorre dunque una verifica e una conferma continua fra pensiero e azione, fra fini e mezzi, fra teoria e pratica. E' questa una prima introduzione per una *spiegazione interna* del soggetto storico in esame. Solo da qui si può partire per una ricostruzione che comprenda e spieghi i legami organici con il contesto generale.

Pensiero e azione: una verifica continua

TALE CONTESTO, allargando il punto di vista soggettivo della spiegazione *interna*, va ricercato nell'area del movimento sociale, soprattutto operaio e contadino, che costituisce il naturale campo d'azione dell'anarchismo. L'ampliamento del punto di vista soggettivo in una dimensione più vasta, ma anche contemporaneamente più eterogenea nella sua composizione e nelle sue tendenze, impone a questo punto il problema

(14) E' questo un tipo di storiografia che ricostruisce l'anarchismo attraverso i fatti « clamorosi ». Recenti esempli sono dati da R. Kramer-Badoni, **Anarchia. Passato e presente di un'utopia**, Milano, Bietti, 1972; R. Manevy et P. Diole, **Sous les plis du drapeau noir. Le drame de l'anarchie**, Paris, Domat, 1949; G. Guilleminalt-A. Mahé', **Storia dell" anarchia**, Firenze, Vallecchi, 1974.

del rapporto non solo tra pensiero e azione all'interno dell'anarchismo, ma anche, parallelamente, il rapporto tra quest'ultimo e il movimento sociale (15). Per quanto riguarda il primo aspetto, ci si domanda: come « leggere » questo rapporto che costituisce il presupposto fondamentale della nostra interpretazione? A nostro avviso per rilevare la costante storica dell'anarchismo —perchè questo è il problema di fondo— accorre che la verifica fra prassi e intendimenti ideologici *sia confermata da un rapporto non contradditorio tra essa e i fini ultimi del pensiero e della azione,* qui visti come il riflesso dell'uno sull'altro.

Così, per esempio, per capire in quale misura le linee teoriche del federalismo proudhoniano si sono fatte storia nelle forme organizzative anarcosindacaliste — specialmente quella francese — si deve fare un confronto che colga, di questa traduzione, una continuità storica non contradditoria: il decentramento e l'autonomia delle *Bourses du Travail* rappresentano questa continuità (16), il sorelismo e il conseguente « sindacalismo puro », la contraddicono (17). Così, ancora, la

(15) E' questa una grossa questione lasciata impregiudicata da Max Nettlau. Il taglio storiografico delle sue opere è impostato su uno svolgimento in sè coerente, ma privo di legami organici con la storia generale. Questa interpretazione « soggettivistica », esemplare dal punto di vista della verifica puntuale fra dottrina e azione —l'una si spiega con l'altra e viceversa— la facciamo completamente nostra. Posizione però che deve aprirsi nel modo indicato sopra, vale a dire attraverso un allargamento del punto di vista « soggettivistico ». Si vedano per Max Nettlau le seguenti fonti: M. Nettlau, **Breve storia dell'anarchismo**, Cesena, L'Antistato, 1964; M. Nettlau, **Bakunin e l'Internazionale in Italia dal 1864 al 1872**, Ginevra, Edizioni del Risveglio, 1928 (riedizione anastatica: Roma, Saminà e Savelli, 1970); M. Nettlau, **Errico Malatesta**, New York, Il Martello, s. d.; M. Nettlau, **La Première Internationale en Espagne** (1868-1888), Dordrecht-Holland, 1971.

(16) Per la forma organizzativa delle **Bourses du Travail** cfr. F. Pelloutier, **Histoire des Bourses du Travail..**, pp. 283,295.

(17) Lo stesso discorso ha una certa valenza analogica anche per l'USI. Hanno scritto recentemente e giustamente Maurizio Antonioli e Bruno Bezza che al suo interno si possono rilevare due modelli contrapposti. Il primo, anarchico, à di attacco « alla logica stessa del capitalismo accentratore, sempre più simile allo Stato », il secondo invece, sindicalista rivoluzionario, e di accettazione « del modello di sviluppo capitalistico in vista dell'assunzione in prima persona da parte della classe operaia della gestione della produzione stessa ». Non concordiamo invece nell'imputare al modello anarchico la parte debole dell'USI; ovviamente per noi è l'opposto. Cfr. Maurizio Antonioli-Bruno Bezza, **Note sul sindicalismo industriale in Italia: Filippo Corridoni e la « Riforma della tecnica sindicale »**, in « Primo Maggio », Milano, n. 2, ottobre 1933-gennaio 1974, p. 33 e p. 38.

teorizzazione bakuniniana dell'alleanza classe operaia-masse contadine deve essere rintracciata nella puntuale critica anarchica all'impostazione marxista della lotta di classe e quindi, sul terreno storico nelle ripetute sconfitte della classe operaia che, sulla scia di tale impostazione, trascurava l'importanza fondamentale di questo collegamento (la Comune di Parigi e la Repubblica bavarese sono solo tra gli esempi più clamorosi). Come si vede, non si tratta solo di quantificare il problema, ma anche di qualificarlo, nel senso che il rapporto fra pensiero e azione non à solo un rapporto tra ideologia e sua diffusione sociale, me anche quello relativo al modo in cui avviene tale traduzione.

Ma cosa vuol dire questo discorso? Secondo noi esso investe due aspetti contemporaneamente. Il primo aspetto riguarda l'interpretazione storica di questo rapporto, il quale si dà « istituzionalmente » non nella forma della divisione fra movimento anarchico specifico e movimento sociale generale, ma nella compenetrazione del primo nel secondo nella misura in cui lo interpreta rivoluzionarmente, nullificando quindi ogni impostazione gerarchica organizzativa — (vedremo anche le eventuali « degenerazioni » spagnole su quest'ultima affermazione). Il secondo aspetto, invece, verte su alcuni problemi di tecnica storiografica e filologica: si tratta cioè da una parte di leggere anarchicamente alcuni avvenimenti o forme di pensiero che non si sono presentati « ufficialmente » come tali (18), dall'altra, per non cadere in errori di valutazione. come fa per esempio Daniel Guérin (19), confrontare tali

(18) Questo problema storiografico molto importante è stato recentemente sollevato da Carmela Metelli di Lallo. Cfr. C. Metelli di Lallo, **Componenti anarchiche nel pensiero di J.-J. Rousseau**, Firenze, La Nuova Italia, 1970, pp. 28-30.

(19) Si veda D. Guérin, **Le marxisme libertaire**, in **Anarchici e anarchia...**, pp. 442-457. In questo saggio egli sostiene che vi è una confluenza teorica e pratica fra l'autentico insegnamento marxista e quello anarchico. Il discorso, che si svolge più su affermazioni che su dimostrazioni, presentandosi quindi più come una proposta pratica che una considerazione teorica (« il marxista libertario non è un esegeta, ma un militante », p. 448), si fonda sulla constatazione della comunanza degli obbiettivi finali. Egli porta come esempio, per sorreggere questa sua opinione, l'identità di giudizi fra Marx e Bakunin sulla Comune di Parigi. In questo modo egli salta a piè pari il significato operativo marxista della **estinzione** dello Stato e il radicale opposto significato anarchico della sua **abolizione**. Cfr. M. Roberti. **L'impossibile suicidio**, « A, rivista anarchica », anno IV, n. 5. Milano, giugno-luglio 1974. Sempre sulla problematica del « marxismo libertario » è utile consultare il saggio di Giuseppe Rose che evidenzia tutte le incongruenze di questa sintesi. Cfr. G. Rose, **Le aporie del marxismo libertario**, Pistoia, RL, 1971.

reperti alla luce di una lettura attenta e rigorosa dell'ideologia e della teoria anarchica. (20)

---

(20) Ad esempio prendiamo il generale giudizio della storiografia marxista tendente a negare ogni validità scientifica al pensiero di Bakunin. Su cosa si basa tale giudizio? Si basa in gran parte sul discorso che Bakunin tenne al Congresso della Lega della Pace e della Libertà a Berna nel septembre 1868. In questo discorso egli avrebbe più volte affermato di volere «l'uguaglianza delle classi». Bene, vediamo cosa ha detto e ha fatto stampare veramente Bakunin (prima nel **Kolokol** e poi nelle **Memorie** de la Fédération Jurassienne). «Voglio la soppressione delle classi tanto nei rapporti economici e sociali che politici (...). Bisogna che tutti gli uomini siano nel medesimo tempo intelligenti e laboriosi e che tutti possano ugualmente vivere del loro cervello come delle loro braccia. Allora, o signori, ma soltanto allora l'eguaglianza e la libertà politiche diverranno una verità. Ecco dunque ciò che noi intendiamo con queste parole «l'eguaglianza delle classi». Meglio avrebbe valso dire la soppressione delle classi, l'unificazione della società per mezzo dell'abolizione dell'ineguaglianza economica e sociale. Ma noi abbiamo anche domandato l'**eguagliamento degli individui**, ed è questo soprattutto che ci attira addosso tutte le folgori...» (Cfr. M. Bakunin, **Discorsi al Congresso di Berna della Pace e della Libertà**, ora in M. Bakunin, **La Comune e lo Stato**, Milano Libreria editrice «Tempi Nuovi», 1921, p. 67-68 passim). Analizziamo un momento queste proposizioni. Innanzi tutto Bakunin afferma di volere la «soppressione delle classi», termine che equivale sostanzialmente a quello di abolizione. Ma poi subito dopo spiega che l'espressione «eguaglianza delle classi», pur sapendo che non è rigorosamente corretta (tanto che lui stesso dice «meglio avrebbe valso dire la soppressione»), è dovuta quasi ad une omologia verbale per quell'altra proposizione che vuole **l'eguaglianza degli individui.** Ora bisogna domandarsi: perchè Bakunin fa questa aggiunta? Perchè non si accontenta dell'espressione «soppressione delle classi» ma vuole anche quella dell'**eguaglianza degli individui**? Ci sembra che la risposta sia chiara: la puntualizzazione bakuniana emerge dalla necessità teorica di precisare che, al di là della abolizione (o soppressione) delle classi, ovvero, marxisticamente, dell'eguaglianza di tutti di fronte alla proprietà, vi è il problema, dopo questa **prima** eguaglianza, di creare quella di fronte al lavoro, la quale si ottiene con il mettere tutti nelle stesse condizioni materiali in modo che «possano vivere del loro cervello e delle loro braccia». Se la soppressione delle classi appartiene alla fase di **distruzione** del capitalismo, **l'eguaglianza degli individui** appartiene a quella della **costruzione** del socialismo, il quale non scaturisce **automaticamente** dalla soppressione del primo. Da qui una lettura bakuniniana delle classi che, spiegando l'insufficienza teorica marxiana a tale riguardo tende a ricondurle alla radice strutturale della disuguaglianza: la divisione del lavoro (*). Ora, attorno alla massima consapevolezza scientifica bakuniniana tesa a chiarire che la divisione delle classi si riproduce automaticamente se non si distrugge la sua radice strutturale (la divisione del lavoro), e quindi che l'uguaglianza di tutti dipende dalla integrazione di quest'ultimo (attraverso la contemporanea attività manuale e intellettuale), ora, dicevamo, proprio attorno a questa massima consapevolezza i marxisti dogmatici e non dogmatici farneticano grossolane critiche e pateteiche valutazione. A questo proposito si veda quanto scrivono Antonio Bernieri, Gian Mario Bravo e Wolfgang Harich, per citare solo alcuni (ma ne potremmo citare tantissimi). Cfr. per Bernieri la prefazione a F. Engels, **L'Internazionale e gli anarchici,** Roma, Editori Riuniti, 1965, specificamente p. 8; per Bravo, invece, la prefazione a Marx-Engels, **Marxismo e anarchismo,** Roma, Editori Riuniti, 1971; in quanto ad Harich rimandiamo al suo libro **Critica dell'impazienza rivoluzionaria,** Milano, Feltrinelli, 1972, p. 64. Purtroppo dobbiamo constatare la sottovalutazione del pensiero di Bakunin anche da parte di alcuni libertari. E' il caso di Marianne Enckell

Pensiero e azione, abbiamo detto. Innanzi tutto vediamo di interpretare questo rapporto all'interno della dimensione specifica dell'anarchismo. Problema quindi di verifica puntuale fra dottrina e azione —l'una che si spiega con l'altra e vice-versa; problema che secondo noi introduce il discorso della ricostruzione di *una costante omogenea all'interno delle manifestazioni pluralistiche dell'anarchismo.* Esse segnano e confermano proprio i limiti di sovrapposizione «autoritaria» fra movimento specifico e classi sfruttate, nel senso che il primo non impone alle seconde uno schema precostituito —com'è per esempio nel caso del marxismo— ma ne esprime appunto le molteplici tendenze per quel tanto che esse sono *storicamente* rivoluzionarie. Ma poichè queste tendenze per essere tali devono emergere in modo spontaneo e libero, vale a dire operativamente in modo autonomo, si dà una coincidenza tra esse e l'anarchismo: coincidenza pratica e teorica perchè quest'ultimo è, come si sa, anche pluralità e autonomia. Dissentiamo pertanto de Jean Maitron il quale definisca questo pluralismo — che comprende l'antimilitarismo, l'educazionismo, gli esperimenti di libere comunità— ecc., «una dispersione delle tendenze» (21) imputandolo anche alla mancanza «di coesione dottrinale dell'anarchismo» (22). Rimane invece il problema di vedere fino a che punto alcune di queste correnti, specialmente quelle

---

la quale ha scritto nel numero scorso di questa rivista a p. 121: «Gli strumenti di analisi, il metodo sociologico e economico che appartengono alle problematiche attuali, è presso Marx che noi lo troviamo, è con lui o contro di lui che noi possiamo esercitare la nostra critica, lasciando da parte le sue proposizioni tattiche e i suoi comportamenti autoritari. Presso Bakunin, presso gli anarchici, si trovano altre cose: il diavolo in corpo, e un'abbondanza di idee sovversive». Certo, per capire la tecnoburocrazia oggi, invece di andare a leggere le pagine quasi profetiche di Bakunin su **Stato e anarchia** (Milano, Feltrinelli, 1968, pp. 190-195) si deve evidentement, secondo la Enckell, andare a leggere quelle di Marx qui ironizzavano su queste anticipazioni (Cfr. K. Marx, **Commenti critici a «Stato e anarchia»**, in K. Marx-F. Engels, **Critica dell'anarchismo, Torino,** Einaudi, 1972, pp. 351-367).

(*) Nello schema marxiano l'integrazione del lavoro fra manuale e intellettuale in ogni individuo è si presente nei fini (si vedano gli spunti sui **Manoscritti economico-filosofici del 1844,** sul **Manifesto del partito comunista** e soprattuto sull' **Ideologia tedesca**), ma non nei mezzi e quindi non costituisce un elemento fondamentale del proceso rivoluzionario. Nella contraddizione teorica fra mezzi e fini è presente potenzialmente tutta la «degenerazione storica» del marxismo.

(21) J. Maitron, **Histoire du mouvement anarchiste en France (1880-1914)**, Paris, Société universitaire d'éditions et de librairie, 1951, 319.

(22) Ibidem.

relative alla fioritura individualistica di fine secolo, sono state espressione autentica di esso.

Ma oltre a quest'ultimo problema, in un certo senso marginale, rimane sempre aperto il quesito relativo ad una *subordinazione di fatto* dell'azione al pensiero, qui ora visti l'uno come espressione del movimento specifico e l'altro come espressione di quello sociale. gerarchizzazione che si è presentata per esempio in alcuni momenti in Spagna relativa al rapporto FAI-CNT. Ora dal momento che il nodo da sciogliere per una comprensione di questa *subordinazione* si trova nelle conseguenze storiche della divisione fra movimento politico e movimiento economico-divisione voluta e iniziata dai marxisti con le Conferenza di Londra del 1871-dobbiamo analizzare queste conseguenze per capire in quale misure l'anarchismo le subì (rovesciendole però anche positivamente). Vediamole dunque brevemente, partenda dalla radice teorica che le ha generate : la conquista del potere politico voluta dai marxisti. Ma che cose significava questa conquista in rapporto all'idea e alla pratica internazionalista ? Significava, a nostro avviso, il loro totale rovesciamento. Le classi inferiori, infatti, per conquistare il potere politico avrebbero dovuto iniziare una lotta *dentro* i propri confini nazionali. Solo in questo ambito infatti, cioè all'interno di ogni Stato nazionale, esse potevano verosimilmente conquistare tale potere. La conseguenza era però che l'inscindibile binomio della lotta economico-politica, intesa come lotte *contemporanea* contro il capitalismo e lo Stato, veniva distrutto privilegiando la seconda rispetto alla prima. Cioè, quello che avrebbe dovuto essere solo un mezzo, la lotta politica, diventava di fatto fine, e il fine, l'emancipazione economica, diventava un mezzo. Con quali conseguenze ? Queste : alla unità (al di sopra degli Stati nazionali) degli interessi obiettivi degli sfruttati, fondati sulla lotta economica per la loro emancipazione, veniva sostituita l'unità fittizia della lotta politica, con l'inevitabile risultato che l'iniziativa revoluzionaria degli sfruttati restava condizionata da quella strategica degli Stati nazionali (23). (Tra parentesi : queste sono anche a nostro avviso le radici storiche dell'impotenze della Seconda Internazionale di fronte alla prima guerra mondiale).

(23) A tale riguardo rileviamo che la storiografia marxista e non marxista non ha colto nel suo autentico significato l'opposizione anarchica alla Conferenza di Londra. L'opposizione, infatti, non nasceva solo dall'attinenza metodologica ai principi dell' **astensionismo politico**, ma anche dalle ragioni sopra esposte. Per esempio nè Cole, nè Molnar, nè la Arru, per citare tre esempi, ci sembra abbiano colto i termini reali del problema.

Se questa interpretazione è giusta, risulta evidente dunque che la *subordinazione di fatto dell'azione al pensiero*, per quel tanto che si espresse negli esempi sopra riportati o anche in altri, fu dovute ad una carenza della pratica internazionalista da parte dell'anarchismo. Risulta inoltre evidente che questa carenza, favorendo l'iniziativa strategica degli Stati nazionali, ne favoriva in pari tempo la loro azione direttamente repressiva, con la conseguenza che il movimento rivoluzionario e anarchico in special modo, si sostituiva e si sovrapponeva al proletariato — che in tali momenti tendeva a ritirarsi sulla difensiva — dando luogo appunto a tale *subordinazione*.

Tenendo presente questa dimensione, che nel contempo è anche come abbiamo detto (24) ambivalente, è possibile adesso vedere in quale misura la diffusione dell'anarchismo fra le masse popolari, permise a queste ultime di praticarlo in quei modi e in quelle forme che « ufficialmente » non risultarono tali. Con questo criterio intendiamo mettere insieme non solo la pratica anarcosindacalista, ma anche qualsiasi pratica sociale libertaria. La strada da percorrere per rintracciare questi movimenti degli sfruttati si fa a questo punto estremamente problematica. Il secondo aspetto della questione posta all'inizio

Cfr.. G.D.H. Cole, **Storia del pensiero socialista. Marxismo e anarchismo,** Bari, Laterza, 1967, vol. II, pp. 224-225 ; M. Molnar, **Le déclin de la Première Internationale. La Conférence de Londres de 1871,** Genève, Droz, 1963, p. 99 : il Molnar, sopravalutando la tendenza parlamentaristica marxista, sposta il discorso storico su un piano troppo ideologico, e quindi, per converso, fa apparire indirettamente l'opposizione anarchica per un'opposizione solo di principio ; A. Arru, **Classe e partito nella Prima Internazionale,** Bari, De Donato, 1972, pp. 37-76. Quest'ultima non solo capovolge i nodi della questione, ma anche il senso degli intendimenti bakuniniani. Diverso è il discorso di Leo Valiani il quale spiega che di fronte ai partiti politici democratici che hanno una consistenza derivante dall'influenza della Rivoluzione francese « il movimento socialista non trova altra forma pratica di differenziazione intransigente che la rinuncia a compiere con essi sul terreno politico e la contrapposizione ad essi di una negazione totale e assoluta della politica, sbagliata certo in teoria, ma inevitabile in pratica in quel momento ». Valiani pur storicizzando bene il problema tralascia e sottovaluta gli sviluppi storici di questa intransigenza che non morì con il passaggio del movimento socialista di ispirazione marxista al campo parlamentare. Le ragioni ideologiche dell'astensionismo furono sì anche un prodotto delle contingenze storiche del momento, ma non finirono con esse. Cfr. L. Valiani, **Considerazioni su anarchismo e marxismo in Italia e in Europa dopo la Conferenza di Rimini,** in AA.VV., **Anarchismo e socialismo in Italia** (1872-1892), Roma, Editori Riuniti, 1973, p. 146.

(24) Per esempio Joaquin Romero-Maura ha scritto recentemente che l'anarcosindacalismo spagnolo nacque e prosperò nei primi anni del secolo senza lo specifico apporto dei sindicalisti. In questa debolezza della **componente sindacale,** e per contro, nella preponderanza **dell'elemento-**

di questo paragrafo, quello relativo alla *generalizzazione dell'anarchismo* e ad una ricostruzione fuori dai suoi ambiti propriamente detti, si dà ora per intero: movimento sociale e movimento specifico, lotta di classe e lotta rivoluzionaria, anarchismo e sindacalismo, etc., confluiscono qui in una struttura interagente difficile da distinguere nelle sue componenti. Infatti, come valutare, interpretare, definire e riconoscere questa *generalizzazione*? Rispondiamo allora: *leggendo l'azione rivoluzionaria (libertaria ed egualitaria) degli oppressi come pensiero anarchico fattosi storia.*

L'azione come pensiero

Si pone adesso il problema di vedere in questa « lettura » sia l'azione dell'anarchismo preso nella sua specificità, sia l'azione autoemancipatrice delle classi inferiori. Diciamo subito che il rapporto fra di loro è, sotto questo profilo, un rapporto organico perchè leggendo l'azione dell'anarchismo come pensiero vogliamo leggere anche, dentro questo pensiero, quello degli oppressi fattosi azione. L'esigenza di una tale impostazione non è solo di carattere strettamente e squisitamente esegetico — passare cioè in questo caso dalla interpretazione del *perchè* dell'azione al *significato* della azione — ma è anche, a nostro avviso, necessariamente attinente alla tecnica storiografica propria di una ricostruzione storica dell'anarchismo.

ideologico anarchico (gli organizzatori operai erano tutti militanti anarchici), Romero-Maura spiega la differenza con l'anarcosindicalismo francese che presentava esattamente i caratteri opposti. Le conseguenze secondo noi sono facilmente rilevabili: mentre il primo mantenne sempre fermo lo scopo ideologico della sua azione — in virtù dell'impostazione anarchica inizialmente ricevuta — il secondo degenerò dopo pochi anni nel **sindacalismo puro** di stampo soreliano, perdendo, in questa degenerazione, anche tutta la sua forza organizzativa e d'attacco. Cfr. J. Romero Maura, **Les origines de l'anarchosyndicalisme en Catalogne**, in **Anarchici e anarchia...**, pp. 115-117. Sull'orientamento esplicitamente anarchico della C.N.T. si veda anche quanto scrive il suo maggiore storico: cfr. J. Peirats, **La C.N.T. en la revolución española**, Paris, Ruedo Ibérico, 1969, tomo I, p. 21. Questo tuttavia non impedì alcune gravi deviazioni anche prima del 1936-1937, cioè dell'andata al governo. Per capire l'impostazione teorica degli anarco-sindacalisti francesi e la loro parabola verso il sorelismo, si veda, oltre al dibattito Monatte-Malatesta (**Resoconto del Congresso generale anarchico di Amsterdam**, Paterson, N. J., s. d., pp. 14 e sgg.). Anche quanto scrive Christian de Goustine sull'evoluzione del pensiero di Pouget. Cfr. C. de Goustine, **Pouget. Les matins noirs du syndicalisme, Clomency**, Editions de la Tête de Feuilles, 1972, p. 85 e p. 132. Evoluzione che segna il tentativo di storicizzare l'ideologia anarchica all'interno di un rapporto che vede la centralità dello scontro fra classe operaia e capitale.

Infatti una delle difficoltà obiettive maggiori che si presentano per una ricerca sull'anarchismo è data dall'estrema insufficienza del materiale documentario, sia che si tratti di produzione direttamente anarchica, sia che si tratti di produzione sull'anarchismo. La mancanza e la perdita, a volte irreparabile, di testi, opuscoli, giornali, documenti, proclami, manifesti, ecc. dovuta principalmente alla sistematica persecuzione de parte dei governi e alle innumerevoli avversità di carattere economico e logistico, se da una parte è indice obiettivo delle limitazioni delle possibilità tecniche della ricerca — come è stato osservato anche recentemente (25) — dall'altra denota che l'assenza di « tracce » per ricostruire la storia del movimento non è dovuta solo a tali cause, ma anche e soprattutto alla parte predominante che l'azione ha avuto per gli anarchici e per tutti quelli oppressi che si raccolsero attorno all'anarchismo. Vi è cioè una notevole attività, svolta soprattuto da anonimi militanti, attorno alla quale non c'è una diretta documentazione scritta, pur essendo stata svolta, con questa attività, un'azione profonda sul tessuto sociale del tempo (26). Azione che a volte ha inciso in modo determinante sullo sviluppo storico complessivo delle lotte sociali: une storia degli organizzatori operai anarchici o di tendenza anarchica è ancora, per esempio, tutta da scrivere (27).

Si tratta insomma, come dicevamo sopra, di dare un significato all'azione anarchica e autoemancipatrice delle classi inferiori *proprio dal punto di vista dell'anarchismo.* Cioè, risignificare l'azione dell'anarchismo in questo caso vuol dire, non solo dare voce e dignità teorica a tutte le innumerevoli iniziative di base che costituirono la trama dove l'anarchismo potè esprimersi giorno per giorno, ma anche scoprire, in questa trama, le articolazioni di un discorso con il suo contenuto di senso, leggervi cioè la sua grammatica e la sua sintassi. Perchè,

(25) T. Tomasi, **Ideologie libertarie e formazione umana**, Firenze, La Nuova Italia, 1973, p. 1.

(26) Max Nettlau nella introduzione alla sua **Bibliographie de l'anarchie**, Paris, P.-V. Stock, 1897, p. X, pone di sfuggita il problema di una ricostruzione storica di quei militanti che « per caso, non hanno lasciato che poche tracce letterarie ».

(27) In Francia questa lacuna è stata in parte colmata dall'iniziativa di Jean Maitron. Cfr. **Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français**. Publié sous la direction de Jean Maitron. Iª parte: 1789-1864. **De la Révolution française à la fondation de la Première Internationale**, voll. 1-3, Paris 1964-1966; II parte: 1864-1871. **La Première Internationale et la Commune**, voll. IV-IX, 1967-1971.

dal punto di vista dell'anarchismo, il rapporta teoria — prassi ha una valenza egualitaria e una storiografia anarchica che non tenesse conto di questa elementare verità sarebbe impotente di fronte ad una *spiegazione interna* del soggetto storico in esame (28). Perchè ancora, sempre dal *punto di vista dell'anarchismo,* materializzare il pensiero scrivendo libri o materializzarlo « scrivendo » azioni non è l'espressione di una diversità gerarchica, ma l'espressione di una diversità fattuale. Dobbiamo inoltre tenere presente che, per rintracciare la consapevolezza teorica e ideologica degli sfruttati, non vi è altro modo che « leggere » le loro azioni, proprio perchè in loro il limite di questa diversità era anche un limite di impotenza letteraria: incapaci di scrivere il proprio pensiero con la penna, lo scrissero con l'azione. In quest'ultima poi è da ricercarsi tutta la dimensione dello « spontaneismo » anarchico, o se si vuole, la dimensione del significato autentico delle aspirazioni libertarie popolari, perchè solo in essa si liberano completamente i bisogni sociali più profondi, solo in essa le masse o gli individui *scrivono* la storia (29). Si deve anche aggiungere che il valore della spontaneità, come una delle dimensioni caratterizzanti dell'azione, si precisa pure nell'individuazione storica del processo di repressione e di mistificazione che esso ha subito, e da parte del potere capitalistico (nel tentativo di arginarlo) e da parte del futuro potere tecno-burocratico (nel tentativo di strumentalizzarlo). Potere, quest'ultimo, raccolto attorno

(28) Riaffermiamo qui che per **spiegazione interna** intendiamo una interpretazione che scopra la continuità storica del movimento nella misura in cui esso realizza, nella prassi, i suoi presupposti ideologici. In questo modo essi diventano un criterio di giudizio dell'azione e l'azione un criterio di valore per essi: solo così si può fare anche critica storica del movimento anarchico. Inoltre una ricostruzione dell'ambiente, dei sentimenti, del clima spirituale e politico richiede anch'essa non solo una grande abilità filologica e una grande sensibilità storica e culturale, ma anche une « immedesimazione » che, come ha scritto giustamente Jean Maitron, può avvenire solo frequentando a lungo l'ambiente anarchico. Cfr. J. Maitron, **Histoire du mouvement anarchiste...**, p. 423. Per questo secondo aspetto, cioè per una rigorosa ricostruzione dell'ambiente, dei sentimenti e del clima spirituale e politico sono da vedersi le opere di Pier Carlo Masini che ci sembrano le sole veramente riuscite in questo senso (che peraltro riguardano l'Italia e un periodo limitato). Cfr. P.C. Masini, **Storia degli anarchici italiani da Bakunin a Malatesta**, Milano, Rizzoli, 1969; Id, **Cafiero**, Milano, Rizzoli, 1974.

(29) Non concordiamo pertanto completamente con quanto scrisse tempo fa Gianni Bosio sullo spontaneismo « che è la faccia rivoltata del condizionamento obiettivo ». Siamo perfettamente d'accordo che alcune forme possono esserlo, ma rimane sempre questa la via per arrivare a quella **perspective d'en bas** di cui parla Lefebvre. Cfr. G. Bosio, **Iniziative e correnti negli studi di storia del movimento operaio 1945-1962**, in AA.VV., **Il movimento operaio e socialista...**, p. 45.

alle organizzazioni storiche della classe operaie di ispirazione sia socialdemocratica, sia marxista-leninista (30).

Dalla prassi anarcho-sindacalista alla « propaganda del fatto » — che è forse la dimostrazione più esplicita di tale interpretazione — l'azione sociale libertaria degli anarchici e di tutti gli oppressi raccolti attorno a loro, ruota sempre attorno ai termini di un discorso intellegibile capace di aprirsi ad una ricerca di base che legga, tra le pieghe dei fatti quotidiani, l'attività continuamente profuse e ricca di un suo significato logico. Riportare alla luce gli intendimenti originari dell'azione non è, come qualcuno potrebbe pensare, fare una storiografia ideologica o « peggio », etica. E' al contrario impostare una ricerca sulle reali forze che incisero nella storia, non dal punto di vista quantitativo (le masse di manovre), ma dal punto di vista qualitativo cioè, come abbiamo detto sopra, que gli attori sociali che tradussero la propria consapevolezza teorica in una pratica rivoluzionaria (31).

Su questo modello interpretativo è possibile inoltre costruire un criterio di valore capace di distinguere pli ambiti delle contradditorie tendenze espresse dalle classi inferiori. Vale a dire che attraverso una lettura del significato dell'azione si svelano anche i termini della annosa questione del « livello di coscienza » del proletariato. Solo che qui il significato dell'azione, ovvero il peso della consapevolezza in esso espresso, non è orientato solo a partire dalle condizioni storiche, in modo che tale consapevolezza non ne sia che un automatico riflesso,

(30) Quest'ultimo aspetto ha prodotto nella recente storiografia extraparlamentare anche alcune curiosità interpretative. E' il caso di Renzo del Carria che nel suo **Proletari senza rivoluzione**, Milano, Edizio Oriente, 1972, sostiene la tesi che quest'ultima non è avvenuta in Italia per la gestione « revisionista » della classe dirigente del movimento operaio. Come dire: con la dirigenza « rivoluzionaria » invece ..: Evidentemente il problema è al contrario quello di vedere in quale misura e in quale modo questa spontaneità non è riuscita a forzare gli ambiti istituzionali sia del potere capitalistico, sia delle organizzazioni partitiche e sindacali.

(31) Tenendo sempre presente la prospettiva storiografica di Max Nettlau sulla constatazione obiettiva che solo « un numero più o meno grande di individui » (quindi non le masse) è artefice del mutamento storico (cfr. M. Nettlau, **Bakunin e l'Internazionale...**, p. 1) — il movimento anarchico fu, ed è, una minoranza tra le minoranze — si deve anche dire che questa prospettiva va proporzionalmente allargata nella misura in cui la pratica rivoluzionaria di pochi si estende a gruppi e collettività. In questo senso la « presa di coscienza » non è proporzionale allo sviluppo socio-economico ma « all'allenamento rivoluzionario »: il «livello di coscienza» » dei contadini poveri dell'Andalusia era ben diverso da quello degli operai di Berlino e di Londra, inquadrati rispettivamente dalla social-democrazia tedesca e del tradeunionismo inglese.

ma è diretto a vedere, partendo da esso, in quale misura le anticipa e le supera in virtù dell'ideologia rivoluzionaria praticata (32). È questo il passagio per leggere, dentro la lotta di classe, la lotta rivoluzionaria ; è questa la via per definire e cogliere all'interno di questa lotta la dimensione dell'*azione diretta* ; è questa, infine, la traccia per una comprensione dell'intelligenza dell'agente storico che, dalle sue molteplici forme socio-economiche (operaio, contadino, sottoproletario, schiavo, emarginato, insomma oppresso di sempre), tende all'unica forma resa possibile dalla prassi sovversiva: la forma uomo (33).

Tempi storici e tempi rivoluzionari

IL PASSAGGIO che abbiamo delineato sopra, che si potrebbe definire ideologicamente come superamento del classismo in umanesimo (34), vediamo ora di definirlo come modello teorico prima di tradurlo in termini storici. Che cosa significa dunque

(32) Per esempio proviamo ad interpretare il significato dell'azione antimilitarista, azione che esprime la propria consapevolezza teorica nella puntualità (anzi, nell'anticipo) con la storia. Ci si domanda : perchè l'antimilitarismo presente sin dall'inizio dalla Prima Internazionale come punto ideologico implicito nella sua prassi, si sviluppa solo nei primi anni del Novecento ? Perchè prima non si fece storia se non nelle affermazioni di principio e nella practica rivoluzionaria di pochi militanti ? Perchè solo allora, insomma, si fa lotta sociale ? Pensiamo che la risposta vada ricercata nel fatto che non a caso proprio a cavallo dall'Otto al Novecento, come si sa, il capitalismo si evolve in imperialismo. E cosa significa questo se non una accentuazione della politica militarista degli Stati nazionali ? Molto prima delle analisi leniniste, le masse scrissero con le azioni libertarie questa consapevolezza teorica. Molto prima delle riflessioni analitiche, anonimi militanti fecero proprie tali riflessioni giorno per giorno praticandole nelle piazze, nelle fabbriche, nei campi, nelle caserme. Leggervi dentro tutto un discorso logico e coerente, leggervi dentro tutta la forza di questa consapevolezza che solo così si espresse (ma vi è forse un modo migliore ?) ecco, un esempio di interpretazione dell'azione come pensiero.

(33) L'umanesimo anarchico non è, come ha scritto Gramsci, una formulazione teorica che prescinde dalle condizioni storiche e quindi, di conseguenza, solo una vaga aspirazione umana. Se così fosse non si sarebbe mai storicizzato in un movimento e il suo stesso pensiero non avrebbe storia. Cfr. A. Gramsci, **Socialisti e anarchici**, in A. Gramsci, **Scritti politici**, a cura di Paolo Spriano, Roma, Editori Riuniti, 1969, p. 237 passim.

(34) Per una traduzione in termini teorico-strategici di questo aspetto ideologico, traduzione che si precisa nella trasformazione della lotta di classe in lotta rivoluzionaria, si veda la prima parte di AA.VV., **Anarchismo '70. Un'analisi nuova per la strategia di sempre**, Cesena, L'Antistato, 1973, pp. 13-28.

analizzare questo passagio ? Significa, a nostro avviso, operare un confronto-scontro fra *tempi storici* e *tempi rivoluzionari*. Con i primi sono presenti tutte le condizioni *date* dalla società del momento, con i secondi, invece, tutte le condizioni *possibili*, a partire da quelle *date*, della società futura. All'interno dei primi perciò sono presenti anche tutte le forze storiche dell'ordine costituito e anche tutte quelle forze che, pur non accettando questo ordine, hanno assimilato da esso, teoricamente e ideologicamente, la sua rappresentazione formale : il potere. Così che la rappresentazione del mondo, ovvero delle condizioni *date*, non è solo e soltanto il riflesso dei *tempi storici* ma è anche il riflesso della loro rappresentazione autoritaria. Inevitabilmente l'immagine di quest'ultima è l'immagine della realtà e viceversa.

Dalla parte opposta, invece, l'unico movimento che ha negato tutto questo, significando le condizioni *possibili* come l'assenza di *ogni* potere, e quindi cercando di sovrapporre ai *tempi storici* i *tempi rivoluzionari*, è stato, evidentemente, l'anarchismo. Ma non nel senso di una visione « chiliastica », cioè di una concezione del mondo sottratta al *tempo* e allo *spazio*, come vorrebbe Karl Mannheim (35), ma nel senso che una rappresentazione di essi si dà nella misura in cui avviene il mutamento storico rivoluzionario : in altri termini *il soggetto riconosce la realtà per quel tanto che la trasforma.*

Ricostruire l'incontro-scontro fra questi due poli-*tempi storici-tempi rivoluzionari* — (che nel movimento socialista rappresentano rispettivamente la corrente autoritaria e la corrente libertaria (36), è rintracciare storicamente i punti più alti raggiunti dalle masse oppresse nel tentativo di forzare i primi a favore dei secondi. Questi punti sono la Rivoluzione russa e la Rivoluzione spagnola. Esse si danno e per l'estensione

(35) « La mentalità « chiliastica », scrive Mannheim, prescindendo dalle strutture spazio-temporali del mondo, concepisce la realizzazione del futuro progetto sociale come una concretizzazione immediata, crede cioè che sia possibile realizzare **qui** e **subito** il disegno utopistico. Essa è dunque un'estremizzazione della mentalità utopica. Questo atteggiamento di « indeterminatezza storica » ha trovato la sua forza moderna nell'anarchismo estremo ». Cfr. K. Mannheim, **Ideologia e utopia**, Bologna, II, Il Mulino, 1965, pp. 219-220 e p. 246 passim.

(36) I marxisti, afferma Bakunin, ci « rimproverano soltanto di voler affretare e anticipare il lento cammino della storia e di non riconoscere la legge positiva delle evoluzioni progressive » (Cfr. M. Bakunin, **Lettre au journal la « Liberté » de Bruxelles**, ora in M. Bakunin, **Œuvres**, tome IV, Paris, P.-V. Stock, 1910, p. 375) ; « Materialisti e deterministi, come lo stesso signor Marx, anche noi riconosciamo il fatale concatenamento dei

della lotta e per la qualità di alcuni loro momenti: Ucraina e Kronsdadt per la prima; Catalogna e Barcellona per la seconda.

Per comprendere meglio il significato di queste due espressioni riteniamo sia necessario fare un confronto tra esse. Vediamo innanzi tutto come si caratterizza la Rivoluzione russa. Bisogna subito rilevare che essa non è solo lo sbocco di un lavoro rivoluzionario preparatorio, ma anche il prodotto di alcune contingenze storiche — come per esempio la guerra — che sono più la conseguenza delle contraddizioni del sistema capitalistico mondiale, che il risultato diretto di un movimento sovversivo teso a portarle ad un punto di rottura. Pertanto la Rivoluzione russa, nel suo scoppio quasi improvviso, anticipa in parte il movimento rivoluzionario, presentando immediata conseguenza, vale a dire una dimensione spontanea imprevedibile e *ideologicamente non orientata* (37)). Infatti a differenza della Rivoluzione spagnola, risultato di una lunga tradizione, preparazione ed educazione anarchica ed anarcosindacalista fra le masse operaie e contadine, quelle russe non è che in minima parte risultato di questo lavoro.

Non essendoci questo *referente specifico organizzativo* radicato fra le classi inferiori, lo svolgimento rivoluzionario avviene sì in modo libertario e autonomo, ma non in modo *orientativamente* libertario e autonomo. Ne consegue che le masse, dopo il colpo di Stato bolscevico del '17, precipitano

fatti economici e politici nella storia. Riconosciamo altresì il carattere necessario e inevitabile di tutti gli accadimenti che si susseguono, ma non ci inchiniamo con indifferenza davanti ad essi e, soprattutto ci guardiamo bene dal lodarli e ammirarli quando, per la loro natura, si revelano in flagrante contraddizione con la meta suprema della storia, con l'ideale profondamente umano... ». Cfr. M. Bakunin, **Fragment formant une suite de l'Empire knouto-germanique,** ora in M. Bakunin, **Œuvres,** tome IV, pp. 456-457.

Abbiamo citato questi due brani di Bakunin perchè ci sembra che rappresentino bene la concezione anarchica della storia: materialisti nel riconoscerla, rivoluzionari e anarchici nel volerla indirizzare secondo i fini umani.

(37) E' questa una constatazione comune a moltissimi storici. Scrive per esempio Carr: « La rivoluzione del febbraio 1917, che rovesciò la dinastia dei Romanov, fu l'esplosione spontanea del malcontento di una moltitudine esasperata dalle privazioni della guerra e dalla patente disparità nella distribuzione dei pesi sociali. (...) I partiti rivoluzionari non ebbero alcuna parte diretta nello svolgimento della rivoluzione. Non l'aspettavano, e sulle prime essa li imbarazzò un po' ». Cfr. E. H. Carr, **La rivoluzione bolscevica,** Torino, Einaudi, 1964, p. 72 passim; e Volin scrive sempre sullo scoppio della rivoluzione « Ancora una volta, l'azione delle masse fu un'azione spontanea. (...) Questa azione non fu nè organizzata nè guidata da alcun partito ». Cfr. Volin, **La rivoluzione sconosciuta...,** p. 77 (ma anche p. 63).

presto sotto l'egemonie marxista (salvo casi isolati che vengono subito repressi) o, eufemisticamente, sotto l'egemonia della classe operaia. La realizzazione del comunismo attraverso l'abolizione delle classi e dello Stato cade pertanto sotto le scadenze dei *tempi storici.* Essa quindi risulta non più dalle condizioni *possibili* ma da quelle *date* vale a dire: la guerra, l'accerchiamento della Russia da parte delle potenze occidentali, il pericolo interno di nemici controrivoluzionari, lo scarso sviluppo delle forze produttive, l'insufficiente educazione delle masse, ecc.. Le condizioni *date* si sono trasformate ora in condizioni *giustificative:* l'emancipazione è rimandata al *dopo,* o ancora, eufemisticamente, alla maturazione dei *tempi storici.*

Di contro, a riaffermare nella Rivoluzione russa i *tempi rivoluzionari* restano prima l'Ucraina e poi Kronstadt. La differenza fra le due, però, è questa: mentre Kronstadt è solo l'espressione della spontaneità libertaria *ideologicamente non orientata* della rivoluzione (38), l'Ucraina invece rappresenta una consapevolezza ideologica precisa, e quindi, a differenza della prima, essa è una alternativa organizzata al potere bolscevico. Kronstadt si prefigura come *rifiuto* della gestione dei *tempi storici,* l'Ucraina come *proposta* di quelli *rivoluzionari.* Ne consegue che l'anarchismo si esprime su due piani differenti. Nel primo in modo informale, nel secondo in modo consapevole; Kronstadt rappresenta l'azione come pensiero, l'Ucraina la consapevolezza ideologica di questa espressione (39). Entrambe comunque raffigurano una debolezza obiettiva dei *tempi*

(38) Il programma di Kronstadt non ha una specificità ideologica anarchica. Nè si può affermare che vi fosse un movimento preciso orientato in questo senso. Gli anarchici cioè erano una delle componenti dello schieramento rivoluzionario allora esistente. A questo proposito si veda quanto scrive Ida Mett sulla reale influenza anarchica. Cfr. I. Mett, **La rivolta di Kronstadt,** Milano, Azione Comune, 1962, pp. 73-76. Questa tesi è confermata anche da Volin il quale interpreta questa rivolta come un prodotto tutto spontaneo e autonomo. Cfr. Volin, **La rivoluzione sconosciuta...,** pp. 257-360. Per una documentazione di questa indeterminatezza ideologica (che non vuol dire confusione ma solo non-specificità) si veda **La comune di Kronstadt,** Firenze, Crescita Politica, 1971. Infine si può leggere quanto ha scritto recentemente Paul Avrich « La ribellione, insomma, non fu nè ispirata, nè diretta, da qualsiasi gruppo o partito. I suoi partecipanti (...) non avevano un'ideologia organica nè un piano di azione accuratamente preparato ». Cfr. P. Avrich, **Kronstadt 1921,** New Jersey, Princeton university press, 1970, p. 170 (edizione italiana, Milano, Mondadori, 1971).

(39) Arscinov nella sua **Storia del movimento machnovista** scrive che il machnovismo pur essendo nato fuori dalla tutela delle organizzazioni anarchiche « splendeva di luce anarchica e richiamava naturalmente l'anarchismo. Fra tutte le dottrine sociali la massa degli insorti predili-

rivoluzionari per la mancanza di quel referente specifico di cui abbiamo parlato sopra: un movimento anarchico diffusamente organizzato e radicato storicamente fra le masse. Il fallimento della rivoluzione non va pertanto imputato ad esso, ma a questo avantaggio obiettivo.

Estremamente differente, se non opposto, è il discorso per la Spagna. A differenza della prima guerra mondiale che è una delle cause della Rivoluzione russa, il colpo di Stato fascista in Spagna è solo e soltanto la conseguenza della pressione rivoluzionaria delle masse oppresse. Un gigantesco lavoro preparatorio durato decenni, lavoro di migliaia e migliaia di anonimi militanti anarchici, non è passato invano: la dimensione della spontaneità libertaria della rivoluzione è anche dimensione di una consapevolezza e di un orientamento ideologico preciso. *I primi mesi sono tutte scadenze dei* tempi rivoluzionari: *è il momento più alto raggiunto dall'uomo nel corso della sua millenaria lotta per l'emancipazione.* La creatività autogestionaria della Catalogna, le collettività dell'Aragona e del Levante non sono momenti sporadici, ma la formature del passaggio dai *tempi storici* ai *tempi rivoluzionari.* Essa si chiama qui popolo in armi, guerra rivoluzionaria, realizzazione *immediata* nelle condizioni *possibili*: insomma, la costruzione sociale secondo le scadenze rivoluzionarie (40).

Ci si domanda allora: perchè la Rivoluzione spagnola fallì? La supremazia militare fascista e il tradimento dei comunisti sono cause e spiegazioni sufficienti di questo fallimento? A nostro avviso no. E vero che i *tempi storici* avevano in fascisti e comunisti gli esponenti emblematicamente più qualificati e obiettivamente confluenti, perchè rappresentanti i primi la condizione storica di svantaggio (la superiorità militare ed economica) e i secondi, la teorizzazione e la pratica ideologica di questo svantaggio (sabotaggio sistematico della Rivoluzione sociale per competere sullo stesso piano del nemico — una follia! —). E però anche vero che il movimento anarchico spagnolo aveva la possibilità materiale di neutralizzare per lo meno questi ultimi. Sappiamo che non lo fece perchè una parte finì con il subordinare i *tempi rivoluzionari* ai *tempi storici.* La scelta de la guerra al posto della rivoluzione e la conseguente militarizzazione, la subordinazione al fronte unico (leggi: ai comunisti) con la rinuncia delle posizioni rivoluzionarie raggiunte, la passività e l'inerzia di fronte al sabotaggio di questi ultimi alle collettività, l'incredibile abbandono delle elementari verità anarchiche sul rapporto mezzi-fini, ovvero l'assurda presenza degli anarchici al governo, la considerazione insomme che bisognava rimandare al *dopo* la realizzazione del progetto anarchico, ecco le scadenze dei *tempi storici* che una parte del movimento anarchico acettò rifiutando di percorrere fino in fondo la logica di quelli *rivoluzionari* (41).

Se le ragioni del fallimento della Rivoluzione russa vanno cercate nell'analisi delle condizioni obiettive del *contesto generale,* perchè l'anarchismo non rappresenta che una parte di questo contesto (il soggetto rivoluzionario non raffigura cioè, da solo, tutta l'obiettività della situazione), le ragioni del fallimento di quella spagnola vanno cercate invece soprattutto all'interno di quest'ultimo il quale ha espresso, *dentro di sè,* drammaticamente, i due *tempi* che nella Rivoluzione russa stavano l'uno di fronte all'altro su due campi opposti. Ma cosa significano queste considerazioni dal punto di vista di una comprensione e di una definizione storica dell'anarchismo? Come si pongono dunque nella nostra prospettiva di una *spiegazione interna* del soggetto storico in esame?

L'anarchismo come soggetto storico non modificabile

PER RISPONDERE a queste domande bisogna chiarire secondo noi la *natura storica* dell'anarchismo. E proprio dall'apparente contraddittorietà formale fra questi due termini (la natura che esprime quasi un'idea di ripetitività e la storia che esprime quella del mutamento), proprio da questo gioco verbale contraddittorio è possibile partire per una spiegazione che

geva l'anarchismo. Moltissimi partigiani si dicevano anarchici, e non rinnegarono l'anarchismo neppure davanti alla morte». Cfr. P. Arscinov, **Storia del movimento machnovista,** Napoli, R.L., 1954, p. 248 (nuova edizione: Milano, Sapere, 1972). Sempre sullo stesso testo sono reperibili alcuni documenti che testimoniano il preciso orientamento anarchico del machnovismo (pp. 268-303).

(40) Per le realizzazioni sociali fatte durante la rivoluzione si veda oltre all'opera fondamentale del Peirats già citata, G. Leval, **Espagne libertaire,** Editions de la Tête de Feuilles, 1871 e F. Mintz **L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire,** Paris, Bélibaste, 1970.

(41) Per tutto questo si rimanda all'opera di Vernon Richards, **Insegnamenti della Rivoluzione spagnola,** Genova, R.L., 1957 (seconda edizione: Pistoia, 1974).

utilizzi analogicamente questa espressione. L'anarchismo, a differenza di qualsiasi altro movimento politico e sociale, esso, nel corso del suo sviluppo storico, *non è venuto a modificare o a sostituire i suoi fini originari.* E' sempre stato presente alla storie cioè come soggetto non modificable: in ciò sta tutto il suo « estremismo ». Questo non ha impedito un crescere e modificarsi dell'anarchismo, poichè questo crescere e modificarsi hanno riguardato più che altro l'interlocutore storico di esso. Essendo l'interlocutore rappresentato sempre dalle classi dominate, oppresse, sfruttate, ecc., in quanto si trasforma e si evolve il tessuto storico, sociale, politico, etnologico di esse, in tanto s'evolve e si modifica l'anarchismo. Dagli operai parigini della Comune agli artigiani svizzeri montanari del *Jura,* dai contadini dell'Andalusia agli operai della Catalogna, dai *mugik* russi agli operai delle I.W.W., l'anarchismo mentre muta *storicamente* secondo i soggetti storici impersonati (ecco il suo pluralismo) rimane *ideologicamente* identico a se stesso secondo l'obiettivo posto (ecco il suo « utopismo ») : l'emancipazione integrale.

Certo, questa definizione può sembrare un po' schematica, e lo è se si considerano alcuni avvenimenti da « vicino » (basti pensare all'andata al governo di alcuni « anarchici » in Spagna), ma rimane valida invece se si guarda all'arco complessivo dello sviluppo storico dell'anarchismo, se cioè lo si analizza con un'ottica non ravvicinata. In questo caso la linea della continuita appare ininterrota. Del resto questa è l'unica prospettiva per costruire una storiografia dell'anarchismo, perchè solo essa dà un criterio per valutare la coerenza teorica di quest'ultimo in rapporto al suo agire storico. Dentro questa dimensione va costruita anche quella relativa al rapporto fra movimento anarchico e contesto storico generale, nel senso che mentre quest'ultimo è più una fonte per *quantificare* la prospettiva storica, l'anarchismo invece lo è per *qualificare,* dentro questa quantificazione, i ripetuti momenti di forzatura dai *tempi storici* ai *tempi rivoluzionari.* In ultima analisi il punto di riferimento rimane sempre l'agire storico dello anarchismo, e lo rimane in virtù della considerazione sopra esposte: *non avere sostituito o modificato nel corso del suo sviluppo storico i suoi fini originari.* L'avere insomma proposto, nella prassi della *possibilità progettuale,* la spiegazione e la realizzazione del mutamento storico secondo i bisogni delle masse oppresse: la liberazione di tutte le loro capacità creative attraverso l'affermazione imprescindibile che protagonista della storia non è una classe particolare, *ma la pratica rivoluzionaria, libere ed egualitaria di essa.* L'anarchismo presentandosi come uno spettro identico a se stesso ci ha fatto vedere, in questi cento anni, i molteplici colori dello sfruttamento e della disuguaglianza che si sono rifratti nella sua continuità.

Summary

This study suggests some hypotheses for an accurate definition of the historiography of anarchism.

Ideology and facts, in their respective realms, must be incessantly compared if we are to understand anarchism historically. Such a comparison may explain to what extent the former has become a history of the latter. This method may also lead to work out an historical continuity as well as an overall pattern of homogeneity and coherence for the manifold social manifestations of anarchism which separately considered may appear to the observer as conflicting or contradictory. As a matter of fact, anarchism is not to be identified with a specific social class that is exploited; rather, it is to be assimilated to the revolutionary practice of various oppressed classes, every time these classes have effectively come into open conflict with statist authoritarianism and economic exploitation. This is not to say that a mere inventory of the revolutionary moments of the social history of these last hundred years would enable us to identify anarchism. Indeed, we would only find situations that suscitated direct action, self-management and free experimentation. Yet, if we must « read » the spontaneous and creative dimensions of revolutionary actions, we must also consider what such actions meant to those exploited classes. Not only these meanings have not found their theoretico-literary expression, but their practical everyday translation in numberless grassroots initiatives are absent even from a large number of « revolutionary » historiographies — not to speak of official historiographers.

It is therefore possible to ground our interpretation on these initiatives, so as to consider the qualitative leap from « class-consciousness » to « revolutionary-consciousness » — a change that found its expression when an historically rooted, organized anarchism was present and living with an ideological consciousness translated into a daily practice.

The author concludes this study by applying this model of analysis to the Russian and Spanish revolutions.

Resumen

Este estudio propone algunas hipótesis para una definición de la historia del anarquismo.

Una comprensión histórica del anarquismo exige la confrontación continua entre el dominio propio a la ideólogia y el dominio de los hechos. Tal confrontación puede explicar en que medida la primera se ha hecho historia de los segundos. Este método tiende a establecer una continuidad histórica entre las mútiples formas sociales relacionadas con el anarquismo y por lo tanto a ver una

homógeneidad y una coherencia que superan y contienen varias de sus manifestaciones históricas, que tomadas cada una por separado, podrían aparecer contradictorias. No se trata de identificar el anarquismo con una clase explotada particular, sino mas bien asimilarlo a la práctica revolucionaria llevada a cabo por diversas clases oprimidas, cada vez que estas clases han entablado una lucha directa contra el autoritarismo del Estado y la explotación económica. Lo cual no significa que basta con hacer el inventario de los momentos revolucionarios de estos cien últimos años para identificar al anarquismo. En realidad, no encontraremos en ellos mas que las situaciones que han desembocado en la acción directa, la autogestión, las experiencias libertarias. De lo que se trata, sin embargo, es de una «lectura» no solo de la dimensión espontánea y creadora de las acciones revolutionarias de las masas oprimidas, sino también de la significación que las clases explotadas han dado a dichas acciones. Una significación que no ha hallado expresión teórica ni literaria, sino solamente expresión práctica, que se traduce diariamente por innumerables iniciativas de base. Iniciativas silenciadas por los estudios históricos del poder, pero también por buen número de estudios históricos «revolucionarios.»

Es, por lo tanto, posible lograr una interpretación que se base en esas iniciativas para intentar un salto de calidad de la «conciencia de clase» a la «conciencia revolucionaria», un salto que solamente la presencia enraizada, histórica y organizativa del anarquismo, ha permitido expresar a través una conciencia ideólogica que se hace práctica cotidiana.

El autor concluye su estudio aplicando este modelo de interpretación a las revoluciones rusa y española.

Résumé

Cette étude propose quelques hypothèses pour une définition correcte de l'historiographie de l'anarchisme.

Une compréhension historique de l'anarchisme exige une continuelle confrontation entre le domaine propre de l'idéologie et celui des faits. Semblable confrontation peut expliquer dans quelle mesure la première s'est faite histoire des seconds. Cette méthode tend à établir une continuité historique entre les multiples formes sociales relevant de l'anarchisme, et tend donc à voir une homogénéité et une cohérence qui dépassent et englobent plusieurs de ses manifestations historiques qui, considérées en elles-mêmes, peuvent paraître contradictoires. Il s'agit en fait non pas d'identifier l'anarchisme à une classe sociale exploitée précise, mais bien de l'assimiler à la pratique révolutionnaire conduite par diverses classes opprimées, chaque fois que ces classes sont en fait entrées en lutte ouverte contre l'autoritarisme d'Etat et l'exploitation économique. Cela ne signifie pas qu'il suffise d'inventorier les moments révolutionnaires de l'histoire sociale des dernières cent années pour identifier l'anarchisme. En réalité on ne trouve en eux que les situations qui ont débouché sur l'action directe, l'autogestion, les libres expériences. La perspective cependant est celle d'une « lecture » non seulement des dimensions spontanées et créatrices des actions révolutionnaires des masses opprimées, mais aussi de la signification que les classes exploitées ont accordé à ces actions. Une signification qui n'a pas trouvé son expression sous une forme théorico-littéraire, mais sous une forme pratique, qui se traduit quotidiennement par d'innombrables initiatives de base qui sont absentes non seulement dans les historiographies du pouvoir mais encore dans un grand nombre d'historiographies « révolutionnaires ».

Il est donc possible de pratiquer une interprétation qui se base sur ces initiatives pour établir le saut de qualité de la « conscience de classe » à la « conscience révolutionnaire », un saut que seule la présence enracinée, historique et organisative, de l'anarchisme, a permis d'exprimer, par une conscience idéologique qui se fait pratique quotidienne.

L'auteur conclut l'étude par l'application de ce modèle d'interprétation aux révolutions russe et espagnole.

Livres à lire /	**Books to read**
Libri da leggere /	**Libros aconsejados**

Ombres chinoises — Simon Leys

Révo. Cul. dans la Chine pop. — Anthologie de la presse des Gardes Rouges
(Union Générale d'Editions — Coll. 10/18 — Paris 1974)

Violence dans la violence — Le débat Bakounine/Necaev — Michael Confino
(François Maspéro éd. — Paris 1973)

Les fusils et les urnes — Le Portugal d'aujourd'hui — Joëlle Kuntz
(Denoël Paris 1975)

Anarcosindicalismo y Revolución en España — 1930/1937 — John Brademas
(Ed. Ariel - Barcelona 1974)

Gustav Landauer und die Revolutionszeit 1918-1919. Die politischen Reden, Erlasse und Briefe Landauers aus der November-Revolution 18/19 — Ulrich Linse
(Karin Kramer - Berlin 1974)

The Case for Participatory Democracy — Ed. by C. G. Benello and D. Roussopoulos
(Black Rose Books - Montreal 1974)

Sans commentaire - *Sin comentario*

No commentary - *Senza commento*

From China

Army against Party?

Whether the Party commands the gun or the gun commands the Party has always been an important question of principle in the struggle between the two army building lines. All opportunists are using every means at their disposal to interfere with and sabotage the absolute leadership of the Party over the army in a vain attempt to command the Party with the gun. The reactionary fallacy of the Party «grows out of the barrel of a gun» was fabricated by the bourgeois careerist and conspirator Lin Piao for the sake of creating a theoretical foundation for him to command the Party with the gun. We must criticize thoroughly this reactionary fallacy of Lin Piao.

Actually, does the Party grow out of the barrel of a gun or does the Party create the army? The history of the revolutionary struggle in China has long ago given an answer to this question. Our Party was born in 1921. Just as the great leader Chairman Mao has pointed out: «The vanguard of the Chinese proletariat learned Marxism-Leninism after the October Revolution and founded the Communist Party of China.» («On the People's Democratic Dictatorship»). After its establishment, our Party, through bloody lessons, learned the importance of the gun, and during the Autumn Harvest Uprising and the Nanch'ang Uprising in 1927, built its own army. After the creation of our army, it fought heroically for the cause of the liberation of the people under the direct leadership and command of the Chinese Communist Party and Chairman Mao, and has always been an important tool for consistently implementing the line of the Party. The history of struggle of our army in the past 47 years has profoundly explained that only under the direct leadership and command of the Party and Chairman Mao could our army grow from nothing into something and from small to big.

The story of how the people's armed forces grew up into a proletarian army under the leadership of the Party in the revolutionary modern Peking opera «Azalea Mountain» has vividly reflected the historical truth, and it is a telling criticism of the fallacy of Lin Piao that the Party «grows out of the barrel of a gun.» The poor peasants of the Azalea Mountain were oppressed by the landlords and evil gentry until they came to an impasse, and under the leadership of Lei Kang, they spontaneously took up arms to stage an insurrection. However, the bloody lesson of «rising and falling three times» enabled them to learn that although the self-defense army had risen up to make revolution under the powerful impact of the Autumn Harvest Uprising, because it had not the direct leadership of the Party, it became «a flock of wild geese without a leader.» Later, because Chingkangshan sent over a representative from the Party, the self-defense army was able to find the «guiding light», «score one victory after another and became ever more flourishing» under the leadership of the Party. The vivid contrast between the former and the latter showed that without Party leadership, the peasants' armed forces would «fail every time and end in disaster» and would repeat the many past tragic failures of peasants' uprisings. With the correct leadership of the Party «the self-defense army was put on the right course, and its future became bright and promising.» This most eloquently tells people that only when there is Party leadership could there be a people's army. Only under the leadership of the political party of the proletariat and by advancing along the correct road of the Party could the army develop and grow and score victories in the revolutionary struggle. The history of the Chinese revolution has clearly shown that it is the Party that created the army, and the Party definitely did not grow out of the barrel of a gun.

At the 6th plenum of the 6th CCP Central Committee in 1938, Chairman Mao pointed out: «Our principle is that the Party commands the gun, and the gun must not be allowed to command the Party. Yet having guns, we can create Party organizations, as witness the powerful Party organizations which the Eighth Route Army has created in northern China.» («Problems of War and Strategy»). This brilliant assertion that «yet having guns, we can create Party organizations» was set forth by Chairman Mao to oppose and criticize the wrong tendency of the Right-opportunist line within the Party on problems of war and strategy. This was made under the premise of «our principle is that the Party commands the gun, and the gun must not be allowed to command the Party» correctly laid down beforehand by Chairman Mao. It emphasized the role and importance of the gun and pointed out that the army led by our Party not only could fight battles to annihilate the enemy, but also could make propaganda among the masses, organize the masses and help them set up political power, and even Communist Party organizations. The strong emphasis placed by the teacher of proletarian revolution on the extreme importance of the gun precisely shows that it is most important for the political party of the proletariat to exercise absolute leadership over the army and directly command the gun. The words, «yet having guns, we

can create Party organizations» as spoken by Chairman Mao are in line with the fundamental principle of «the Party commands the gun.» Only with the Party and the correct leadership of the Party could there be guns and armies, and with guns and armies, we could more properly develop and strengthen the Party organization. However, Lin Piao put the cart before the horse. He said nothing about this fundamental principle of «the Party commands the gun», the premise of «the gun must not be allowed to command the Party» and the task of setting up local Party organizations in newly opened up areas entrusted our army by the Party that should be carried out under the absolute leadership of the Party, but talked boastingly of «the Party grows out of the barrel of a gun.» Very evidently this is the undiluted reactionary fallacy of «the gun commands the Party.»

This reactionary fallacy of «the Party grows out of the barrel of a gun» was cast forth by Lin Piao in May 1961. Its vital point was to negate the leadership of the Party over the army and place the gun above the Party in a vain attempt to lead our army astray and turn it into a tool for this bourgeois careerist and conspirator to restore capitalism. Lin Piao had told his sworn confederates: «It is necessary to emulate Chiang Kai-shek...» These words exposed his dark secret. He vainly attempted to repeat the tricks played by Chiang Kai-shek who used the army as his tool for usurping leadership in the Party and the country. He wanted to stage, like the dictator and public enemy Chiang Kai-shek, a counter-revolutionary armed coup d'etat to set up a fascist dynasty of the Lin family in China for all-round restoration of capitalism. Our army is the army of the proletariat and is loyal to the Party and the people. We must thoroughly criticize the counter-revolutionary crime of Lin Piao in negating the leadership of the Party and using the gun to command the Party. We must consciously obey the absolute leadership of the Party over the army, always uphold the character of the people's army and play the part of a reliable tool for implementing the line of the Party.

The Gun Must Not Be Allowed To Command the Party by fighters Chao Kuang-lin and Chang Chü-yu (Peking *Kuang-ming Jih-pao*, September 12, 1974).

Leadership of the Party

The cadres of the CCP committee, revolutionary committee and militia department of Jenhua *hsien*, Kwangtung Province, through carrying forward the glorious traditions of our Party and army and consciously strengthening and upholding the centralized leadership of the Party, have further cemented the ties

between the army and the government, strengthened the solidarity of the army and the government and brought about an excellent situation in revolution and production throughout the *hsien*.

For the Party, the government, the army, the people and the students of the east, the west, the south, the north and the center, the Party is leading everything. In accordance with this principle, the Party committee of Jenhua *hsien* took the *hsien* militia department as a department under its own direct leadership, placed the business of getting armed on its own agenda, put the Party in control of the armed forces and strengthened leadership in all fields. The *hsien* Party committee passed on in time the instructions from the higher level to the army cadres, joined them in discussing the major issues concerning the whole *hsien*, called on them to carry out the *hsien* Party committee's resolutions and gave full play to their positive role in various fields.

Three deputy secretaries of the *hsien* Party committee were local cadres. They boldly laid hold of the armed forces, and simultaneously with carrying out central tasks deep in the midst of basic levels, ascertained and inspected militia work, sought a quick solution for problems unearthed, and also publicized Chairman Mao's thinking on people's war and conducted education in the Party's basic line and education in current trends and war preparedness among the broad masses of militiamen. Once, the military department of a higher level handed down an emergency assignment. At that time, the local cadres among the leading members of the *hsien* Party committee on duty immediately joined the leading comrades of the militia department in calling a meeting that night, personally made arrangements, and directly put themselves in command. As a result, the assignment was fulfilled in a very satisfactory manner.

The *hsien* militia department consciously obeyed and upheld the centralized leadership of the local Party committee. It asked for instruction from and made reports to the *hsien* Party committee on all important problems, and resolutely carried out the resolutions adopted by the *hsien* Party committee. After receiving an important directive from a military department at a higher level, they opportunely asked the *hsien* Party committee for instructions and furnished it with a relevant report, and took the initiative in winning the leadership and support of the *hsien* Party committee. They also took an active part in and strived to accomplish the central tasks in the *hsien*.

In the spring of this year, the *hsien* Party committee decided to transfer a large number of cadres deep into the midst of the countryside to help the basic-level units to unfold a movement to criticize Lin Piao and Confucius. In compliance with the directive of the *hsien* Party committee, the *hsien* militia depart-

ment immediately transferred over 60 percent of its personnel with their leading comrades to go deep into the midst of communes and brigades under the unified arrangements made by the *hsien* Party committee. For several years, the *hsien* militia department constantly reserved over 50 percent of its personnel to join the local cadres in conducting education in the Party's basic line, the movement to learn from Tachai in agriculture and the central tasks for various periods.

All army cadres consciously placed themselves under the centralized leadership of the local Party committee. A deputy head of the militia department sitting on the standing committee of the *hsien* Party committee was originally assigned by the *hsien* Party committee to take charge of public safety and political and legal work. Later, to meet work requirements, the *hsien* Party committee decided to assign him to take charge of nitrogen fertilizer production. At first, he showed some hesitation because he was not familiar with such work. But when he thought of the need to uphold the centralized leadership of the local Party committe, he resolutely obeyed the decision of the *hsien* Party committee and cheerfully took up the assignment. After he joined the nitrogen fertilizer factory, he led the workers to grasp the revolution and promote production, and brought about changes to the outlook of this factory.

During the great cultural revolution, the *hsien* Party committee, in accordance with the principle of three-in-one combination of the old, the middle-aged and the young, promoted a full-time militia cadre of the Ch'angchiang commune as a member of the standing committee of the *hsien* Party committee and vice chairman of the *hsien* revolutionary committee. This year, a deputy head of the *hsien* militia department joined this standing committee member of the *hsien* Party committee in going to the Huhsi commune to grasp the movement to criticize Lin Piao and Confucius, constantly took the initiative to ask instructions from, make reports to, and obey the leadership of this standing committee member. He satisfactorily fulfilled the tasks assigned him.

Under the unified leadership of the *hsien* Party committee, the revolutionary solidarity of the army and the government was further strengthened. The broad masses of army and government cadres of Jenhua *hsien* persevered in learning from each other, helping each other, respecting each other and supporting each other, and actively assumed responsibility of their own accord. Because the broad masses of army and government cadres in Jenhua *hsien* are able to unite more closely under the unified leadership of the *hsien* Party committee and fight shoulder to shoulder, all tasks in the whole *hsien* have made new headway. On the basis of stepping up output in agricultural production for four years in succession, another bumper harvest has been reaped in early grain crops this year. Industrial production has also registered rapid development. Total industrial output in the whole *hsien* last year chalked up an increase of 159 percent compared with 1966, and there has been an increase of 28 percent in the first half of this year compared with the corresponding period last year. Great achievements have also been made in militia building.

Uphold the Centralized Leadership of the Party and Strengthen the Solidarity of the Army and the Government — Jenhua *hsien* in Kwangtung Province carries forward the glorious traditions of our Party and army (Peking *Jen-min Jih-pao,* July 31, 1974).

Trade union work

(NCNA Kweiyang, December 30, 1973) Kweichow held the 5th Trade Union Congress in Kweiyang between December 19 and 28. All the delegates conscientiously studied the documents of the 10th Party Congress and the series of instructions put forth by Marx, Lenin and Chairman Mao concerning trade union work, summed up the historical experience of the two-line struggle in the workers' movement in Kweichow and elected the 5th Committee of the Kweichow Trade Union Council.

Attending the congress were Li Pao-hua, Second Secretary of the Kweichow Provincial Committee of the Communist Party of China and Vice Chairman of the Provincial Revolutionary Committee, Wu Hsiang-pi, Chang Jung-sen, Chia T'ing-san, Lo Hsi-k'ang, Liu Hsing-sheng, Ch'en Hsin-keng, Li T'ing-kuei, Chang Yü-huan, Chang Chien-min, Fu Ai-nung, T'ien Tzu-ming and Sun Ch'ang-te, responsible persons of the CCP Kweichow and the Kweichow Command of the Chinese People's Liberation Army. They extended warm congratulations to the congress and the staff members and workers in the whole province.

This congress was a grand assembly of the working class in Kweichow. Among a total of 1,444 delegates who attended the congress, there were old advanced figures, activists who had come to the fore in the great proletarian cultural revolution and the movement to criticize Lin Piao and rectify the style of work, cadres of the trade unions, engineers and technicians. Industrial workers accounted for 58.9 percent of the total delegates, women delegates accounted for 25.4 percent and representatives of the minority nationalities of Miao, Puyi, T'ung, Shui, Yi and Kelao accounted for 12 percent. Ninety-six representatives of the Red Army veterans, poor and lower-middle peasants, PLA fighters, retired old workers, workers in culture, education, health and scientific research and family

dependents of workers attended the congress as guests. The whole congress was full of vigor and vitality and filled with the warm atmosphere of fighting in unity.

Comrade Li Pao-hua spoke at the congress on behalf of the CCP Kweichow Provincial Committee and the Kweichow Provincial Revolutionary Committee. He urged the working class in the whole province to seriously study the documents of the 10th Party Congress, resolutely implement the spirit of the 10th Party Congress, continue to give top priority to the criticism of Lin Piao and the rectification of the style of work, study diligently Marxism-Leninism-Mao Tse-tung's thought, thoroughly criticize the revisionist line of the Lin Piao anti-Party clique and struggle to further consolidate and strengthen the dictatorship of the proletariat. He pointed out that unity is the guarantee for victory in the proletarian revolutionary cause. On the foundation of the basic principles of Marxism-Leninism-Mao Tse-tung's thought, we must constantly consolidate and strengthen the unity of the working class and the unity of the people of various nationalities, unite all the forces that can be united and under the leadership of Chairman Mao's proletarian revolutionary line, strive to build our country into a great socialist country. He called upon the trade union organizations at various levels to become the Party's competent assistants in conducting mass work among the workers under the Party's centralized leadership and unite the broad masses of workers to grasp revolution, promote production and work hard to accomplish the various combat tasks set forth by the 10th Party Congress.

The delegates to the congress discussed freely the present excellent situation prevailing in Kweichow and at home and abroad. In the great proletarian cultural revolution and the movement to criticize Lin Piao and rectify the style of work, the working class in the whole province seriously studied the works by Marx, Lenin and Chairman Mao, energetically took part in the revolutionary mass criticism of Liu Shao-ch'i and Lin Piao anti-Party cliques, thoroughly promoted struggle-criticism-transformation in the various spheres in the superstructure, and further consolidated the dictatorship of the proletariat. The working class in the whole province worked hard to grasp revolution and promote production, and the total industrial output value in the whole province in 1973 increased to about double that of 1965 before the great cultural revolution. Steeled in the three great revolutionary movements, the broad masses of workers have raised their awareness of class struggle, the two-line struggle and the continuation of the revolution under the dictatorship of the proletariat, and a considerable number of activists have come to the fore. Since the great proletarian cultural revolution, over 16,000 workers have gloriously joined the Communist Party of China, over 30,000 young workers have joined the Communist Youth League, and a great number of new worker-cadres have taken up

leading posts at various levels. Looking back and ahead, the delegates showed greater revolutionary heroism and were resolved to follow Chairman Mao's revolutionary line to score still greater victories.

During the congress, filled with strong proletarian righteous indignation and in conjunction with the realities of trade union work, the delegates thoroughly criticized the fallacies of the dying out of class struggle, economism and syndicalism spread by the Liu Shao-ch'i and Lin Piao anti-Party cliques in the workers' movements, and their criminal acts in sabotaging the Party's leadership over the workers' movement and disrupting the workers' movement. The delegates profoundly realized that the trade union organizations at all levels must firmly bear in mind the Party's basic line for the entire historical period of socialism, and under the Party's leadership, grasp firmly class struggle and adhere to the socialist revolution and the dictatorship of the proletariat before they can really play the role of the cornerstone of the dictatorship of the proletariat.

In accordance with the five requirements set forth by Chairman Mao for successors to the proletarian revolutionary cause and the principle of three-in-one combination of the old, the middle-aged and the young people, the congress elected the 5th committee of the Kweichow Trade Union Council after repeated consultations and discussions. After the election at the 1st plenary session of the committee and the approval of the CCP Kweichow Provincial Committee, 21 standing committee members of the Kweichow Trade Union Council were elected with Lo Hsi-h'ang as the president and Wang Chih-ming, Yao Kuo-hsiang and Wu Yü-ying (Miao nationality) as vice presidents.

Kweichow Holds 5th Trade Union Congress and Elects 5th Committee of Kweichow Trade Union Council **(Peking *Jen-min Jih-pao*, December 31, 1973).**

Intellectuals

Under the excellent situation of the deep-going development of the criticism of Lin Piao and Confucius we are full of revolutionary passion and militant conviction as we greet the sixth anniversary of the mounting of the political stage by the working class in the superstructure.

Looking back over the history of struggle in the past six years, we deeply feel that the serious implementation of the Party's policy of uniting, educating, and transforming the intellectuals and the exercise of a tight hold on the transformation of the

world outlook of the teachers constitute an extremely important question in constantly consolidating the leadership of the working class over the educational battlefront, building up a contingent of proletarian teachers, and properly carrying out the revolution in education.

Through the steeling of the great proletarian cultural revolution and the movement to criticize Lin Piao and Confucius, the overwhelming majority of teachers have registered various degrees of progress politically and ideologically. Among them, a group of activists who are resolved to carry through to the end the proletarian revolution in education have emerged. However, as Chairman Mao has taught, «The transformation of the world outlook is a fundamental change, and at present it still cannot be said that the majority of intellectuals have completed this change.» Therefore, we must unswervingly grasp tightly and properly the work of transforming the world outlook of the contingent of teachers, with emphasis laid on assisting them to shift their stand to the side of the workers, peasants and soldiers.

The present deep-going movement to criticize Lin Piao and Confucius is a political struggle, an ideological struggle through which the proletariat triumphs over the bourgeoisie, and Marxism over revisionism. It is also an excellent opportunity for the broad masses of intellectuals to seriously transform their world outlook. Under the leadership of the Party Committee, we of the workers' propaganda team lead the broad masses of teachers to seriously study works by Marx, Lenin, and Chairman Mao, the relevant documents and directives on the criticism of Lin Piao and Confucius to enable the broad masses of intellectuals to fully understand the great practical significance and the far-reaching historical significance of the criticism of Lin Piao and Confucius, and constantly heighten their consciousness in the criticism of Lin Piao and Confucius.

At the beginning of the movement, an old professor at the department of physics and chemistry did not adequately understand the great significance of the criticism of Lin Piao and Confucius, and had some misgivings in mind. At that time, I went to talk to him a number of times in order to inspire him into consciously transforming his world outlook, in the struggle to criticize Lin Piao and Confucius so that he could gradually eliminate his worries. Afterward, he took the initiative to link up the impact of the doctrines of Confucius and Mencius on him with a fierce criticism of Lin Piao and Confucius, and made a speech of criticism at the general meeting of the whole department. Recently, the Party general branch absorbed him into the Marxist-Leninist theoretical group, and his revolutionary activism became higher than before. He fought for nights and wrote over 2,000 words of commentaries on the «Trimetrical Classic». He also gave an account of his work at a meeting of the members of the departmental theoretical group, and was acclaimed by the masses.

The workers, peasants, and soldiers constitute the main force in the criticism of Lin Piao and Confucius. We actively lead the broad masses of intellectuals to join the workers, peasants, and soldiers in criticizing Lin Piao and Confucius, and to combine the criticism of Lin Piao and Confucius with the acceptance of re-education. Since the beginning of this year, we members of the workers' propaganda team have walked out of our school with the broad masses of teachers to participate in the practice of the three great revolutionary movements in the factories and the countryside, and to practice running schools with open doors. The broad masses of teachers criticizing Lin Piao and Confucius together with the workers, peasants, and soldiers, they have further changed the past state of «three detachments» and brought about ideological transformation.

The problem of the intellectuals is first of all an ideological problem. We have paid attention to carrying out penetrating and careful ideological work in the criticism of Lin Piao and Confucius, and helping the broad masses of intellectuals to gradually enhance their political awareness. Recently, we have also led the broad masses of teachers to seriously study the history and absorb the experience of the struggle between Confucianism and Legalism, and better serve the practical class struggle. In conjunction with the characteristic of the educational front, the workers' propaganda team has led the teachers to seriously study Chairman Mao's educational line and ideology, study the Legalist philosophy of education, criticize the Confusian philosophy of education and sum up the historical experience of the two-line struggle on the educational front, so that everybody could further understand clearly the relationship between the educational line and the political line.

From now on, we must continue to unite all those intellectuals who are willing to criticize Lin Piao and Confucius, help them seriously transform their world outlook in the struggle to criticize Lin Piao and Confucius, bring the socialist enthusiasm of the broad masses of intellectuals into full play, and better serve the socialist revolution and enterprise building.

Unite the Intellectuals for Participation in the Struggle to Criticize Lin Piao and Confucius by Tung Jui-lin, member of the workers propaganda team stationing at the Peking College of Iron and Steel Industry and Deputy Secretary of the Party General Branch, Department of Physics and Chemistry (Peking *Kuang-ming Jih-pao*, July 27, 1974).

La construcción del socialismo

«Y ahora tenemos casi 280.000 trabajadores en la construcción. Se calcula para el 1980 las necesidades de casi 400.000, para construir más del doble de lo que estamos construyendo ahora. Con 140.000 trabajadores más aproximadamente, debemos producir dos veces y media lo que estamos produciendo ahora. Esto significa que la productividad del trabajo tiene que crecer.

»De modo que hay que realizar un especial esfuerzo por la incorporación de la mujer a las actividades constructivas. En la Unión Soviética más del 30 por ciento de los trabajadores de la construcción son mujeres. Un país desarrollado necesita eso, o un país que se desarrolle, que quiera desarrollarse, necesita la incorporación de la mujer a las actividades productivas.

»Una sociedad sería pobre si no incorpora a la mujer al trabajo, porque estaría en dependencia de sólo una parte de la población trabajando. Pero si además hay que descontar de esa parte masculina a las personas mayores que por edad no pueden trabajar, si hay que descontar a todos los jóvenes que por edad no pueden trabajar, si la mujer no se incorpora al trabajo, sólo una pequeña parte de la sociedad estaría dedicada a las actividades productivas y a los servicios.»

(Del discurso del comandante en jefe Fidel Castro, primer secretario del P.C. de Cuba y primer ministro del Gobierno Revolucionario, en el acto central nacional por el *Día del Constructor*. 5 de diciembre de 1974; *Granma*, La Habana, 7-XII-74.)

Couac !

L'armée a une tradition de neutralité politique défendue avec passion par le général Diez Alegría.

Marcel Niedergang
(« A travers le miroir franquiste »,
Le Monde, 6 décembre 1974)

A partir de janvier 1975, l'adresse du CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHES SUR L'ANARCHISME est la suivante :

C. I. R. A.
Case postale 51
CH — 1211 Genève 13

Bibliothèque ouverte en février 1975.

L'adresse de la rue Necker n'est pas valable.

Editions :

Communauté de travail du C.I.R.A.

Société et Contre-société chez les anarchistes et les antiautoritaires.
Genève : Librairie Adversaire - 1974
144 pages. 10 francs suisses
Diffusion en France : Librairie Parallèles,
57, rue Saint-Honoré, 75001 Paris

Nicolas WALTER :

Pour l'anarchisme. Lausanne 1969, 48 p., 3 fr. s.

Michel BAKOUNINE :

La Commune de Paris et la Notion de l'Etat, suivi de Trois conférences aux ouvriers du Val de Saint-Imier, Lausanne 1971, 2,50 fr. s.

Michel BAKUNIN :

The Paris Commune and the Notion of State, London/ Lausanne 1971, 8 p., 2 fr. s.

Carlos DA FONSECA :

Introduction à l'Histoire du mouvement libertaire au Portugal. Lausanne 1973, 36 p., 3 fr. s.

Commandes à adresser au C.I.R.A. - Case 51 - 1211 Genève 13 Suisse.
Compte chèques postaux 10-250 69 Lausanne. C.I.R.A. Beaumont 24 Lausanne.

Imprimé en France
Imp. La Ruche Ouvrière
10, rue de Montmorency, 75003 Paris

Prix : 10 francs

Directeur - Gérant : Fernand Gomez